

هبة من الاحل

Supplément Radio-Télévision

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14462 - 6 F

DIMANCHE 28 - LUNDI 29 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après la signature du compromis entre les Douze

L'industrie automobile européenne devra faire face à l'offensive japonaise

Compte à rebours

LES quotas à l'importation imposés par les Européens aux constructeurs automobiles japonais ne pouvaient durer toujours. Tout le monde s'en doutait, y compris M. Jacques Calvet, PDG du groupe PSA, ardent partisan des frontières fermées... aux autres. Mais nul ne savait quand ces quotas sauteraient.

L'accord entre les Douze, signé vendredi 26 juillet à Bruxelles, permet de fixer le début du compte à rebours. A partir de l'an 2000, la Communauté européenne deviendra un champ ouvert à la concurrence entre les constructeurs européens et japonais, sans exigence explicite de réciprocité. En attendant, les Japonais se voient proposer d'aligner jusqu'à 16 % du marché européen contre 12,2 % aujourd'hui.

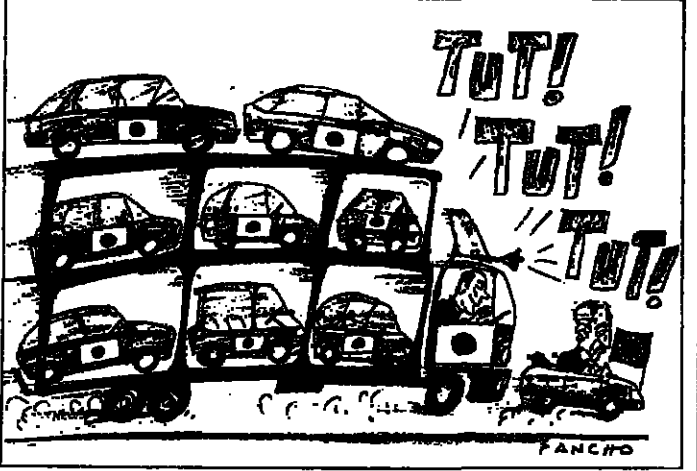
D'UNE certaine manière, cet accord - qui devra être soumis au Japon - est une victoire française. La direction de Fiat ne s'y est pas trompée qui a déclaré avoir « une dette de reconnaissance » envers M. Edith Cresson, premier ministre. Tout d'abord parce que les pays actuellement protégés par des quotas (surtout la France et l'Italie) n'auront pas à les faire disparaître du jour au lendemain. Ensuite, parce que, en fonction des hauts et bas du marché, les gouvernements pourront faire jouer une sorte de clause de sauvegarde les autorisant à ralentir la pénétration japonaise. Enfin, parce que les pays européens qui ont renoncé à défendre leur industrie nationale au profit d'usines japonaises (Grande-Bretagne) verront toujours leurs exportations au sein de la CEE limitées. Compte tenu des contradictions communautaires - le texte signé vendredi l'a été après un an et demi de négociations plus que houleuses - cet accord n'est « pas mauvais » même s'il « aurait pu être meilleur », selon la formule de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie.

Le dernier avantage de la proposition européenne est de fournir aux constructeurs du Vieux Continent l'occasion d'une réflexion qui intègre mieux cet élément-clé des stratégies industrielles qu'est le temps. Fiat, Peugeot, Renault, Volkswagen ont désormais neuf ans devant eux pour combler ce qui reste du fossé qualitatif entre certains de leurs modèles et les voitures japonaises, mais aussi pour rendre leurs prix compétitifs. En un mot, pour fidéliser une clientèle qui doute.

Certes, les constructeurs européens, en une décennie, ont fait d'importants efforts de modernisation. Mais les gains de productivité réalisés, en France par exemple, ont plus servi à améliorer la marge des constructeurs qu'à abaisser le prix des voitures. Les fabricants devront en donner plus, pour moins d'argent. Sinon, leurs clients trancheront en faveur du mieux offrant. Comme ils l'ont déjà fait aux États-Unis, où les voitures du Soleil-Levant occupent le tiers du plus grand marché du monde.

M0146 - 0729 0 - 6.00 F

Les représentants des douze pays de la Communauté européenne ont accepté, vendredi 26 juillet, un compromis sur l'ouverture progressive de l'espace européen aux automobiles japonaises. Les constructeurs européens, conscients de la disparition prochaine du système des quotas, cher à la France et à l'Italie, vont devoir se préparer, d'ici à l'an 2000, à l'intensification de la concurrence japonaise.



Lire nos informations page 16

Albanie : du grand sommeil aux balbutiements

Plus de trois mois après les élections libres du 31 mars, l'Albanie vit une difficile transition démocratique : pénurie alimentaire, ambiguïtés politiques, insécurité. Les délégations étrangères se succèdent à Tirane pour tenter d'aider le pays à passer le cap des premiers changements.

Lire page 3 le reportage de JOSE-ALAIN FRALON

La crise yougoslave

Nouveaux affrontements meurtriers et appel au cessez-le-feu

page 4

L'avenir du PC soviétique

Les conservateurs se réservent pour le congrès prévu à la fin de l'année

page 3

L'inflation en Allemagne

Une hausse de 4,5 % en un an ravive les craintes d'une hausse des taux d'intérêt

page 13

Islamistes algériens

M. Madani, bien qu'emprisonné, garde le contrôle du FIS

page 5

Les contretemps du maire de Lyon

M. Michel Noir rencontre beaucoup d'obstacles sur la voie de la réalisation de ses projets

page 6

Le sommaire complet se trouve page 16

La tension s'accroît à Tananarive

Enlèvement du chef de l'opposition malgache

Un commando militaire a enlevé, samedi matin 27 juillet à Tananarive, le « premier ministre » mis en place par l'opposition il y a deux semaines. C'est le quatrième rapt d'un membre de ce gouvernement de transition. En outre, un jeune homme a été récemment tué à Tamatave. C'est la première victime depuis le début de la « révolution tranquille » dans la Grande Ile, il y a six semaines.

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Le « premier ministre » du gouvernement de transition, formé, à la mi-juillet, par l'opposition, a été enlevé, samedi matin 27 juillet, à Tananarive par un commando d'une trentaine de militaires, selon les témoins. M. Albert Zafy a demandé quelques instants pour se préparer, ce qui lui a permis de prévenir plusieurs responsables du Comité des forces vives. Selon son épouse, le commando qui a procédé à ce rapt n'avait pas de mandat d'arrêt.

L'opposition a aussitôt réagi en réaffirmant son intention de « continuer [sa] lutte non violente ». Le coordinateur du Comité des forces vives pour

Tananarive a jugé qu'« après cette faute politique très grave du gouvernement Ratsiraka, il appartient à la France et aux grandes puissances de prendre position ». Il a, en outre, indiqué que les « ministres bis » allaient être protégés sans « envisager, pour le moment, de les faire entrer en clandestinité ». Des camions chargés avec ferveur avaient résonné, dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 juillet, à « Tanana », sur la place du 13-Mai-1972. Quelques milliers de personnes avaient entretenu le couvre-feu pour veiller le premier mort en six semaines de « révolution tranquille ».

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite page 4

ainsi que le point de vue de M. Aubert Rabenoro, page 2

Autocritique du cinéma soviétique

Le Festival de Moscou dominé par les désillusions

MOSCOU

de notre envoyé spécial

On a beau prêter aux Slaves un penchant prononcé pour la désillusion morale, savoir les Soviétiques formés au pénible exercice de l'autocritique, les premiers numéros du *Courier*, le bulletin officiel du dix-septième Festival de Moscou

qui a eu lieu du 12 au 20 juillet, ne laissent pas de surprendre. A longueur de pages, ce n'étaient que lamentations et excuses anticipées pour les inévitables ratages à escompter. Jusqu'au professeur Velichko, vice-recteur de l'Académie d'astrophysique, convoqué pour prédire que « le Festival ne serait ni populaire ni commercialement

profitable ». Les étoiles n'ont pas menti. Le soir de la clôture, le comédien Oleg Jankovski, président de jury, ne se fit pas faute, avant d'annoncer le palmarès (le *Monde* daté 21-22 juillet), de remettre à son tour en cause le fonctionnement du Festival.

JEAN-MICHEL FRODON

Lire la suite page 10

Le feuilleton de l'été

Voyage avec Colomb

1992, 1492... De l'Europe aux côtes africaines, des Caraïbes à l'Amérique centrale, Edwy Plenel est parti pour le monde sur les traces de Christophe Colomb, un an avant le cinquième centenaire de l'exploit du Grand Amiral de la mer océane. Dès notre prochain numéro, et pour trois semaines, nous publierons un feuilleton en sept parties en forme d'invitation au voyage, dans un jeu de miroirs où le présent se dévoile à la lumière du passé.

1492, aube des Temps modernes, début de l'ère planétaire. L'humanité réalise la rondeur et la finitude de la Terre, qui, enfin, tourne autour du Soleil. La pensée se libère. Des mondes qui s'ignorait se découvrent, s'affrontent et s'opposent. Le capitalisme prend son essor, accompagne l'humanisme et l'Etat-nation, enfante le colonialisme et les empires, des dictatures et des démocraties, le communisme et les indépendances.

1992, aube de l'Europe du marché unique, dans un remue-ménage planétaire. Le Soleil n'est plus au centre de l'univers. La région du saint territoire s'effondre, des frontières se renouvellent, les démocraties se multiplient, des nationalismes renaissent, des évangélistes reviennent, l'Est s'ouvre à l'Ouest, le Sud inquiète le Nord, l'Asie affole l'Amérique.

Aucun parallèle mais des résonances, des échos familiers, des interrogations similaires. Au cœur des drames de son temps, Colomb est le guide idéal pour ce voyage entre hier et aujourd'hui.

► Voyage avec Colomb est également un feuilleton sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

Un défi pour l'Ile-de-France

La région a besoin d'une ambition sans esprit partisan estime le ministre de l'équipement

par Paul Quilès

L'Ile-de-France n'est ni une île ni la France, mais elle témoigne de la vitalité de notre pays et elle en porte souvent l'ambition sur la scène européenne et mondiale. Quel rôle cette région peut-elle jouer dans le nouvel ensemble européen de 1993 ? Comment onze millions de nos concitoyens souhaitent-ils voir leur vie quotidienne évoluer ? Ces questions sont au cœur de la réflexion engagée pour préparer le futur schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France.

A travers ce document prospectif auquel doivent se conformer tous les projets d'urbanisme locaux, il s'agit d'organiser le développement d'une agglomération qui représente 20 % de la population française, en examinant l'évolution de l'habitat, des activités, des services, des grands équipements, des moyens de desserte, des espaces verts. Il s'agit en un mot d'esquisser les grandes lignes de la région à l'horizon de 2015.

Le schéma en vigueur aujourd'hui a presque vingt-cinq ans et il a pleinement joué son rôle. A son actif, 600 kilomètres d'autoroutes nouvelles, mais aussi des réalisations spectaculaires comme

le RER ou les cinq villes nouvelles... Mais l'outil s'est épuisé. Les espaces prévus pour le développement commencent à s'épuiser et plusieurs projets importants ne peuvent aboutir. Dans certains cas, les conditions de vie se dégradent. Les habitants de certains quartiers de banlieue, les passagers de la ligne A du RER à Châtelet ou les automobilistes bloqués à Roquencourt matin et soir, perçoivent concrètement les dysfonctionnements de la région.

Il faut donc agir et définir ensemble les réponses à apporter à des défis majeurs, comme l'augmentation de la population ou le risque de congestion dû à l'accroissement du nombre des déplacements individuels (+ 30 % d'ici 2015). Le laisser-faire conduirait à des situations insupportables : concentration des emplois au centre et de l'habitat nouveau dans des banlieues de plus en plus lointaines, ségrégation sociale, accroissement des délais de transport, forte régression des espaces verts et rupture des équilibres naturels.

Lire la suite page 2

► Paul Quilès est ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace.

PANCOL EN POCHE

Katherine Pancol
Les hommes
Cruels
ne courent pas
les rues

POINTS ROMAN

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,35 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRn ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Madagascar

La révolution tranquille

par Aubert Rabenoro

DERNIÈRES cartes d'un automate dépeint ? L'état d'urgence a été décrété à Madagascar. Mais laissons les tyrans célébrer leurs succès, nous nous intéressons à la vie des citoyens. Les meilleures tragédies sont celles qui se jouent dans la vie. Il y a eu cent mille, deux cent mille, quatre cent mille dans les rues, pendant six semaines, à chanter, à danser, à prier, à manifester. Mais ce mot est étrange, là où il n'y a jamais eu de caisses de bière, de mots gras ou de cris trop faciles.

Il n'y a eu pas de morts, pas de blessés, n'en déplaise aux demandeurs de coups sanglants. Il y a eu autre chose : la dignité tranquille et responsable d'un peuple qui recrée la liberté.

Ne nous y trompons pas, ce mouvement n'est pas un mouvement spontané, ce n'est pas non plus une révolte importée d'un vent quelconque soufflant de l'Est. Ce mouvement-là s'est préparé depuis dix ans. Au moins. Dix ans que les Forces vives se sont réunies pour réfléchir sur l'avenir de Madagascar, sans égarer la voix, pendant que les « accablés », les émeutes et les morts se multipliaient : deux cents morts à Bekamo, cent cinquante jeunes gens tirés au mortier à Antananarivo, des villages éradiqués, des hélicoptères qui explosent en vol, des voitures qui flambent, du jus de scorpiion dans les verres de whisky, des jeunes gens armés de kalachnikovs de l'armée pour accompagner les bouffes volées, destination l'exportation.

« *dahalo* », dit-on, bandits de grands chemins ; sans compter les TTS de sinistre réputation et leur camp de la mort. Et nous en oublions, nous oublions les massacres protégés, comme ceux des deux mille comoriens de Majunga, ou les « émeutes » de Farafangana. Arrêtons-là la liste, elle est longue, il est temps d'enterrer les morts. D'ignorer. Pour reconstruire la vie.

La route est longue mais...

Ce qui a été fait. Pendant dix ans. Dix ans de travail de fourmi pour structurer chaque quartier, chaque village, chaque hameau. Dix ans pour structurer l'idée de démocratie dans les entreprises, les associations, les syndicats. Dix ans pour mettre Ratsiraka face à sa vérité : verdict des urnes pendant la présidentielle : 40 %. Il lui a fallu tricher comme un mauvais joueur de poker et racher tous les fonds de tiroir pour arriver péniblement à 60 %, dont il se vante actuellement, grand bien lui fasse.

Car, comme disent les ancêtres, « *Andriamanitra tsy andrin'ny sasany, andrin'ny rano* » (« Là où les autres perdent patience, un Malgache sait attendre »). Et il a une capacité de patience infinie. Car attendre, ce n'est pas se poser, les bras croisés, en attendant que la manne tombe du ciel. Attendre, c'est réfléchir posément, poser les jalons qui font qu'on ne peut plus reculer, repêcher les tristes qui permettent d'aller de l'avant, c'est savoir où on met les pieds. « *Alaminy tsy io rano, fa mibola lavitra ny lalana* », disaient, nos pères.

(Allez-y calmement, sans heurts les enfants, la route est longue.) Combien de fois les aînés n'ont-ils pas dit cela aux petits jeunes fougues pendant ce mouvement-ci, combien de fois les « services d'ordre » ne sont-ils pas venus taper sur l'épaule des impatientes pour les calmer, leur apprendre à respirer, à prendre la mesure de leurs forces ? La route d'une révolution est longue, très longue, mais un Malgache arrive toujours au bout de ce qu'il entreprend. « *Raha tsy ny fadala no mivadiaka, raha tsy tsy ny indrindro, tsy avakoa tsy ho tonga any aha* » (« J'y arriverai de toute façon, dussé-je aller la plante de mes pieds se retourner ou boire à la petite cuillère l'eau du lac Itasy »). Et il y arrive en négociant le plus possible, le plus loin possible, en évitant la crête de la vague, mais en cherchant la ligne médiane qui permet la discussion et la négociation. Pour éviter les morts inutiles. Que les reîtres n'aient pas compris cela, tant pis pour eux.

Car il y a actuellement à Madagascar l'exemple d'une révolution de la troisième voie. Celle qui recherche certains tiers-mondistes, les ONG, les mouvements écologistes. Cette révolution-là est née de tout le mouvement de malgachisation, cette malgachisation qui a permis d'aller au-delà des acculturations, cette malgachisation qui a permis de faire face à l'asservissement intellectuel proposé par la grande machine de 1947, celle des jeunes de 1972 qui est d'abord et avant tout une recherche culturelle, la recherche de la force qui a permis à ce peuple-là de se maintenir face aux royaumes, colonisations et

autres gouvernements oppressifs. Et une symbiose extraordinaire s'est faite entre les moyens d'analyse marxiste, l'humanisme chrétien et la « sagesse » ancestrale. D'aucuns diront que ce n'est pas une plateforme politique.

Peut-être, quoique...

Ce peuple du bout du monde est en train de perpétuer la révolution de Martin Luther King, de Gandhi, avec ceci de spécifique : ils sont les héritiers d'un héritage gagnant. Ils ont trouvé une forme de noblesse et de structure solide et démocratique.

Ils savent le prix à payer et essaient d'éviter les massacres inutiles.

Il y en aura peut-être, ou peut-être pas. Car les reîtres vont se trouver face à une mémoire collective : celle des ancêtres juvéniles, qui sont montés dans des bureaux, ou qu'on a montés dans des bureaux direction la mort et qui se sont retrouvés à l'ennemi, celle d'un peuple paysan qui a travaillé à la main les collines pour construire les rizières en étages, celle des *menalamba* qui, avec leurs sagattes, ont tenu tête aux forces armées coloniales, celle des insurgés de 1947, celle des jeunes de 1972 qui ont chanté la liberté.

Il y a un temps pour toute maturation.

Ces jours-ci, les hommes et les femmes diront calmement aux petits soldats : « *Mais le fils de qui es-tu pour marcher sur l'enfant d'autrui ?* » Les signes trahissent les bras... Tant pis pour les autres.

► Aubert Rabenoro est membre du gouvernement provisoire et s'exprime au nom du mouvement Forces vives Paris.

Un défi pour l'Île-de-France

Suite de la première page

Nous sommes aujourd'hui à mi-parcours du long processus lancé par le gouvernement à l'été 1989 et qui doit donner à l'Île-de-France un nouveau schéma directeur avant la fin de l'année 1992. À l'automne, un texte sera soumis à la commission de concertation où siègent les représentants des collectivités locales et des milieux socioprofessionnels. L'avant-projet du gouvernement sera alors présenté au conseil régional et au comité économique et social régional. La réflexion se poursuivra pour enrichir ce texte jusqu'au printemps 1992, puis les assemblées régionales et départementales se prononceront.

La décision finale appartiendra à l'État. Juridiquement, l'élaboration d'un projet de schéma directeur est en effet conduite sous l'autorité du préfet de région par le directeur régional de l'équipement. Les lois de décentralisation, bien qu'elles aient bouleversé profondément l'esprit dans lequel un tel document se fabrique, n'ont pas modifié la responsabilité de la décision. Pourquoi ?

Un enjeu national

D'abord, chacun voit bien que l'aménagement de l'Île-de-France est un enjeu national. Le poids de l'agglomération parisienne dans la région est tel qu'elle représente, en emplois, en équipements - fait que tout ce qui s'y passe rejaille sur l'ensemble du pays. Parallèlement, une course à la prééminence est engagée entre les grandes agglomérations européennes situées sur un arc de cercle allant de la région de Londres à celle de Milan. L'enjeu porte sur le drainage des capitaux internationaux, sur la localisation des entreprises, sur l'acquisition de nouvelles compétences techniques et scientifiques, sur le développement économique et donc sur l'emploi.

Au palmarès des agglomérations, le niveau culturel, la qualification des hommes, la cohésion sociale ou encore la richesse et la diversité des services offerts comptent autant que la qualité des réseaux de transport et de télécommunications. Placer l'Île-de-France en bonne position par rapport à ses rivaux contribue à renforcer l'ambition européenne de notre pays.

Par ailleurs, faut-il le rappeler, le rôle de l'État est de faire prévaloir l'intérêt commun, au-delà de l'affrontement entre les intérêts particuliers. Par exemple, si Paris et l'Ouest parisien continuent à concentrer les activités les plus valorisantes, il est clair que les objectifs d'équilibre de la région, de rapprochement entre habitat et emploi, de maîtrise du nombre des déplacements, de meilleure répartition des richesses, tous ces objectifs voleront en éclats.

La tendance spontanée des entreprises les plus innovantes et des services est bien d'aller vers les pôles d'excellence, les « pôles d'excellence ». La passivité des pouvoirs publics conduirait à terme à un partage de l'espace régional entre un « espace dominant » constitué de Paris et ses prolongements à l'ouest et un « espace servant » constitué de l'Est et de la périphérie.

Enfin, les objectifs poursuivis par les différents intervenants peuvent être contradictoires : en témoigne la difficulté de concilier l'objectif d'excellence et celui de l'emploi pour tous. Si l'excellence développe le marché du travail, elle le spécialise vers des qualifications élevées.

Comment développer l'emploi et assurer sa diversité dans ce contexte ? Comment maintenir de l'emploi industriel dans des espaces dont les coûts fonciers ne peuvent être assumés que par des entreprises à forte rentabilité ? A fortiori, comment développer de nouveaux emplois productifs, au-delà des 200 000 existant à Paris ? En même temps, l'attractivité du premier marché de l'emploi français crée un appel qui peut avoir des conséquences sur le développement urbain, la densité de construction, les besoins d'infrastructures. Comment dans ces conditions maintenir des espaces naturels et ruraux, pourtant indispensables à l'équilibre de l'ensemble ?

Autant de questions délicates, qui donneront lieu à des arbitrages de l'État pour que se

dégage le cadre de cohérence de l'Île-de-France de demain.

Ce dossier de l'aménagement futur de l'Île-de-France doit être considéré comme un véritable dossier politique, au sens étymologique du terme. Chacun des enjeux du débat répond en effet à la volonté de l'homme de choisir sa vie quotidienne, son environnement, la solidarité entre les différentes populations. Sur ces grands objectifs, les convergences apparaissent déjà.

Depuis dix-huit mois, les services de l'État, la région, les départements, les collectivités regroupées avancent des propositions et les confrontent (livre blanc, esquisse du schéma directeur, charte du conseil régional, chartes de plusieurs départements, dont Paris...). Ce bouillonnement d'idées très fructueux permet d'ores et déjà d'entrevoir des points d'accord :

• Les hypothèses d'accroissement démographique sont extrêmement proches pour tous les partenaires. Tous tablent sur une population de 12 millions à 12,3 millions en 2015. Ils n'ont pas à ce jour choisi de libérer, mais une hypothèse réaliste. L'accord s'est fait aussi sur l'objectif de la diversité sociale et sur le maintien d'une importante activité industrielle en Île-de-France.

• La qualité de la vie quotidienne passe d'abord par un logement satisfaisant. Tous les acteurs de la région savent qu'on ne peut répondre à la demande croissante que par un maximum de diversité dans les prix, la localisation, la taille des logements proposés.

• La zone agglomérée sera entourée d'une ceinture verte englobant les forêts, les grands parcs nationaux (vallée de Chevreuse, Vaux, les vallées (Seine, Marne, Bièvre, Oise). Les propositions du conseil régional pour renforcer la protection de ces espaces ont été bien accueillies.

• Il est nécessaire de limiter l'urbanisation des grands espaces favorables à l'agriculture et d'offrir aux agriculteurs la sécurité nécessaire à leur investissement. L'État a fait des propositions en ce sens.

• De nouveaux sites de développement économique, comme Massy, Roissy, la Seine amont, La Plaine-Saint-Denis, la Seine aval, la boucle de Gennevilliers sont clairement identifiés et leurs objectifs sont clairs.

• Le schéma directeur routier fait l'objet d'un large consensus, notamment sur le renforcement des grandes rocade et la mise en place d'un contournement à l'est de l'agglomération. Différents projets de voirie souterraine sont actuellement à l'étude : leur faisabilité doit être précisée dans les prochains mois en tenant compte des problèmes de sécurité, de gestion du trafic et d'insertion dans la ville. Un groupe de travail réunissant les différents partenaires sera constitué dans ce but très rapidement. L'accord se fait aussi sur les priorités en matière de transports collectifs : renforcer d'abord les grandes liaisons radiales qui atteignent ou atteindront prochainement la saturation, développer un réseau dense de type métro dans la première couronne, relier par des lignes performantes les principaux pôles de développement de la petite et de la grande couronne.

Un travail en profondeur

La concertation a donc porté ses premiers fruits : elle est encore riche de potentialités, mais ne sera constructive que si elle se déroule dans la sérénité. L'avenir de l'Île-de-France mérite une réflexion sérieuse et un travail en profondeur, que des polémiques approximatrices sur fond de campagne électorale ne doivent pas obscurcir.

Le nouveau schéma directeur entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993, au moment même où s'ouvrira le grand marché européen. C'est dire l'importance des enjeux : Paris et l'Île-de-France, même s'ils ne doivent pas monopoliser l'essentiel du développement du pays, en restent une vitrine prestigieuse. Au centre des grands axes européens nord-sud - routiers, ferroviaires et aériens - la région-capitale est un atout maître pour la place de la France en Europe. Encore faut-il que les hommes et les femmes de l'Île-de-France aient y vivre.

Sachons relever ce défi.

PAUL QUILLÈS

COURRIER

Sida et transfusion sanguine

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris m'a condamné, le 1^{er} juillet 1991, solidairement avec la Clinique de l'Essoie, à Evry, où j'ai été et le Centre départemental de transfusion sanguine de l'Essoie à verser 1,5 million de francs à une jeune femme contaminée par le virus du sida lors d'une transfusion réalisée dans les suites d'une césarienne faite par mes soins le 15 mai 1984 (le Monde du 3 juillet).

Sans vouloir intervenir dans la procédure d'appel qui est diligentée par ma compagnie d'assurances, je tiens à exprimer quelques remarques :

En premier lieu, le tribunal a décidé l'indemnisation de la patiente, ce qui est bien. Les gens qui, avant le 1^{er} août 1985 (1), ont été contaminés par le VIH lors de transfusions sanguines réalisées à l'occasion de l'exercice normal de la médecine et de la chirurgie sont des victimes d'un état de fait où sont

intervenus de nombreux facteurs parmi lesquels je n'en relèverai que trois :

- en mai 1984, nous ignorions le risque majeur que nous faisons courir à nos opérés en faisant des transfusions sanguines par leur état ;

- les tests de dépistage ne sont apparus qu'au début 1985 mais sont en œuvre seulement en août de la même année ;

- les facteurs de risque, nous le savons maintenant, étaient au maximum dans la mesure où devant le peu d'empressément des citoyens présumés sains de corps et de comportement à se faire leur sang, cette transfusion, on s'en rend compte, a été faite en milieu carcéral, milieu particulièrement touché par le VIH.

Ces trois points : notre ignorance médicale, la lenteur des décisions au plus haut niveau, le comportement général de la société face au don du sang, montrent bien que ce n'est pas seulement en cause les membres d'une équipe chirurgicale qui, au dire de l'expertise, a fait son travail dans les règles.

Je pense que ces gens sont victimes d'une catastrophe et qu'ils doivent avoir le statut de sinistrés. Ce qui serait juste et réaliste. En effet, il

est illusoire de penser pouvoir indemniser ces pauvres gens en relevant la responsabilité sans faute des praticiens. Plusieurs centaines de cas similaires sont à prévoir, et les compagnies d'assurances en responsabilité civile ne pourront faire face, même en augmentant lourdement les cotisations (2).

D'autre part, l'engagement de la responsabilité d'un praticien sans qu'une faute lui soit reprochée risque de provoquer des effets pervers au niveau de la qualité des soins, sans compter l'émotion que cela provoque déjà dans le corps médical.

En conclusion, je dirai, reprenant les mots du ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, qu'« il faut trouver une solution au problème des accidents thérapeutiques survenus sans faute de la part du praticien ».

J'ajouterais « rapidement », car beaucoup de gens souffrent et meurt dans la détresse, et il est urgent d'éviter que ne se développe ce que l'on commence à appeler le scandale des transfusés. Scandale pour les victimes d'abord, scandale aussi pour les praticiens, qui ont leur métier à faire en toute responsabilité réelle.

BLAISE FOUGERON
gynécologue-obstétricien
Evry (Essonne).

(1) Date à laquelle les Centres de transfusion ont été tenus de réaliser le dépistage du VIH chez les donneurs.

(2) Il faut savoir que les cotisations des « praticiens à risque », tels les chirurgiens, les anesthésistes, les gynécologues-obstétriciens, sont actuellement à la hauteur de 20 000 francs annuellement.

Pitié pour les piétons !

Comment oser prendre la plume après celle d'un académicien stylisé pointilleux et polémique redouté qui vient de défendre avec vigueur les deux-roues ?

Sa thèse serait tout à fait convaincante, en théorie, si elle ne souffrait d'une méconnaissance apparente de celle du piéton.

Que le motocycle, ou le bicycle, soit accessible s'il n'était une menace permanente !

Les injonctions des feux ne sont en général pas pour lui. Le besoin d'économie de temps ou d'essence lui fait court-circuiter délibérément les sens interdits. Les trottoirs sont ses autoroutes parfaites lorsque les rues sont trop encombrées, à moins qu'il n'y stationne de telle manière qu'il oblige le piéton à un parcours du combattant périlleux. Le bruit, signe de puissance, donne des battements de cœur ou réveille en sursaut en plein sommeil ! Ce comportement se généralise rapidement.

Il est difficile de ne pas prêcher pour son saint, mais, quand on le connaît sous tous ses angles, on devient plus humble. Peut-être M. Pons-Delpech oserait-il un bon article, comme d'habitude, pour inciter les deux-roues à se faire encore mieux aimer ?

BERNARD SAUVAIRE
Boulogne-Billancourt

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Fraipont, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Luchbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amic, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Farnet, Philippe Harman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1969-1989) Jacques Fauvet (1989-1992) André Laurent (1992-1998) André Fontaine (1998-1999)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-29 ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les redacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Françoise Hugot, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-27-72 Télécopieur : 40-65-27-72 Tél. : 40-65-27-73 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Tapes LM

Imprimerie : 40-65-27-72 12, rue M. Gumbourg 94852 IVRY CEDEX

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-29 Tél. : 206.906 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-30-10 Tél. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. PRINTED IN FRANCE. Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS			
	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الشامل

l'Élé l'Île-de-France

Le dossier de l'Île-de-France doit être considéré comme un véritable dossier politique, au sens dynami- que du terme. Chacun des acteurs du débat répond en effet à la volonté de l'homme de choisir sa quotidienneté, son environnement, la solidarité entre les différentes populations. Sur les aspects juridiques, les convergences des points de vue sont évidentes.

Depuis dix-huit mois, les services de l'État, la région, les départements, les collectivités locales et les professionnels de l'urbanisme ont travaillé à l'élaboration d'un schéma directeur régional, qui sera soumis au conseil régional, au conseil d'État et au Parlement.

Les hypothèses d'agglomération sont donc à l'abandon. Tous les acteurs du débat ont conscience que la région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

La région Île-de-France doit être une région à part entière, avec ses propres compétences et ses propres responsabilités. Elle doit être une région qui soit à la fois une région de développement et une région de solidarité.

ÉTRANGER

URSS : le plénum du Parti communiste et le « programme » de M. Gorbatchev

Les conservateurs se réservent pour le congrès prévu à la fin de l'année

La « grande rupture » avec le marxisme-léninisme annoncée par M. Gorbatchev dans son nouveau programme n'a été acceptée que du bout des lèvres par le « parlement » de son parti. Les conservateurs qui sont majoritaires entendent bien le rester pour le prochain congrès du PCUS, à qui reviendra la décision finale avant 1992.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

C'est donc à un report des échéances que l'on a assisté, vendredi 26 juillet à Moscou. Le comité central du Parti communiste soviétique a estimé que le projet de programme, intitulé « Socialisme, démocratie et progrès », et présenté par M. Gorbatchev, est une « base acceptable pour poursuivre et achever les discussions ». Le projet, sous sa forme définitive, devrait être adopté par un congrès qui se tiendra en novembre ou décembre prochains. Cette procédure ambiguë a été adoptée, vendredi, à la quasi-unanimité (quarante voix contre sur trois cent cinquante-huit votants) par le plénum, réuni pendant deux jours à huis clos, dans un climat beaucoup moins « calme » que n'ont voulu l'affirmer les porte-parole officiels.

Appel à défendre la patrie

Certes, personne n'a demandé la démission de M. Gorbatchev comme cela avait été le cas il y a trois mois. Au contraire, le cumul de son poste de secrétaire général du PCUS et de président du pays, a été jugé salutaire par de nombreux intervenants. Un revirement qui n'est pas pour surprendre : entre-temps, la grande majorité de la population soviétique de l'URSS, la Russie, a clairement voté contre les communistes en éliminant M. Boris Eltsine à sa présidence. La Russie a rejoint ainsi les six autres Républiques « indépendantes » où les communistes sont depuis près de deux ans dans l'opposition. Rétive est ainsi

faite que le PCUS se maintient à la tête de l'État sur des bases non parlementaires au moment où M. Gorbatchev, justement, de jouer le jeu parlementaire. Tout en faisant amende honorable devant leur secrétaire général, qu'ils veulent, en fait, garder en otage, les dignitaires du plénum ont applaudi pour mieux les faire taire, ceux qui ont pris la parole pour défendre les nouvelles idées de M. Gorbatchev. Ce fut le cas jeudi avec M. André Gratchov, chef du département international du Comité central, interrompu au moment où il évoquait le décret du 20 juillet de M. Eltsine sur l'interdiction des partis politiques au sein des administrations et des entreprises de Russie. Ce décret, qui met hors la loi les fondements de la « nomenklatura », c'est-à-dire l'attribution des postes administratifs sur liste dressée par le PCUS, a semé l'émoi dans les rangs communistes.

Il a sans doute contribué également à maintenir l'unité de façade qui s'est manifestée au plénum, comme l'ont d'ailleurs relevé, toute honte bue, ses participants les plus conservateurs. M. Gratchov s'est donc permis de remarquer que le décret de M. Eltsine est « sans doute

moins déstabilisant que le récent appel de deux de nos généraux ». Il faisait allusion au commandant en chef des forces terrestres de l'armée soviétique, le général Varentsov, et à celui des troupes du ministère de l'Intérieur, le général Gromov, tous deux, de surcroît, vice-ministres. Ces derniers avaient en effet publié, la veille du plénum, dans le journal des conservateurs du Parti, Russie soviétique, un appel dans le plus pur style des putschistes des armées coloniales de l'Occident, ils demandaient à l'armée de se tenir « prête à défendre la patrie » menacée de désintégration en raison de l'absence de M. Gorbatchev et les dirigeants des Républiques en voie de souveraineté.

Scènes d'intolérance

Cosigné par un dirigeant du groupe parlementaire Soudou (Union), quelques écrivains passés et une femme que l'on dit ancienne maîtresse de Brejnev, cet appel aurait été anecdotique si l'on ne devait prendre en compte la personnalité et les postures occupées par les deux généraux.

Calme par une intervention du

secrétaire adjoint du PCUS, l'assistance a dû encore écouter M. Gratchov dénoncer un des intervenants précédents, M. Prokofiev, chef du parti de Moscou, qui avait critiqué l'analyse, opposant « conservatisme » et « radicalisme », exposé par un orateur conservateur. « Pour moi, conservatisme s'oppose à réformisme et j'espère qu'on n'aura pas à parler à l'avenir d'un PCUS conservateur », a déclaré M. Gratchov sous des vagues de protestations.

Encore du chemin à faire

Les mêmes scènes d'intolérance se sont répétées vendredi lors d'interventions de réformateurs tels que MM. Otto Laitis ou Vladimir Martynov, deux des soixante-douze membres du Comité central qui avaient signé lors du plénum précédent un texte de soutien à M. Gorbatchev, affirmant qu'ils étaient prêts, si nécessaire, à quitter le parti. Ce ne fut pas « nécessaire » cette fois-ci encore, mais nombre d'observateurs estiment que la scission, c'est-à-dire, concrètement, le partage des biens du Parti dont tous les intéressés parlent déjà en privé, sera le sujet

« L'Humanité » et la lutte des classes

L'œil était dans la tombe...

A l'heure où M. Gorbatchev semble enterrer chaque jour un peu plus les vieilles idéologies communistes, le quotidien français « L'Humanité » a choisi de reprendre le flambeau et de démentir que la « lutte finale » soit loin d'être terminée. Samedi 27 juillet, dans un éditorial intitulé « Neuilly, Autouil, Moscou » (par opposition au fameux Neuilly-Autouil-Passy popularisé par la chanson des Inconnus), Claude Cabanis annonce que « la lutte des classes continue ».

des autres journaux français qui « ont allumé des feux de joie » lors de l'annonce du programme de transformation du PC soviétique présenté par M. Gorbatchev devant le comité central (le Monde du 27 juillet). Claude Cabanis écrit : « Nous sommes au regret de découvrir un peu brutalement ce beau monde : la lutte des classes continue, comme 2 et 2 font 4, l'œil de Marx est toujours allumé dans sa tombe et le Parti communiste français change de fond en comble pour deux raisons : son combat ».

Dénouant les commentaires

principal du prochain congrès. Tirant les conclusions, M. Gorbatchev est reparti à la charge et a affirmé qu'il était essentiel d'aboutir à un « parti des réformes démocratiques », reconnaissant ainsi qu'il reste du chemin à faire. « Le modèle qui a été imposé au parti et à la société durant des décennies a subi une défaite stratégique. (...) Nous ne traversons pas de réponse dans le cadre de l'ancien modèle. »

Faisant allusion aux pays d'Europe de l'Est, M. Gorbatchev a ajouté : « Nos amis, que nous avons aidés à « expérimenter » ce vieux modèle n'ont pas trouvé non plus. (...) Il s'agit d'une crise du socialisme, mais la crise peut être dépassée. »

En attendant, il a obtenu une décision du plénum prévoyant que son programme, retravaillé par la commission qu'il dirige, soit publié au plus tard dans dix jours. Quelques mentions à l'égard du socialisme devaient faire l'affaire. Mais l'essentiel de ce programme, notamment la reconnaissance de la propriété privée, sera sauvegardé. En revanche, M. Gorbatchev a dû accepter la nomination de nouveaux membres conservateurs au secrétariat du comité central et l'adoption par le plénum d'une résolution condamnant le décret de M. Eltsine.

SOPHIE SHIHAB

La mort du dernier compagnon de Staline

Lazare Kaganovitch la fidélité jusqu'à l'absurde

L'ancien lieutenant de Staline, Lazare Kaganovitch, qui fut étroitement associé aux grandes purges du régime, est mort à son domicile moscovite, jeudi 25 juillet. Connu pour son « effacement » répressif, Lazare Kaganovitch, qui était entré au Parti six ans avant la révolution de 1917, n'avait jamais renié son attachement à Staline. Il était âgé de quatre-vingt-dix-huit ans.

Au début des années 60, quelques Occidentaux l'avaient croisé dans le bâtiment du Soviet suprême et dans des bibliothèques de Moscou. Il consultait des documents pour rédiger des Mémoires qui, vraisemblablement, ne seront jamais publiés. Quelques années plus tôt, après avoir constitué en compagnie de Malenkov et de Molotov, un groupe dit « anti-parti » contre Khrouchchev, il avait été évincé du comité central, du bureau politique, du gouvernement, et prié de prendre, en attendant la retraite, la direction d'une cimetière dans l'Oural.

Lazare Kaganovitch, né en 1893, dans un village ukrainien situé non loin de Kiev, était d'un an l'aîné de Khrouchchev. Après avoir appris le métier de cordonnier, il avait adhéré à dix-huit ans au parti clandestin des bolcheviks, ce qui lui valut de commencer jeune une carrière gouvernementale. A vingt-sept ans, le voilà commissaire du peuple (ministre) dans la nouvelle République du Turkestan, secrétaire du Parti communiste et président du soviet de Tachkent. Dès ce moment, il avait choisi de suivre Staline.

En 1925, il revient dans la partie européenne du pays : il est nommé secrétaire du comité central d'Ukraine. L'année suivante, il est promu membre suppléant du bureau politique ; en 1928, secrétaire du comité central à Moscou et, en 1930, membre titulaire du bureau politique et secrétaire de la fédération de Moscou. C'est alors qu'il acquiert une notoriété certaine. C'est en effet sous sa direction qu'est construit le métro de la capitale. Le réseau portera d'ailleurs le nom de Kaganovitch jusqu'à sa disgrâce en 1957.

« Poigne de fer »

Dès ce moment, on insiste sur sa « poigne de fer ». N'est-il pas systématiquement envoyé en poste là où il faut briser une résistance ou venir à bout de l'ennemi ? Tout à tour, il sera ministre des voies de communications (1935), de l'industrie lourde (1937), membre du cabinet de guerre (1942), ministre des industries des matériaux de construction (après la guerre), et premier secrétaire du Parti communiste ukrainien (1946) pour remettre de l'ordre dans cette République. Avant et après lui, c'est Khrouchchev qui s'occupera de l'Ukraine. Sa mission accomplie, Kaganovitch revient à Moscou en qualité de vice-président du conseil des ministres.

Il conserva ce poste jusqu'en 1957. Quel rôle joua-t-il dans le groupe « anti-parti » ? Il avait toujours été réaliste. Il ne pouvait admettre la dénonciation par Khrouchchev, du « culte de la personnalité ». « L'affaire du culte de la personnalité est bien compliquée », disait-il lui-même au congrès de Staline en 1956. Mais, pour sa part, il ne se souvenait pas d'avoir été associé à Staline. Simple rumeur incontrôlable qui circula longtemps à Moscou. Kaganovitch était plutôt, comme beaucoup, un homme de main. Plus que d'autres, alors qu'il était le seul membre juif du bureau politique, il aurait eu quelques raisons d'exécuter un tyran antisémite et qui ne l'avait pas épargné. Il lui suffisait de se souvenir de ses deux frères tombés en disgrâce : Jules, qui fut vice-ministre du commerce extérieur, et Michel, le chef de l'industrie centrale aéronautique, qui se suicida après avoir été accusé de complot, d'antisémitisme.

Dans ses mémoires, Khrouchchev l'a décrit comme un opportuniste. Et il lui a consacré quelques lignes meurtrières : « Nous avons vu combien Lazare était en réalité résolu et implacable. C'est le genre d'homme qui n'a pas voulu dire un seul mot en faveur de son frère Michel Kaganovitch, accusé d'être un espion allemand mis en place pour former un gouvernement de marionnettes après la prise de Moscou par les Allemands. Que peut-on imaginer de plus absurde ?... Michel Kaganovitch n'est d'ailleurs mort que quelques jours après la mort de Staline. »

BERNARD FÉRON

Albanie : du grand sommeil aux balbutiements de la démocratie

Plus de trois mois après les premières élections libres, et en attendant l'économie de marché la pénurie s'aggrave sur fond d'ambiguïtés politiques

TIRANA

de notre envoyée spéciale

Aujourd'hui, à Tirana, les chauffeurs officiels ne savent plus où donner du volant et les deux seuls «grands hôtels» de la capitale ne désertent pas. Voici en effet que, après quarante-cinq années d'isolement sans faille, l'Albanie s'ouvre sur le monde et les délégations officielles s'y succèdent à un rythme effréné. Au calendrier de cette semaine : lundi 22 juillet, M. Franz Andreassen, vice-président de la Commission européenne ; mardi, une mission diplomatique allemande ; mercredi, coup double, puis-que débarquaient à Tirana M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'État français à l'action humanitaire, et M. Margherita Boniver, le ministre italien de l'immigration. Devaient suivre : le ministre roumain des affaires étrangères et un ministre macédonien. Sans oublier les organisations humanitaires et les hommes d'affaires venus qui pour livrer un stock de médicaments, qui pour tenter de décrocher un contrat. Après son grand sommeil, l'Albanie se réveille dans une atmosphère de grand bazar.

Abondance d'aides ne nuira jamais, tant sont grands les besoins d'un pays qui a été littéralement sacré par un des régimes les plus absurdes de l'après-guerre. Six mois après la révolte des étudiants de Tirana, qui a donné le signal de la libéralisation du pays, et deux mois après les premières élections libres, qui ont accordé une large majorité aux communistes, l'Albanie traverse une crise économique dramatique.

Une transition difficile

Et c'est une bien maigre consolation, pour une population maltraitée depuis tant d'années, de s'entendre dire que cette crise est passagère, que c'est là le passage obligé vers une économie plus dynamique et que les Bulgares, les Polonais ou les Tchèques ont connu une transition

aussi difficile. « La situation est dramatique, le choc est terrible. » C'est le ministre de l'économie, M. Gramoz Pasko, qui parle. Personnalité en vue du Parti démocratique, la principale formation d'opposition, il explique que l'inflation va dépasser 200 %, que la production agricole et industrielle a chuté de 50 %, que les recettes d'exportation servent tout juste à rembourser les intérêts de la dette extérieure, que les entreprises ne trouvent plus les matières premières leur permettant de travailler.

Les conséquences pour la population sont tragiques. Il faut maintenant commencer à faire la queue devant les magasins des deux heures du matin pour avoir une chance de repartir avec un simple litre de lait. Voilà que le pain même, commence à manquer. Les habitants de Tirana errent désespérément d'un marché à l'autre.

Ralliement enthousiaste

Nouvelle originalité d'un pays qui, décidément, ne fait rien comme les autres : il y a aujourd'hui trois sortes de marchés à Tirana. Le marché d'État - circulez, il n'y a rien à voir ! - le marché libre - quelques légumes, un peu de volailles, des œufs, et, par-dessus, des morceaux de viande qui pendent lamentablement devant les échoppes - et, enfin, le marché noir. C'est, cinquante ans, licencié de son entreprise de textile, qu'il achète 0,8 lék, pour 2 léks les photocopies des formulaires de visa exigées par l'ambassade de Grèce, et, accessoirement, des chaussures dépareillées, sans doute « récupérées » dans une entreprise.

Les affaires plus sérieuses - sont-elles plus honnêtes ? - se traitent souvent dans le hall du Dëli, l'hôtel « élite ». On y voit ainsi d'anciens personnages en vue de l'ex-nomenklatura en conversation animée avec des hommes d'affaires occidentaux. Ici comme ailleurs, les cadres de l'ancien régime se sont ralliés avec

rapidité et enthousiasme aux bienfaits de l'économie de marché. Cette conversion-TGV rendrait presque touchant ce dirigeant d'une entreprise agricole, située à une dizaine de kilomètres de Tirana, qui a conservé le buste et le portrait d'Enver Hodja, le fondateur de l'Albanie communiste, et qui continue à réciter, devant les étrangers de passage, le discours officiel d'avant.

Certes, le président de la République albanaise est toujours M. Ramiz Alia, le successeur d'Enver Hodja ; certes, le gouvernement de « stabilisation » - personne ne veut parler de coalition ou même de transition - est dirigé par M. Ylli Bufi, un pale ingénieur chimiste de quarante-deux ans, membre du Parti socialiste (ancien Parti du travail,

communiste) ; certes, la plupart des cadres de l'ancien régime, dans les administrations ou les entreprises, sont toujours aux commandes : il n'en reste pas moins que le pouvoir réel est symbolisé aujourd'hui par un homme, M. Sali Berisha, le leader charismatique du Parti démocratique.

Si ce parti a recueilli seulement 35 % des voix aux élections de mars, il domine nettement les travaux de l'Assemblée. Ainsi, il suffit que M. Sali Berisha menace de quitter celle-ci pour que les députés socialistes reviennent comme un seul homme, et en moins de dix minutes, sur leur décision de ne pas adopter le projet de loi sur la terre, présenté par le Parti démocratique. En revanche, ils ont refusé d'adopter

une proposition de l'opposition visant à consacrer les biens de l'État au travail.

Certains responsables de l'opposition, estimant que le temps travaille pour eux et qu'il n'est pas mauvais de faire endosser au Parti socialiste une part de la responsabilité de la situation difficile actuelle, ne souhaitent pas avancer la date des prochaines élections, prévues pour juin 1992.

« Éviter un bain de sang »

M. Sali Berisha, en revanche, se prononce maintenant sans ambiguïté pour un scrutin au plus tard en novembre. « On ne joue pas avec la démocratie, dit-il, nous avons tout fait pour éviter un bain de sang. Mais nous devons faire appliquer les lois, et, surtout, nous devons démanteler tous les réseaux des anciens services de sécurité, qui ont fait tant et tant de victimes. »

L'Albanie continuera ainsi à suivre le scénario bulgare, où l'opposition, bien que battue aux élections, a réussi à faire passer une bonne partie de son programme et à provoquer des élections anticipées, qu'elle a toutes les chances de gagner, en septembre prochain.

Les ambiguïtés actuelles, et cette curieuse dialectique entre les anciens communistes et l'opposition, si elles ont contribué à éviter les affrontements violents, empêchent toutefois le pouvoir politique de s'affirmer. Ainsi la police n'ose-t-elle plus faire respecter un minimum d'ordre et l'insécurité commence à s'installer à Tirana. De plus, certaines régions, comme celle de Shkoder, dans le Nord-Ouest, qui ont voté en majorité pour l'opposition aux dernières élections, ne veulent plus reconnaître aux anciens communistes la moindre once de pouvoir et, partant, n'accordent aucune légitimité au gouvernement de coalition actuel. Quant aux jeunes Albanais, ils continuent à rêver de l'Amérique.

JOSÉ-ALAIN FRALON

« Mais où sont donc les Français ? »

TIRANA

de notre envoyée spéciale

Il aura donc fallu attendre le 24 juillet et la visite de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire, pour que la France daigne envoyer officiellement un de ses représentants en Albanie. Pourtant, dès le mois de juin, M. Baker, secrétaire d'État américain, et M. Genscher, ministre allemand des affaires étrangères, dont on ne peut dire que l'emploi du temps soit vide par les temps qui courent, avaient fait le voyage de Tirana. Ils voulaient ainsi conforter la toute jeune démocratie et montrer, par leur présence, que l'Occident n'oubliait pas un pays qui a plus que tout autre souffert de la dictature communiste.

Les Albanais, et pas seulement les intellectuels, réagissent avec beaucoup de tristesse et d'amertume à ce qu'ils considèrent comme un « man-

quement » de la part d'un pays qu'ils aiment particulièrement. Déception d'autant plus grande que l'immense majorité des cadres du pays continuent à faire le français. Ce n'est ainsi qu'un hasard si le ministre, le plus grand écrivain albanais a choisi la France comme terre d'exil.

L'insuffisance de la représentation diplomatique de la France à Tirana - deux diplomates de carrière en tout et pour tout - comme le peu d'empressement des hommes d'affaires de l'Hexagone à tenter d'investir en Albanie accentuent un malaise qu'un minimum de respect et un renforcement de l'aide économique - l'Albanie n'a que trois millions d'habitants - suffiraient à dissiper. La visite triomphale de M. Baker à Tirana aurait pourtant pu faire comprendre aux dirigeants français que les « grands » pays savaient avoir de petites attentions.

J.-A. F.

Un travail en profondeur

Le dossier de l'Île-de-France doit être considéré comme un véritable dossier politique, au sens dynami- que du terme. Chacun des acteurs du débat répond en effet à la volonté de l'homme de choisir sa quotidienneté, son environnement, la solidarité entre les différentes populations. Sur les aspects juridiques, les convergences des points de vue sont évidentes.

Le dossier de l'Île-de-France doit être considéré comme un véritable dossier politique, au sens dynami- que du terme. Chacun des acteurs du débat répond en effet à la volonté de l'homme de choisir sa quotidienneté, son environnement, la solidarité entre les différentes populations. Sur les aspects juridiques, les convergences des points de vue sont évidentes.

Le dossier de l'Île-de-France doit être considéré comme un véritable dossier politique, au sens dynami- que du terme. Chacun des acteurs du débat répond en effet à la volonté de l'homme de choisir sa quotidienneté, son environnement, la solidarité entre les différentes populations. Sur les aspects juridiques, les convergences des points de vue sont évidentes.

Le dossier de l'Île-de-France doit être considéré comme un véritable dossier politique, au sens dynami- que du terme. Chacun des acteurs du débat répond en effet à la volonté de l'homme de choisir sa quotidienneté, son environnement, la solidarité entre les différentes populations. Sur les aspects juridiques, les convergences des points de vue sont évidentes.

EUROPE

YUGOSLAVIE : alors que les affrontements ont fait de nouvelles victimes

La présidence fédérale appelle au cessez-le-feu immédiat en Croatie

La présidence fédérale yougoslave, réunie au grand complet, a ordonné, vendredi 26 juillet dans la soirée, un cessez-le-feu immédiat en Croatie, ainsi que le retour dans ses casernes de l'armée fédérale. Dans un communiqué, publié à l'issue de cette réunion, la présidence, constatant que la situation en Croatie « menace de dégénérer en guerre généralisée », exige la cessation immédiate des hostilités et l'établissement d'un cessez-le-feu, comme préalable à la recherche « urgente » d'une solution politique.

Elle exige également « la démobilisation des réserves de l'armée yougoslave et le retour des unités de l'armée fédérale dans ses garnisons ». Ces décisions ont été adoptées à l'unanimité.

La recherche d'une solution négociée en Croatie doit passer, selon le communiqué, par la fin des attaques contre les localités serbes et croates, ainsi que contre les quartiers de la police croate et de l'armée fédérale yougoslave.

Pour la présidence, il est également « indispensable » de désarmer les formations paramilitaires et de ne plus envoyer les forces armées croates dans les zones de crise à population majoritairement serbe.

Le chef de l'Etat, le Croate Stipe Mesic, n'a toutefois pas souscrit à cette dernière décision, et le représentant de la Slovaquie, M. Janek Drnovsek, s'est abstenu.

Cet appel au cessez-le-feu, dont on doute qu'il puisse être

suivi d'effet, a été lancé après l'annonce de la mort de sept personnes lors de nouveaux affrontements entre Serbes et Croates. Vendredi, un policier croate a été tué par des nationalistes serbes au cours d'une embuscade entre deux villages de la côte Adriatique, et trois officiers de police ont été écrasés dans leur voiture par un char yougoslave, près de Kostajnica, dans le centre de la Croatie.

Tirs de mortier

Un journaliste allemand de la *Süddeutsche Zeitung* et deux autres policiers ont été tués dans des villages près de Kostajnica, à 80 km au sud-est de Zagreb.

Le village de Glina, situé à

50 km au sud de la capitale croate, a par ailleurs essuyé, vendredi, plus de quatre-vingt tirs de mortier, à rapporté la police, sans faire état de victimes.

Enfin, dans la nuit de vendredi à samedi, on signalait encore de nouveaux affrontements dans plusieurs autres localités.

Les ministres des affaires étrangères des pays de la Pentagone - Autriche, Italie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Hongrie - réunis vendredi à Dubrovnik, sur la côte adriatique, ont examiné un projet de communiqué qui soutient les efforts de la CEE pour une « solution politique basée sur le droit souverain des peuples de la Yougoslavie à décider de leur destin ». (AFP, Reuters.)

Les passagers de la « zone 4 »

Bousculade devant un ascenseur rétif, couloir de couleur muraille en sous-sol. Depuis le début des événements, le voyage aérien pour la Yougoslavie commence en « zone 4 » de l'aéroport d'Orly, réservée aux vols « sensibles ». On y enregistre désormais pour Beyrouth, Tel-Aviv et... Belgrade.

Sinistre, l'endroit est assorti à l'humeur des passagers du vol 241 de la JAT. Les vacances ont, cette année, un étrange goût de guerre civile pour les Yougoslaves de France qui oscillent entre crainte, amertume et colère. Beaucoup d'immigrés ont renoncé aux traditionnelles retrouvailles avec la famille restée au pays, par crainte de ne pouvoir en revenir.

Surtaxe de 15 dollars

La compagnie aérienne yougoslave, de plus privée de la clientèle touristique, n'assure que la moitié du trafic habituel en cette saison. Un seul vol hebdomadaire est maintenu vers Zagreb. Sur cette destination, la Lloyd's exige en ce moment une surtaxe de 15 dollars par passager comme prix du risque.

Pour la première fois depuis vingt-cinq ans qu'il vit en France, M. ne rentrera pas cet été dans

son village natal, et se contente d'accompagner des parents à l'avion. Serbe, comme 90 % des quelque 64 000 Yougoslaves de France, il se sent « avant tout Yougoslave » et n'a rien contre les Croates. Ce technicien de quarante-huit ans est viscéralement attaché à l'unité du pays et il n'hésite pas à sauver en M. Mitterrand un « ami de la Yougoslavie », tandis qu'il fustige les Allemands « qui soutiennent les Croates et voudraient partager le pays en deux ». Son voisin dans la file d'attente, un ouvrier forain, impatient de retrouver ses quatre enfants qui vivent près de Belgrade, est bouleversé, lui aussi. « La guerre fait mal à tout le monde, répète-t-il, il faut l'empêcher et sauver la Yougoslavie ».

Préserver le pays, l'empêcher de régresser, tel est bien le leitmotiv parmi les voyageurs, qui ne cachent pas leur désarroi à l'égard d'un pays natal soudain plus éloigné, presque étranger pour certains. « Là-bas, ils en sont restés à la seconde guerre mondiale et croient régler leurs problèmes à la mitrailleuse au lieu de marcher ensemble comme les Français et les Allemands. C'est une erreur monumentale », dénonce à la cantonade un architecte installé en France depuis trente ans et natu-

ralisé français, venu accompagner sa fille et sa petite-fille yougoslaves qui rentrent à Belgrade.

Pour Dejan, vingt-trois ans, qui travaille dans la confection et a acquis la nationalité française, il s'agit d'un conflit dépassé : tous les Yougoslaves sont solidaires en France. Il n'y a que là-bas qu'ils peuvent se prendre la tête, commente-t-il, en assurant qu'il ne pourrait jamais se battre contre les Croates : « Je suis né dans un pays entier, la Yougoslavie, et je ne vois pas pourquoi je ferais la guerre à des frères ».

Mais les plus âgés paraissent moins angoissés. « Il fallait que ça pète car les Croates et les Slovaques exploitent les Serbes depuis trop longtemps. Les communistes n'avaient fait qu'appuyer le couvercle sur une marmite sous pression. Mais où tout cela va-t-il mener ? », s'interroge un père de famille, qui ne cache pas sa peur pour sa famille de Serbie, « entièrement saisie par la passion ».

« Sarajevo, Hitler et Saddam Hussein »

Un Serbe de Croatie, établi en France depuis quarante ans, s'inquiète des curieux échanges téléphoniques qu'il a depuis quelques jours avec sa femme : « Ils ne par-

lent que de la pluie et du beau temps, comme s'ils étaient écouvés ». Aucun pronostic n'est optimiste. L'obsession d'une répétition de l'Histoire est omniprésente. On évoque pêle-mêle le spectre de Sarajevo, de Hitler, et de Saddam Hussein puisque, s'alarme un ouvrier, « ça va être pire qu'en Irak ».

L'immigration yougoslave en France, déjà ancienne, trouve dans les événements actuels une raison supplémentaire pour poursuivre son intégration, voire son assimilation. Certains envisagent, si besoin est, d'accueillir les réfugiés d'une guerre civile : tous s'attendent au pire. Ainsi ce quinquanaire qui affiche un désintérêt de façade pour les événements, mais dont la colère finit par fuser : « Mon père s'est battu contre les Allemands en 14-18, aujourd'hui, les Croates combattent ceux qui ont libéré le pays et ça va mal se terminer ».

Établi à Paris depuis vingt-sept ans, il a obtenu la nationalité française la mois dernier. Mais la maison de sa vie, construite de ses mains, est en Slovaquie, là où les troubles se multiplient. Il y a séjourné au mois de mars pour la dernière fois. Aujourd'hui, constate-t-il avec émotion, « Dieu seul sait quand je la reverrai ».

PHILIPPE BERNARD

HONGRIE : crise de confiance et d'identité chez les militaires

Le gouvernement et la « vieille garde » des officiers se disputent le contrôle de l'armée

Les armées d'Europe centrale, formées à l'école de Moscou, ont souvent bien du mal à s'adapter aux réalités démocratiques de l'après-communisme. En Hongrie, le désarroi des militaires est d'autant plus grand qu'ils doivent de mauvaise grâce renoncer à nombre de leurs privilèges.

BUDAPEST

de notre correspondant

C'est le premier cas d'insubordination collective dans la Hongrie post-socialiste. Malgré eux, les dix-neuf appelés de la caserne de Törökbalint, près de la capitale, sont entrés dans les annales de l'histoire militaire hongroise. Le 3 juillet, le tribunal militaire de Budapest a condamné ces dix-neuf soldats à des peines allant de quatre mois à trois ans d'internement disciplinaire. Motif : refus d'obéissance.

Après vingt-quatre heures de service dans une guérite sans eau ni chauffage, ils ont tout simplement refusé d'embrayer sur un autre tour de garde sans bénéficier de leur repos réglementaire. « La sanction est démesurée par rapport au délit commis », s'indigne M. György Timar, l'avocat de l'un des dix-neuf. L'armée a frappé fort pour l'exemple. Elle veut à tout prix éviter la contagion à un moment où les cas de révolte isolés se multiplient à travers le pays. Cet avocat rouquin, qui a déjà eu maille à par- tir avec la justice communiste, a fait appel à la cour militaire et le cas des « dix-neuf de Törökbalint » devrait être réexaminé d'ici à septembre.

« Des petits monarques en uniforme »

Mais il est trop tard pour limiter les dégâts. Les « dix-neuf de Törökbalint » font déjà figure de symbole. Ils incarnent le malaise qui règne du haut en bas de l'institution militaire. L'armée hongroise, débarrassée de la tutelle de Moscou et indépendante pour la première fois depuis plusieurs décennies, traverse une grave crise de confiance. Les jeunes recrues rechignent à servir dans cette armée, restée largement impénétrable au « changement ».

« La plupart des officiers ont été formés à l'école soviétique, constate György Timar. Il s'accrochent à leurs dernières parcelles de pouvoir et se comportent souvent comme des petits monarques en uniforme. » La presse n'hésite plus à relater les cas de désertion, de suicide et d'agitation au sein des casernes. Le trouble est perceptible même si aucune étude officielle ou crédible ne permet de mesurer avec exactitude l'ampleur du phénomène.

Désarroi aussi chez les officiers. Fini les promotions « politiques » et les récompenses en tout genre pour « service rendu au socialisme ». Fidèles serviteurs de l'armée « populaire », ils ne savent plus à quel saint se vouer depuis que la « menace impérialiste » n'est plus à l'ordre du jour. En deux ans de « transition démocratique », ils ont dû avaler bien des colères diplomatiques. En proie à une profonde crise d'identité, les officiers sont aussi menacés dans leur sécurité matérielle.

Le budget de la défense est en baisse (en valeur réelle) et le nouveau gouvernement conservateur veut réduire les effectifs de l'armée de 120 000 à 90 000 personnes d'ici trois ans. Même les valeurs sûres ne sont plus respectées : l'objection de conscience est autorisée depuis deux ans et la durée du service militaire a été ramenée à douze mois en janvier. Pis : un voile de discrédit s'est abattu sur l'ensemble de l'armée depuis la révélation de plusieurs scandales de corruption, orchestrés par des dignitaires galonnés. Mais l'inquiétude a atteint son comble l'année dernière avec la nomination de l'historien Lajos Für au poste de ministre de la défense. C'est la première fois qu'un civil occupe cette fonction dans la Hongrie contemporaine.

Le malaise des officiers, jus-

que-là exprimé en sourdine, éclata au grand jour à Pécs. Le général Kálmán Lorincz remet alors sa démission au président de la République, M. Árpád Göncz. Le chef de l'Etat la refuse « au nom de l'intérêt de la sécurité nationale ». La polémique rebondit quelques semaines plus tard avec la démission, acceptée cette fois-ci, du sous-secrétaire d'Etat à la défense, M. Mihály Beckhy.

Un affrontement prévisible

Désormais, l'épreuve de force est ouvertement engagée. Il ne s'agit plus seulement du vague à l'âme des militaires de carrière, mais d'une véritable lutte de pouvoir pour le contrôle politique de l'armée. « L'armée », reconnaît M. Erno Raffay, le secrétaire d'Etat à la défense, « bénéficie d'une trop grande indépendance au sein de l'Etat ».

L'affrontement était inévitable et programmé. Lors d'une des dernières séances du Parlement de « l'ancien régime », en mars 1990, le gouvernement socialiste (ex-communiste) avait adopté, en pleine campagne électorale, un amendement constitutionnel qui passa quasiment inaperçu : la direction de l'armée était séparée du ministère de la défense. Objectif : mettre la hiérarchie militaire à l'abri de la tutelle du prochain gouvernement démocratique en la plaçant sous le commandement du président de la République. A l'époque, les socialistes espéraient encore pouvoir organiser et remporter un scrutin présidentiel.

Résultat : lorsque M. Lajos Für prend ses fonctions, il se retrouve à la tête d'un ministère impuissant. Quelques mois seulement avant la transition, 90 % des effectifs de l'ancien ministère de la défense ont été transférés au sein d'une nouvelle Direction de l'armée hongroise.

Piégé par cette astuce juridico-politique, le gouvernement découvre une réalité ahurissante : il ne contrôle plus l'exécutif militaire. Quant aux grades, ils savourent ce pied de nez en exploitant à satiété les rivalités (réelles) entre le gouvernement et le président de la République, membre du principal parti d'opposition. Et la manipulation fonctionne à merveille.

Paradoxe suprême, le général Lorincz a même reçu le soutien des formations d'opposition, qui regroupent la plupart des anciens dissidents. Lorsque le commandant de l'armée a proposé sa démission, l'opposition a interprété ce geste comme la volonté du gouvernement de centraliser à outrance ses pouvoirs. Or le consensus est indispensable. La nouvelle loi de défense nationale qui sera soumise au Parlement d'ici à la fin de l'année a besoin d'être ratifiée par une majorité des deux tiers des députés. D'ici là, la vieille garde militaire va sans doute attiser les tensions. « Dans l'armée, constate sereinement M. Erno Raffay, le changement de système n'a pas encore commencé... »

YVES-MICHEL RIOIS

■ BELGIQUE : le secrétaire d'Etat à l'Agriculture molesté lors d'une foire agricole. - Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Paul de Keersmaecker, a été sérieusement molesté par des agriculteurs en colère lors de l'inauguration d'une foire agricole à Libramont, vendredi 26 juillet, rapportent les quotidiens *le Soir* et *la Libre Belgique*. Victime d'un «lynchage en règle», le ministre s'est heurté à l'exaspération des agriculteurs face à la chute des prix agricoles et au plan « drastique » de réforme de la politique agricole commune que vient d'annoncer la Commission européenne.

■ GRÈCE : démission du ministre de l'Industrie. - Le ministre grec de l'Industrie, de l'énergie et des ressources naturelles, M. Stavros Dimas, a démissionné, vendredi 26 juillet, à la suite d'une « dispute » avec l'épouse du premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, survenue mardi dernier à Moscou. - (AFP.)

OCÉAN INDIEN

La tension s'accroît à Tananarive

Suite de la première page

Aucun militaire n'a tenté d'interrompre cette cérémonie funèbre.

La victime était un jeune homme de vingt ans, mort mercredi des suites de ses blessures après avoir été, selon l'opposition, frappé d'un coup de sague par un « mercenaire de Ruziraka », dans une rue du port de Tomasina (ex-Tamatave). Il s'agit apparemment d'un acte isolé qui ne s'inscrit pas dans cette stratégie d'intimidation que l'on observe dans la capitale. Mais, selon les observateurs, cette agression offre à l'opposition une nouvelle occasion pour mobiliser ses troupes qui semblent fidèles et décidées.

A ce drame, s'était ajoutée la réponse négative du pouvoir au maire de Tananarive qui avait cherché à le convaincre de relâcher, au plus vite, pour réduire la tension dans la ville, les trois « ministres » de l'opposition enlevés, cette semaine, par des commandos paramilitaires. « Le pouvoir m'a répondu qu'il demandait à réfléchir avant de se prononcer sur leur libération », avait déclaré M. Guy Razamanasy.

Le Comité des forces vives avait annoncé que, en cas de refus du pouvoir, il ne participerait plus aux discussions du comité tripartite, chargé de préparer une conférence nationale avec des représentants du pouvoir, sous l'égide du Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM). Il avait, tout de même, assisté, vendredi, à une réunion dudit comité tripartite pour décider la suspension, *sine die*, des négociations avec les autorités légales aussi longtemps que ses revendications ne seraient pas satisfaites.

Les médiateurs ecclésiastiques semblent, aujourd'hui, dépassés par les événements. Le FFKM a demandé au pouvoir « la levée de l'état d'urgence, la fin des arrestations et la suppression de la censure », tout en invitant l'opposition à cesser l'occupation des ministères. Il a, en outre, proposé la dissolution des deux gouvernements et l'instauration d'une structure de transition. Mais son message a peu de chance d'être entendu.

Vendredi, c'est le ministère de la fonction publique qui avait été investi par le comité des forces vives, soutenu par la foule qui avait envahi les rues du quartier populaire de Tsa Ra Lalana. Ce mouvement, pourtant si sûr de sa puissance, semble aller à l'échec devant l'obstination du chef de l'Etat de rester à son poste.

Le MFM, l'un des partis les mieux organisés de l'opposition (11 % des voix aux élections législatives de 1989), a décidé de se désolidariser du « coup de force » de M. Zafy et de son équipe. Sans ces dissensions derrière lesquelles se profilent des querelles de personnes, l'opposition aurait peut-être pu faire céder le président, estiment les observateurs.

Le « président de la République », nommé par le Comité des forces vives, le général Jean Rakotoharison, silencieux ces derniers jours, avait lancé, vendredi, un appel pathétique à la communauté internationale. « Le gouvernement actuel ne mérite pas votre aide », avait-il dit. Il avait même laissé entendre que l'opposition pourrait utiliser la force, « le cas échéant », pour arriver à ses fins.

JEAN HÉLÈNE

DIPLOMATIE

JAPON : selon le dernier Livre blanc sur la défense

Tokyo ne considère plus l'URSS comme une « menace potentielle »

TOKYO

de notre correspondant

Pour la première fois depuis longtemps, le Livre blanc japonais sur la défense pour 1991, publié vendredi 26 juillet, n'utilise plus à propos de l'URSS la formule de « menace potentielle ». Celle-ci était jusqu'à présent l'une des raisons invoquées par Tokyo pour justifier un effort militaire soutenu.

L'Union soviétique demeure néanmoins, selon le document de l'Agence de défense, une puissance militaire ayant une grande influence sur la sécurité de la région. « La capacité de menace que fait peser l'URSS sur l'Extrême-Orient demeure intacte, bien que nous ne soyons pas en mesure de juger si elle entend user de cette capacité », soulignent ses auteurs.

Bien que leurs forces en Extrême-Orient aient été ramenées depuis 1990 à 340 000 hommes - la première réduction depuis 1965 - les Soviétiques n'en concentrent pas moins entre le Kamchatka, Sakhaline et les pourtours de la mer d'Okhotsk - c'est-à-dire une zone faisant directement face au Japon - 60 % des forces terrestres, 70 % des chasseurs tactiques, 80 % des bombardiers et les 105 sous-marins, dont soixante-cinq à propulsion nucléaire, déployés dans la région. Les Japonais sont particulièrement sensibles aux amétho-

des qualitatives des armements dont disposent les Soviétiques en Extrême-Orient.

Le Livre blanc met d'autre part l'accent sur la nécessité pour Tokyo de pouvoir envoyer des soldats participer à des opérations humanitaires ou pacifiques sous l'égide des Nations unies. Le problème de la participation du Japon à un corps de maintien de la paix relevant de l'ONU reste pendant depuis la guerre du Golfe. Une telle initiative, à l'étude, pose en effet de délicates questions constitutionnelles. Un nouveau projet de loi devrait être soumis à la prochaine session de la Diète, qui s'ouvre le 5 août.

Le Japon envisage, en revanche, de conclure un accord avec la Corée du Sud en vue d'une surveillance commune de leurs espaces aériens. Dans un premier temps, il s'agit d'échanger des informations sur l'identification des appareils entrant dans ces espaces. Cet accord qui, s'il est signé, serait le premier passé par le Japon avec un autre pays que les Etats-Unis sur des questions de sécurité, pourrait être le prélude à un approfondissement de la coopération militaire entre les deux pays. Un renforcement subit par les Coréens afin de pallier une éventuelle réduction des forces américaines stationnées dans la péninsule.

Ph. P.

محذمان الشمل

AFRIQUE

ALGERIE : le « conclave » du Front islamique du salut à Batna

Même emprisonné, M. Madani reste le patron des islamistes

Au terme de vingt-quatre heures d'un « conclave » réuni à Batna, le Front islamique du salut (FIS) a apporté, vendredi 26 juillet, son soutien à ses dirigeants emprisonnés, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj. Cette décision va quelque peu compliquer la tâche du premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, qui espérait qu'un FIS « réformiste », conduit par une équipe assa- gnie nationale que le gouver- nement devrait convoquer les 30 et 31 juillet.

ALGER

de notre correspondant

A en juger par les rares déci- sions rendues publiques à l'issue d'une réunion à huis clos, MM. Madani et Benhadj, même emprisonnés, bénéficient toujours d'un rapport de forces favorable à leurs thèses au sein du mouve- ment islamiste. Afin de leur manifester sa fidélité, le Majlis Echourra, la direction collégiale du FIS, n'a pas remplacé M. Madani au poste de porte- pa- role qu'il occupait avant sa détention.

Plus significatif : le Majlis Echourra reçoit le renfort de douze membres, parmi lesquels M. Mohamed Saïd, lui aussi emprisonné après que M. Madani, du fond de sa cel- lule, l'eût désigné comme son remplaçant légitime. Cinq diri-

geants du FIS, MM. Hachemi Sahouni, Benazouf Zoubda, Mohamed Kaarar, Makhloufi Saïd et Kamredine Karabani, sont, en revanche, relevés de leurs responsabilités jusqu'au congrès. Aucun d'entre eux ne peut être suspecté de trahison à l'égard des objectifs du mouve- ment : M. Saïd est l'auteur d'une sorte de manuel de désobéissance civile qui, ces derniers temps, a beaucoup circulé dans les mon- quets ; quant à M. Karabani, qui avait la haute main sur le secteur de la jeunesse, il s'occupait aussi des questions de sécurité.

Mais tous ont été en désaccord avec le cours imposé au FIS par MM. Madani et Benhadj lors de la grève générale et des sanglants événements de ces dernières semaines. Leur mise à l'écart démontre, *a contrario*, que, même sous les verrous, M. Madani reste le patron. On pouvait le pressen- tir lorsque, dans la nuit de jeudi à vendredi, M. Saïd Guechi, qui apparaît comme le chef de file des anti-madaniens, avait claqué la porte de la salle de cinéma où se tenait l'assemblée du FIS.

Les hésitations de M. Ali-Ahmed

A l'issue des travaux, M. Guechi n'a pas clairement indiqué s'il participerait à la rencontre qu'organise le gouvernement avec les partis politiques les 30 et 31 juillet. Dans un message rendu public mercredi, M. Madani avait affirmé que, pour sa part, il jugerait la chose inopportune. A Batna, la direc- tion intégriste s'est contentée

d'exiger la libération des prison- niers politiques et la levée de l'état de siège. Ces revendica- tions, posées comme des préla- bles, rendent, de facto, improba- ble la participation du FIS.

Les islamistes ont précisé leur attitude alors que le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Ali-Ahmed, dans une lettre adressée au premier mini- tre, vient, lui aussi, de faire connaître ses conditions. Si M. Ali-Ahmed accepte de partici- per à l'« organisation de la ren- contre », il en conteste l'ordre du jour et exige, avant toute discus- sion, la levée rapide de l'état de siège et la fixation d'une date « précise » - avant la fin de l'année - pour la tenue des élec- tions législatives.

Autant d'exigences qui risquent de conduire rapidement au retrait du FIS et du FFS, vidant la conférence nationale d'une bonne partie de sa substance et de sa raison d'être. Même si, dans l'en- tourage de M. Ghazali, on affecte de ne pas en être autrement affligé, l'absence des deux plus importants partis de l'opposition pourrait difficilement apparaître comme un succès. Hormis le FLN, le RCD de M. Saïd Saadi, et exception faite de quelques brillantes individualités qui pour- raient s'associer à la table des discussions, aucune autre formation n'a, en effet, une réelle représen- tativité ou même un programme qui donnerait à penser que la réunion n'est pas de pure forme. C'est-à-dire aux antipodes de cette structure de concertation démocratique qu'espérait édifier M. Ghazali.

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD : l'affaire du soutien financier à l'Inkatha

La presse dénonce les « mensonges » du ministre de la loi et de l'ordre

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

« M. Vlok, vous mentez ! » Le titre de couverture de l'hebdomadaire de gauche *Weekly Mail* n'est pas tendre pour le ministre de la loi et de l'ordre, M. Vlok - dans le collimateur de la presse depuis la révélation d'un soutien financier du gouver- nement au parti Inkatha à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthe- zeli, la semaine dernière - apparait, près du titre, sur un photo-montage, en Pinocchio dont le nez s'allonge.

Le *Weekly Mail* reprend les propos du ministre expliquant, dimanche dernier, à la télévision, qu'il était satisfait parce que « l'ar-

gent des contribuables » n'avait « pas été jeté par les fenêtres » puisque « chaque centime dépensé » par l'Inkatha avait été « justifié ». Affirma- tions que l'hebdomadaire s'empresse de briser dans son édition du 26 août.

En faisant état de documents émanant des services de M. Vlok, l'hebdomadaire affirme que l'Union des travailleurs sud-africains (UWUSA), un syndicat lié au parti de M. Buthezel, est une création conjointe des services de police et de l'Inkatha. Le *Weekly Mail*, par qui le scandale est arrivé, rappelle que le ministre avait publiquement admis un soutien gouvernemental de 1,5 million de rands (23 millions de francs) à l'UWUSA. Une organisa- tion « tellement endettée » que le ministre en personne avait ordonné une enquête aux résultats acca- blants : « pas de livres de comptes ».

Le journal cite un document confidentiel du ministère de la loi et de l'ordre en sa possession posant la question : « Comment un projet sous le contrôle de la police sud-africaine a-t-il pu évoluer de cette façon ? » L'hebdomadaire publie aussi les

noms de cinq responsables de l'Inkatha au comant du soutien financier apporté par le gouvernement à leur organisation, dont celui de M. Man- gosuthu Buthezel, qui continue, pourtant, d'affirmer qu'il ne savait rien.

FREDERIC FRITSCHER

40 millions de dollars alloués par l'Afrique du Sud à l'opposition namibienne. - Le premier mini- tre, M. Hage Geingob, a fustigé, vendredi 26 juillet, les Nations unies pour ne pas avoir admis que l'Afrique du Sud finançait clandes- tinement des partis politiques opposés à la SWAPO, actuellement au pouvoir, lors des élections légis- latives de fin 1989 (*Le Monde* du 27 juillet). Il réagissait ainsi à une déclaration faite, la veille, par le chef de la diplomatie sud-africaine, M. Piik Botha, qui avait révélé que son pays avait versé plus de 100 millions de rands (40 millions de dollars) à « près de sept » partis d'opposition. - (AFP, UPI)

COTE-D'IVOIRE : poursuites contre la directrice d'un hebdoma- daire d'opposition. - La directrice de la publication de *Téré*, hebdo- madaire du Parti ivoirien des tra- vailleurs (PIT), M^{me} Angèle Gnanoua, a été inculpée mais laissée en liberté, vendredi 26 juillet, pour avoir publié un communiqué de la Fédération étudiante et scolaire de Côte- d'Ivoire (FESCI), dissoute par le gouvernement après le meurtre d'un étudiant. - (AFP)

BURKINA : amnistie pour les détenus politiques. - Le chef de l'Etat, le capitaine Blaise Compaoré, a décidé, jeudi 25 juillet, d'amnistier les personnes condamnées ou pour- suivies pour des délits politiques depuis l'indépendance du pays, en 1960. Cette mesure intervient après l'adoption par référendum, le 2 juin, d'une nouvelle Constitution qui consacre la multipartisme. Des élec- tions législatives sont prévues le 3 novembre et une élection prési- dentielle le 8 décembre. - (AFP)

ASIE

Les nouveaux Vietnamiens du Cambodge

Artisans, paysans, trafiquants ou prostituées, ces émigrants vivent dans l'incertitude du lendemain

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dung, seize ans, appartient à une famille de très pauvres paysans de la région de Can-Tho, dans le delta du Mékong. « Il y a un an, des amis qui revenaient de Phnom-Penh nous ont dit qu'on pouvait y vivre. Avec mon frère aîné, on est venu ici », résume-t-il. Ils habitent l'une de ces innombrables constructions délabrées transformées en dortoirs pour Vietnamiens. Ils y louent un cabi- net éclairé et sans meubles pour 3 000 riels par mois, soit 25 francs. Mais, comme son frère s'est mis en ménage avec une Cam- bodgienne, Dung dort sur une natte étalée sur une terrasse an- nexe.

Il est vendeur ambulant de bri- coles et gagne 500 riels en moyenne par jour, de quoi acheter un peu de riz et boire un peu d'eau teinte de thé. « C'est quand même mieux qu'à Can-Tho. On mange moins mal et on se sent plus libre », dit-il. Pantalon troué et che- mise élimée, il vit au jour le jour, baragouinant déjà bien le khmer et s'étant fait une bande d'amis cam- bodgiens et vietnamiens.

Il n'a pas de pièce d'identité : 5 000 riels, c'est trop cher. Il ne traîne donc pas dehors une fois la nuit tombée. « En prison, dit-il, les moustiques l'attaquent tout le temps, il n'y a rien à manger et on n'en sort qu'en payant. » Il n'a pas non plus les moyens d'envoyer de l'argent à sa famille et n'est rentré au Vietnam qu'une seule fois. « L'aller-retour coûte très cher, 6 000 riels ».

Des dizaines de milliers de Viet- namiens vivent ainsi, dans l'in- certitude des lendemains. Il y a les communautés de pêcheurs du Ton- lé-Sap, armés pour se défendre car la région du Grand lac n'est pas sûre avec ses Khmers rouges, des déserteurs et quelques bandits de grand chemin. Il y a tous ceux qui font du commerce, souvent illégal, sur le Mékong, entre Phnom-Penh et le delta.

Y a-t-il des riziculteurs installés dans les provinces limitrophes du Vietnam ? Certains le disent, souli- gnant que la frontière est une in- croyable passoire et que seuls ceux qui le désirent sont immatri- culés auprès des consuls vietna- miens du Cambodge. Mais l'infor- mation est difficile à vérifier. Il y a des bûcherons dans les forêts du Nord-Est. Enfin, les plus voyants sont les artisans de Phnom-Penh et toute une population flottante qui, comme Dung et son frère, s'adonne à de petits métiers, y compris, par-

fois, la mendicité. L'an dernier encore, cette précarité donnait lieu à d'âpres échanges entre le régime de Phnom-Penh - qui affirme que les civils vietnamiens sont moins nombreux au Cam- bodge que du temps du prince Sihanouk, soit moins d'un demi- million - et l'ancien monarque, qui avançait le chiffre d'un million et demi de « colons ». Aujourd'hui, seuls les Khmers rouges poursui- vent une campagne systématique et haineuse contre la « vietnamisa- tion » du Cambodge.

Les « gros poissons » et les « petits »

Le débat s'est donc un peu calmé, peut-être pour une raison très simple : les « gros poissons », ou cambodgiens, ne sont pas les Viet- namiens mais les Chinois, qui contrôlent le commerce, fixent le taux du riel par rapport à l'or et au dollar. Ce sont eux qui domi- nent les circuits de distribution et de contrebande. C'est avec leurs représentants que le gouvernement négocie, parfois rudement, quand il faut calmer l'inflation ou renflouer les caisses vides de l'Etat.

Les Vietnamiens, dit-on ici, sont des « petits ». Le chauffeur - l'équi- valent du taxi-brousse africain - qui fait la navette entre Phnom- Penh et Ho-Chi-Minh-Ville (Saï- gon) n'est pas propriétaire de sa voiture. Aucun Vietnamien ne peut afficher villa et auto. Les pêcheurs vivent sans eau ni électricité. A Phnom-Penh, la forte minorité vietnamienne se partage entre me- caniciens, électriciens, coiffeurs, vendeurs ambulants et... prostituées. Sur le Mékong, on trouve de petits trafiquants d'or, de caoutchouc ou de produits impor- tés au Vietnam via le Cambodge, comme des motos, des motos d'oc- casion et du matériel hi-fi. Mais ceux qui tirent les ficelles des gros tra- fics sont, la plupart du temps, Chi- nois et Sino-Khmers.

Du temps du prince Sihanouk, Phnom-Penh était une ville de quelque six cent mille âmes, qu'on partageait volontiers en trois : un tiers de Cambodgiens (administrati- ons et services), à peu près autant de Chinois (gros commerçants) et le reste de Vietnamiens (petits commerçants et artisans). Il y avait alors de petites communautés chi- noises dans les autres villes et une forte concentration de sai- gonnais - deux cent mille - dans les grandes plantations d'hévéas de

l'est du royaume. Ces derniers, ori- ginaires du Tonkin, avaient été des sources vietnamiennes des troupes coloniales françaises dans l'en- tre-deux-guerres.

En 1970, après avoir désiré le prince Sihanouk, le futur maréchal Lon Nol avait fait massacrer plu- sieurs milliers de Vietnamiens, pro- voquant un exode massif vers le Vietnam du Sud. Des civils vietna- miens ont commencé à revenir au Cambodge quand leur armée, fin 1978 et début 1979, a chassé les Khmers rouges du pouvoir et occupé l'ensemble du pays. Ces dernières années, ils sont revenus en grand nombre. Mais ils sont nés au Cambodge ou ont un parent qui en est originaire. La plupart parlent désormais le khmer et cer- tains ont fondé des foyers sur place.

Une présence longtemps pesante

C'est le cas de Nhan, né en 1954 dans un faubourg de Phnom-Penh, qui s'est sauvé en 1969 au Viet- nam et est revenu dix ans plus tard. Il a trouvé un petit emploi, s'est marié avec une Cambod- gienne. Avec leurs deux jeunes enfants, ils vivent dans une pièce louée dans une grande villa, au centre de la capitale. « La vie est dure mais on y arrive », dit-il. Dans ces milieux déshérités, la cohabita- tion entre Vietnamiens et Cambo- diens semble ne pas poser trop de problèmes. On y vit au jour le jour, dans l'entraide. En revanche, le réflexe anti-vietnamien est beau- coup plus net parmi les cadres du régime ou la nouvelle bourgeoisie de la capitale.

Pendant plusieurs années, la pré- sence militaire et administrative du Vietnam a été pesante. Des unités, mal payées, ont vécu sur le terrain et, dans l'administration, le poids des « experts » était rudement res- senti. Les Cambodgiens ne se sont sentis les coudes plus franches qu'à partir de 1987-1988, soit un ou deux ans avant le retrait du corps expéditionnaire de Hanoi. Les administrateurs vietnamiens sont partis les premiers.

Au début de juillet, pour appuyer l'armée de Phnom-Penh - si l'on en croit de bonnes sources, des contingents vietnamiens ne comptait plus que quatre mille hommes : nantis mobiles, experts, artilleurs et officiers d'état-major. Ce support, léger mais efficace, a suffi non seulement à tenir les

Khmers rouges à distance mais aussi à les affaiblir progressivement. Selon des sources vietnamiennes, les effectifs des combattants khmers rouges ne seraient plus que de treize mille hommes, contre quinze mille fin 1989. D'autres observateurs pensent que leur nom- bre est aujourd'hui inférieur à dix mille.

Dans la communauté vietna- miennne, la majorité des gens n'ont qu'un pied au Cambodge. Ils y re- tent tant que les choses ne tour- nent pas à l'aise et n'y investissent guère. Ceux qui sont enregistrés auprès des commissariats de police sont sans doute minoritaires. Phnom-Penh affirme que cette communauté compte moins de cent mille âmes. Le nombre des rési- dents thaïlandais, revenus au Cam- bodge légalement ou illégalement après une douzaine d'années d'ab- sence, est estimé à dix mille per- sonnes. Les Vietnamiens sont donc beaucoup plus nombreux et il suffi- t de se promener un peu à Phnom- Penh, du côté du marché central ou du stade olympique, pour s'en rendre compte.

Mais, artisans ou pêcheurs, ils contribuent à faire tourner le pays. « Il faudrait pouvoir s'en passer, mais ce n'est pas encore le cas. For- mons des maçons, des électriciens : nous pourrions alors nous passer des Vietnamiens », explique un membre du gouvernement de M. Hun Sen. Au Cambodge, le recensement des étrangers n'est peut-être pas pour demain. Tout peut arriver. Les Vietnamiens peuvent accueillir froi- dement le retour d'un groupe de Khmers rouges à Phnom-Penh, pour peu que ces derniers soient enfermés dans une sorte de gani- son-ghetto. Mais il suffirait d'un mouvement de panique pour qu'un bon nombre, impossible à chiffrer, retraverse la frontière.

JEAN-CLAUDE POMONTI

VIETNAM : la photographie de pilotes américains portés disparus serait un faux. - Les autorités de Hanoi ont affirmé, vendredi 26 juillet, avoir fourni au sous- secrétaire d'Etat américain adjoint, M. Kenneth Quinn, la preuve qu'une photographie représentant trois pilotes américains portés dispa- rus pendant la guerre du Viet- nam n'était qu'un montage. Le conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft, a estimé par sa part qu'il « n'y avait aucune preuve cré- dible » que des soldats américains soient retenus au Vietnam et que cette photo lui paraissait être un faux. - (UPI, AP, AFP)

Les anciens dirigeants du « printemps de Pékin » se sont réunis à Paris

Deux ans après la répression du « printemps de Pékin », six dirigeants étudiants de la place Tiananmen ont fait, du 16 au 24 juillet à Paris, le point sur leur rôle à l'époque, alors que le mouvement démocratique s'es- souffit et que la Chine sort de la quarantaine qui lui avait été imposée.

Interrogé sur la question contro- versée de l'évacuation de la place Tiananmen dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, M. Li Lu, porte- pa- role de la réunion, a affirmé que « rester était la seule solution ». Outre M^{me} Chai Ling, la « passion- naire » du mouvement, M. Zhang Boli, ancien journaliste figurant sur la liste des personnes les plus recherchées, a participé à cette réunion.

Interrogé pour la première fois depuis sa sortie de Chine il y a un mois - après dix années passées dans la clandestinité en Mand- chouïe - il a apporté son témoi- gnage au *Monde* sur la situation en Chine : « Parmi les deux cents personnes qui m'ont aidé, les deux

tiers appartenaient au PCC. Il s'agissait le plus souvent de fon- dationnaires moyens qui, dans ce- taine cas, m'ont même montré les directives secrètes de Pékin nous concernant. » La majorité des membres du PCC désapprouvent la politique du gouvernement, mais ils préfèrent attendre la mort des gérontes au pouvoir plutôt que de voir un nouveau massacre.

Concernant l'activité de l'oppo- sition en Chine, il a affirmé qu'il « existe beaucoup d'organisations clandestines qui poursuivent l'œuvre entreprise par les étudiants et diffu- sent l'esprit de Tiananmen au moyen d'affiches et de journaux, dans toutes les couches de la société. Je ne peux vous dire où, mais j'ai même rencontré un groupe d'ouvriers qui avaient été en- traînés par des soldats meurtriers de Tiananmen ». Moyennant 25 000 yuans, M. Zhang a réussi à quitter le pays par Hongkong, grâce à l'aide des Triades (sociétés secrètes de la pègre). Jamais pour- tant, il n'a envisagé de passer en URSS toute proche, car « tous ceux qui ont essayé de franchir la frontière ont été livrés aux autori- tés chinoises ».

EN BREF

GUATEMALA : le gouvernement et la guérilla concluent un premier accord. - Trois mois après avoir engagé des pourparlers de paix, le gouvernement et la guérilla guaté- malte ont conclu un premier accord sur la « démocratisation du pays » à Queretaro (Mexique), où s'est achevée, vendredi 26 juillet, une troisième série de discussions. Cet accord, qui doit servir de cadre aux futurs pourparlers, en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu, prévoit notamment la subordination de l'ar- mée aux autorités civiles, la fin de la déposition à caractère politique et le respect des droits des communautés indiennes. - (UPI, AFP)

ETATS-UNIS : les Américains estiment que la guerre du Golfe aurait dû être poursuivie. - Selon un sondage de l'agence Associated Press, rendu public le 26 juillet, 70 % des Américains pensent que leur pays aurait dû poursuivre la guerre jusqu'à ce que Saddam Hussein quitte le pouvoir. Par ail- leurs, un sondage réalisé pour le quotidien *USA Today*, publié samedi 27 juillet, indique que 71 % des Américains se déclarent opposés à ce que leur pays entre une nouvelle fois en guerre pour chasser le président irakien ou pour détruire le potentiel nucléaire de l'Irak. - (AFP)

Votre plaisir grimpe quand nos prix baissent, alors

JE VOUS OFFRE "CARREMENT" LES MEILLEURS SOLDES DE LA MODE !

► LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises ! ► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances. ► DES SPLENDEURS DE TISSUS... ...DEPUIS 15 F LE METRE !

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

POLITIQUE

Les contretemps du maire de Lyon

M. Michel Noir rencontre beaucoup d'obstacles dans la réalisation de ses projets locaux. Ses « amis » politiques ne sont pas les derniers à guetter ses faux pas...

LYON

de notre bureau régional

La coupure du mois d'août arrive à point nommé pour le maire de Lyon. Depuis le début de l'année, le parcours politique de M. Michel Noir et sa gestion de la cité ont été grignolés par une succession de grains de sable, ce qui fait dire à certains élus UDF de sa majorité que « ça va mal pour le Grand ». Mais « le Grand », comme ils l'appellent, reste le « patron » de la ville, et ils le savent bien.

Il a fallu un vote à bulletins secrets, jeudi 18 juillet, à la communauté urbaine de Lyon (la COURLY), pour que le malaise prenne une tournure officielle : M. Noir posait sa candidature au SYTRAL, le syndicat chargé des transports en commun de l'agglomération lyonnaise. On a dénombré quinze bulletins blancs et un nul. Les socialistes et les communistes ayant refusé de participer au vote, c'est donc des rangs de la majorité (RPR-UDF) que sont venus ces bulletins de mauvaise humeur.

La gestion de ce dossier des transports en commun a sérieusement secoué le milieu politique lyonnais, même parmi les proches collaborateurs de M. Noir. Car le 14 juin, le SYTRAL, par quatorze voix pour et deux abstentions d'élus communistes, adopte un plan de développement à moyen terme qui s'appuie sur une complémentarité métro-tramway. Le 8 juillet, lors de l'examen du plan par la COURLY, M. Noir, estimant que le SYTRAL n'a pas respecté son cahier des charges, présente un tout autre projet, où le tramway a peu de place, et met « ces dysfonctionnements » sur le compte de difficultés de communication : or le président du SYTRAL, M. Jean Rigaud, député UDF du Rhône, est par ailleurs vice-président

de la COURLY, assis donc à sa droite.

Dans la foulée, le président de la COURLY annonce que « les collectivités devraient peut-être mieux exercer leur tutelle ». C'est chose faite quelques jours plus tard : M. Henri Vianay, maire RPR du huitième arrondissement, qui venait de constituer l'association Lyon-Tramway avec un conseiller général socialiste, démissionne du SYTRAL pour céder sa place au président de la COURLY.

« Signes forts »

M. Noir aime à envoyer ainsi des « signes forts ». En quelques mois, il en a reçu deux, venant du tribunal administratif de Lyon. Celui-ci annule d'abord, pour vice de procédure, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise, approuvé en 1990. Ce qui fragilise la mise en œuvre des grands projets, susceptibles d'être frappés de non-conformité au précédent SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) de 1978, désormais en vigueur. Il faut donc engager une nouvelle et longue procédure.

Puis le tribunal fait subir le même sort à la convention liant la COURLY au concessionnaire désigné pour réaliser et exploiter le périphérique nord, un groupe d'entreprises piloté par la société Bouygues. Le « grand chantier » du président — 5 milliards de francs d'investissements, dont 2 à la charge des collectivités locales — doit une nouvelle fois revivre en délibération. L'objectif d'ouvrir, en septembre 1994, cet ouvrage de 10 kilomètres de long, dont 6 en tunnel, commence à tenir de la gageure.

Ces accroc répétés indisposent

M. Noir. Il s'en prend au « grand chantier attardé de la COURLY ». M. Eitzen, Tête, unique conseiller communautaire des Verts, auteur des recours, et estime « regrettable que certains cherchent à profiter de la complexité du dossier pour bloquer des opérations vitales pour l'agglomération lyonnaise ». Dans les couloirs, certains membres de sa majorité ironisent : « A quoi bon s'entourer d'autant de juristes compétents puisqu'un écolo scolaire arrive à faire capoter le dossier ? »

« Noir est grisé de sa trop large victoire », expliquent ces élus, surveillant attentifs des moindres faux pas d'une gestion dont ils se sentent écartés. Les mêmes, conscients de leur incapacité à se démarquer, en sont à espérer que les fissures qu'ils croient observer dans l'entourage direct du maire finiront par miner le système, mais de l'intérieur.

L'annonce du départ, huit mois avant le terme de son mandat, de M. Jean-Luc Lebray, directeur du cabinet de M. Noir, intervient dans ce contexte particulier. Celui-ci se défend du « plus petit désaccord » avec le maire de Lyon : « J'avais une opportunité professionnelle intéressante à saisir dans un groupe privé. Ce que Michel Noir a très bien compris en acceptant que je quitte mes fonctions », tient à préciser M. Lebray, qui admet toutefois que son départ peut prêter, contre son gré, à « des interprétations erronées ».

Seul un élu, M. André Soulier, l'ancien premier adjoint UDF-PR de la municipalité sortante, dit parfois tout haut, « parce qu'il n'a rien à perdre », ce que les autres murmurent tout bas. Par deux fois, il a profité des questions diverses pour interpellé directement le maire sur des sujets sensibles. En avril dernier, l'inculpation pour « complicité et recel de vol par effraction en réunion » de M. Bernard Sarroca, chef de cabinet démissionnaire de

M. Noir, a provoqué un échange très tendu entre les deux hommes. Plus récemment, M. Soulier a demandé, devant des élus communautaires qui retenaient leur souffle, des précisions sur les embauches de personnel hors statut dans le « staff » de la COURLY, leur nombre, leurs fonctions et leurs salaires. Ses questions sont restées sans réponses, mais un membre de l'exécutif lui a promis qu'il pourrait avoir accès aux statistiques.

Sérénité affichée

Ces contretemps dans la mise en chantier des équipements structurants de l'agglomération, les incidents de séance avec l'opposition socialiste, ces décisions qui surprennent la propre majorité du maire de Lyon, influent sur le climat politique lyonnais. Mais M. Noir s'affiche serein. « De toute manière, à l'UDF, personne ne contrôle Soulier », dit-il pour évacuer le « cas » de l'ancien premier adjoint. Il ne s'inquiète pas non plus des socialistes, dont il dénonce régulièrement le « double langage » : « Dans mon bureau, ils me donnent leur accord. En public, ils disent le contraire. » Il en est à regretter le temps où feu Charles Hermu, depuis sa mairie de Villeurbanne, fédérait le PS de l'agglomération : « Au moins, là, on pouvait discuter. » A l'évidence, pour lui, M. Jean Poperen et Jean-Jack Hueyenne ne s'investissent pas suffisamment dans les affaires lyonnaises pour présenter un véritable danger.

Ses relations avec la droite, surtout le RPR, sont certainement plus délicates, notamment dans la perspective des élections régionales. Sa

réélection comme député du Rhône, en février dernier, en pleine crise du Golfe, avait été somme toute fort discrète : 70 % d'abstention. Mais il avait alors noté « l'effondrement des partis traditionnels » à Lyon, à juste raison puisque seuls les candidats du Front national avaient dépassé, au premier tour, les 15 % de votants.

Depuis, il s'est installé, modestement, sur le banc des non-inscrits à l'Assemblée nationale et a ouvert, à Lyon, le bureau de son « mouvement ». Nouvelle Démocratie. Rien qui puisse vraiment suffire à donner un nouvel élan à sa volonté de « rénovation de la politique ». « Ce sera plus long que prévu », concède-t-il aujourd'hui.

En attendant, M. Noir ne peut être totalement absent des prochaines échéances électorales. Il doit donc tenir compte de l'UDF et du RPR, qui se sont accordés sur deux points : une liste commune pour les régionales, et le principe d'un contingent de places éligibles pour les proches du maire de Lyon. « Il faut respecter la logique des électeurs », estime-t-il, s'en tenant aux résultats des législatives partielles. Mais le RPR ne saurait accepter une surreprésentation de ce courant, et se méfie de la « double appartenance », selon l'expression du secrétaire départemental du RPR, M. Jean Besson, député de la dixième circonscription : en clair, la situation de ceux qui, toujours « encartés » au RPR ou à l'UDF, sont aussi, de par leurs fonctions à la mairie ou à la COURLY, des « notistes ».

Le RPR est d'autant moins disposé à composer avec M. Noir qu'il a très mal accepté ses insinuations, lors d'un entretien sur la Cinq, à propos de l'inculpation de M. Sarroca. M. Noir avait évoqué l'hypothèse d'un « coup monté » et expliqué que « certains n'avaient pas apprécié son départ du RPR ».

L'affaire du cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, candidat soutenu par le RPR, suit, normalement, son cours judiciaire. Mais elle continue d'alimenter la chronique de la querelle politico-familiale. A propos de M. Botton, marié à une de ses filles, M. Noir avait déclaré qu'il ne souhaitait « à personne un gendre comme celui-là ».

Il ne souhaite pas non plus que le « Groupe Pierre Botton » soit présent sur les bords du stade de Gerland, où évolue l'équipe de football, l'Olympique lyonnais. Se fondant sur une délibération du conseil municipal de Lyon, en date du 4 octobre 1976, qui lui donne un droit de regard sur les publicités apposées autour du stade, M. Noir vient de faire retirer les panneaux de son gendre : leur message n'a pas de valeur commerciale, explique-t-on à la mairie, mais revêt une dimension personnelle, voire politique. La sérénité de M. Noir a des limites.

BRUNO CAUSSÉ

o Les associations para-municipales de Cannes dissoutes. — M. Michel Mouillot, maire (UDF) de Cannes, a annoncé, vendredi 26 juillet, son intention de dissoudre toutes les associations para-municipales de sa ville pour les remplacer par une « société d'économie mixte des événements cannois » constituée de 25 membres dont 10 élus et dotée d'un capital de 15 millions de francs. M. Mouillot désire introduire « plus de clarté et de transparence » dans la gestion de Cannes.

Les difficultés de M. Carignon

La cour d'appel de Paris est saisie du dossier de l'association Animation sociale Grenoble

Le conseil municipal de Grenoble s'est prononcé, vendredi 26 juillet, par 41 voix (RPR, UDF, Société civile et nouvelle gauche) contre 12 (PS, écologistes et Front national), pour la réintégration dans le budget général de la ville de la comptabilité de l'association paramunicipale Animation sociale Grenoble (ASG), mise en cause par la chambre régionale des comptes (le Monde du 25 juillet). La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé le même jour d'instruire ce dossier.

GRENOBLE

de notre correspondant

Le conseil municipal de Grenoble s'est réuni d'urgence en séance extraordinaire, vendredi 26 juillet, à la requête de la chambre régionale des comptes qui lui demandait de statuer dans un délai de deux mois sur les comptes de l'association ASG. Dans son jugement provisoire rendu le 7 juin, la chambre soulignait que les fonds versés sous forme de subventions — les sommes totales attribuées à l'ASG entre 1986 et 1990 s'élevaient à 1 085 000 francs — ont été « extraits irrégulièrement de la caisse communale » ; elle relevait également la « gestion occulte » du compte par un fonctionnaire chargé des finances de la ville. En outre, le jugement faisait état, à propos des deux comptes bancaires ouverts au nom de l'ASG, l'un pour les cotis de Noël, l'autre pour des opérations de « communication sociale », d'une « dissociation sciemment organisée ». Des précautions avaient d'ailleurs été prises pour rendre sa gestion la plus discrète possible. Ainsi les relevés bancaires n'étaient pas adressés au siège de l'ASG mais directement à la mairie de Grenoble.

La chambre estimait enfin que les dépenses effectuées à partir du compte numéro 030 422 2300 l'avaient été à « l'insu de l'association et sans lien avec l'activité sociale de celle-ci, mais pour le compte de la ville de Grenoble », « qu'elles avaient été soustraies irrégulièrement au contrôle de la

comptabilité municipale », « que cette opération avait été rendue possible par l'émission de mandats fictifs quant aux destinataires réels des subventions, dès lors que l'association, présentée comme bénéficiaire de celles-ci, n'en avait pas, en réalité, la libre disposition ».

L'opposition municipale disposait d'un dossier « en béton », pensait-elle, pour accabler la majorité du conseil et son maire, M. Alain Carignon (en congé du RPR). M. Jean-Paul Giraud, conseiller municipal socialiste, a ainsi dénoncé « le financement de campagnes politiques grâce à des subventions d'aide sociale ». Le PS, comme le Front national, s'est par ailleurs étonné de la multiplication des « affaires » : surfacturation et gonflement divers des dépenses d'un montant de 16,5 millions de francs à l'OPHLM de la ville de Grenoble ; utilisation frauduleuse du compte de campagne de M. Carignon par sa sœur alors qu'elle travaillait à ses côtés à l'hôtel de ville. Autant de faits qui brouillent, selon l'opposition, l'image de Grenoble et qui, selon M. Michel Destot, conseiller municipal PS et député de l'Aisne, « illustrent le système en cours dans la ville, le système Carignon ».

« Broutilles administratives »

Absents, à la demande de la chambre régionale des comptes, de ce conseil municipal extraordinaire, M. Carignon et ses trois adjoints concernés par la gestion de l'ASG, MM. Jean-Jacques Guillemot, Jean-Paul Saul-Guibert et M. Françoise Paramelle, devaient être ardemment défendus par leurs amis politiques qui dénonçaient « la dimension déraisonnable prise par cette affaire où il n'y a eu ni détournement de fonds ni indécence, ni financement occulte ni enrichissement personnel ». « Nous avons affaire à des broutilles administratives », a affirmé M. Richard Cazenave (RPR). Le jour où nous ferons une grosse blaise, que se passera-t-il ?

M. Guy Névache (div. g.) qui fit son entrée dans l'équipe de M. Carignon lors des élections municipales de 1989 pour devenir adjoint aux grands travaux, a

construit ensuite, avec précision et malice, la défense de son « patron ». Cet ancien responsable socialiste, proche collaborateur jusqu'en 1982 de M. Louis Mermaz, alors président du conseil général de l'Aisne, et de l'ancien maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, fut longtemps trésorier du PS. Pour lui, cette nouvelle « affaire » est « minable, misérable et mineure » et doit être réduite à un simple « problème de négligence de gestion municipale ». Alain Carignon, a conclu M. Névache, irrite beaucoup de gens parce qu'il sort des balles politiques. Il fait horriblement mal à droite comme à gauche. Il s'est engagé dans une voie rare. C'est notre meilleur pilote mais il dérange. Ce discours, tenu par un homme fraîchement rallié à M. Alain Carignon et dont l'itinéraire politique se situe précisément à gauche, fut plébiscité par la majorité du conseil municipal. Par 41 voix contre 12, le conseil décidait finalement la réintégration, dans les caisses de la ville, des subventions publiques de l'association Animation sociale Grenoble. Les socialistes annonçaient aussitôt leur intention de déposer dans les meilleurs délais un recours devant le tribunal administratif de Grenoble pour demander l'annulation de cette délibération.

Quelques heures plus tôt, le conseil municipal avait eu la surprise d'apprendre que la chambre criminelle de la cour de cassation venait de désigner la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris pour instruire le dossier de l'association Animation sociale Grenoble, suite à la plainte contre X pour escroquerie, faux, usage de faux, abus de confiance, déposée le 17 avril par M. Françoise Paramelle, présidente de l'ASG, également adjointe au logement. M. Paramelle affirme avoir été tenue à l'écart des opérations menées sur le compte occulte de l'ASG. Devenue la « Madame propre » du conseil municipal, aujourd'hui accusée de tous les maux en privé par les membres de la majorité, M. Paramelle désire simplement, répète-t-elle, « se conformer à une certaine idée de la morale et de l'honnêteté ».

CLAUDE FRANCILLON

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Q'ONT-ils donc dans la tête, les princes qui nous gouvernent ? La question s'est posée de tout temps, chaque fois qu'une décision politique a paru inadéquée à la situation, contraire aux intérêts particuliers ou absurde. La réponse est simple : nos gouvernants ont un cerveau dans la tête, dont ils se servent chacun à sa manière, comme nous le faisons nous-mêmes. Les progrès de la neurobiologie permettant d'aller plus loin que ce constat dans la connaissance des comportements et, notamment, des comportements politiques qui nous intéressent ici.

Notre cerveau se divise en deux hémisphères qui se subdivisent eux-mêmes en trois parties : corticale, domaine des pensées et des idées ; limbique, domaine de l'action et des sentiments ; reptilien, domaine des réflexes. Un chercheur américain, Neil Herman a imaginé une méthode, à base d'interrogatoires et d'encéphalogrammes, déterminant, pour chaque individu, quelle partie de son cerveau il sollicite de préférence. En vérité, il en utilise plusieurs mais suit un ordre préférentiel qui le définit personnellement.

Neil Herman a ainsi obtenu une typologie permettant de distinguer les adeptes du cortical gauche ou droit et du limbique droit ou gauche. Rien à voir, ce serait trop commode, avec les inclinations politiques ainsi qualifiées, qui ont leur origine dans l'histoire parlementaire. Une historienne, Marie-Joséphine Chavlin, a appliqué cette méthode « neurobiologique » aux hommes d'Etat, de Louis XI à François Mitterrand. Tous les sujets retenus, même parmi les vivants, ne se sont pas spontanément prêtés à l'expérience en répondant au questionnaire qui leur avait été soumis. M.-J. Chavlin a étudié les cas de soixante-treize personnages connus, dont vingt-neuf, bien présents sur la scène politique française, se sont prêtés de bonne grâce au test. Pour les autres, qu'il n'était pas possible de joindre outre-tombe, ou qui étaient trop occupés ici-bas, elle a trouvé des éléments de réponse à son investigation en piochant patiemment dans la documentation disponible.

Cette étude fait ressortir que, dans l'échantillon retenu, trente-

Tout dans la tête

huit personnalités sont identifiables comme des corticaux gauches. Ce sont, dès l'enfance, de brillants sujets ; ils ont l'esprit clair et rationnel, le sens du mot juste, le goût de l'action méthodique et le sentiment de leur supériorité. Dans ce groupe, dit des « experts » par l'auteur, figurent entre autres Raymond Barre, Pierre Bérégovoy, Valéry Giscard d'Estaing, Michel Rocard, mais aussi Bayard, Napoléon, de Gaulle, Gorbatchev, Kennedy, Trotski et Lénine.

Les hommes d'Etat qui usent préférentiellement du limbique gauche se rangent parmi « les organisateurs ». Stricts dans leur mise, pudiques, parfois timides, ils n'en ont pas moins du caractère mais ils savent canaliser leurs pulsions. Ils aiment le pouvoir, ont l'esprit de famille ou de clan et se révèlent méthodiques et tenaces à la tâche. On retrouve dans ce groupe des noms figurant dans le groupe précédent (de Gaulle, Mendès France) mais aussi ceux de François Mitterrand et Jacques Chirac.

« Les individus qui utilisent de préférence leur cerveau droit », écrit M.-J. Chavlin, sont souvent artistes, innovateurs, visionnaires. Ils ont l'esprit d'entreprise et le goût du risque. Ce sont également des « communicateurs de talent ». Les « communicateurs » privilégient le recours au limbique droit. Les femmes semblent à l'aise dans ce groupe où Jeanne d'Arc, Catherine de Médicis, voisinent avec Françoise Giroud et Simone Veil, aux côtés de Léon Blum, Georges Clemenceau, Mussolini, Ronald Reagan et Henri IV. Ce sont des personnalités instinctives, hypersensibles, qui ont besoin d'être aimées, ou admirées, et qui savent séduire. Elles ont le sens du dialogue, le goût de la négociation, de la pédagogie et du militantisme.

La forte préférence corticale droite définit le groupe des « stratèges », plus difficile à cerner dans ses caractéristiques. Les stratèges sont originaux et dévou-

és ; ils manient plus volontiers les images que les chiffres conformément à leur sensibilité artistique. Assurés, ambitieux, ils ne manquent pas d'humour et font, généralement, cavalier surl. Louis XIV, Winston Churchill, François Mitterrand, Georges Pompidou, Bernard Kouchner, sont présents dans cette rubrique.

La complexité humaine étant ce qu'elle est, la plupart des individus répartissent leurs préférences entre deux ou trois parties du cerveau, ce qui nuance, bien sûr, le classement par hémisphère et partie d'hémisphère et épaissit le mystère de certains caractères. « Tous les profils qui font intervenir les deux hémisphères, en combinant deux, trois ou quatre références, sont, dit l'auteur, à l'origine de personnalités plus complexes, plus difficiles à cerner, aux réactions surprenantes et inattendues. Ce sont des personnalités baroques et parfois flamboyantes qui passionnent et donnent lieu à de nombreuses analyses et interprétations contradictoires. Ils ne laissent pas indifférents. Ils déconcertent. »

De la sorte, les hésitations, les contradictions, les fluctuations, bref ces comportements parfois incompréhensibles que l'on décèle chez MM. Mitterrand, Rocard, Chirac et, dans le passé, chez Mazarin ou Blum, viennent de ce que ces personnalités ont « des cerveaux interconnectés » et qu'elles sollicitent concurremment leurs zones corticales et limbiques de gauche et de droite.

A partir de ces observations Marie-Joséphine Chavlin examine quelques profils historiques et croit pouvoir déceler une « diagonale du pouvoir » chez ceux qui ont à la fois des préférences dans le limbique gauche et le cortical droit. Même si l'on nous répète qu'il n'y a à aucune analogie avec la division politique classique, on ne peut s'empêcher de penser que « la diagonale du pouvoir » permet, au moins dans la tête, de franchir les frontières d'une bipolarisation contraignante et de jouer sur les deux tableaux : cela ressemblerait assez à la politique. Ces cerveaux qui nous gouvernent, de Marie-Joséphine Chavlin, Robert Laffont, 376 pages, 130 F.

سكوتيا الوطن

SOCIÉTÉ

L'aménagement de la région parisienne

L'Etat accorde 560 millions de francs de plus pour le logement social

Présidé par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, et en présence de M. Christian Sautter, préfet de région, le comité de gestion du Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France a décidé, jeudi 25 juillet, d'affecter 560 millions de francs supplémentaires à la construction de logements sociaux. Cette somme représente 4 400 appartements qui devraient être mis en chantier principalement à Paris, dans les Hauts-de-Seine et dans la petite couronne.

Le Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France a été créé en 1990. Il est alimenté par une taxe prélevée sur les nouveaux immeubles de bureaux : 50 francs par mètre carré à Paris et dans les Hauts-de-Seine, 30 francs dans la petite couronne, 15 francs dans la grande couronne. L'objectif est double : décourager l'installation de bureaux dans les secteurs où ils sont déjà surabondants et se donner les moyens financiers d'accroître la construction de logements sociaux là où ils sont à la fois le

plus nécessaires et le plus difficiles à réaliser en raison du prix des terrains.

Ne comptant en son sein que des fonctionnaires et présidé par le ministre de l'équipement, le comité de gestion est entièrement entre les mains de l'Etat qui s'est donné ainsi un puissant instrument d'intervention sur l'aménagement de l'Île-de-France. La taxe sur les bureaux rapporte actuellement environ 1 milliard de francs par an.

Rééquilibrer les emplois

Les décisions du comité étaient attendues avec d'autant plus d'intérêt que les avis divergent sur l'aménagement de la région capitale. M. Jacques Chirac, maire de Paris, souhaite que sa ville conserve, en l'absence d'emplois tertiaires et de logements pour cadres, toutes ses chances dans la compétition européenne. M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, veut en faire autant pour son département qui est déjà le lieu d'implantation privilégiée de nombreux sièges sociaux.

L'Etat, en revanche, ambitionne de limiter la croissance démographique de l'agglomération et sur-

tout d'y rééquilibrer la répartition des emplois et des catégories sociales. Conséquence : Paris perdrait dans les vingt-cinq ans à venir environ 200 000 emplois de bureaux et 150 000 habitants. Comment parviendra-t-on à harmoniser ces orientations contradictoires dans le schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de l'Île-de-France qui devrait être publié en 1993 ? Tel est l'objet du débat qui oppose actuellement Paris, la majorité du conseil régional et le gouvernement. C'est dans ce contexte que les décisions du comité de gestion du fonds d'aménagement ont été prises.

Pour la première fois le ministre lui-même, M. Paul Quilès, avait tenu à le présider. Il y avait cette fois à répartir 600 millions de francs qui n'avaient pas été utilisés l'an dernier à cause de blocages administratifs, et un milliard de francs pour 1991. Les 560 millions qui ont été affectés à la construction sociale constituent un supplément considérable dont l'emploi ne dépend que de l'Etat. Ils permettront la construction de logements neufs et la réhabilitation de quartiers comme celui des Bouquins à Montfermeil. Ces crédits viendront s'ajouter aux dotations déjà attribuées pour 1991 à l'Île-de-France (1,4 milliard). En outre,

200 millions seront utilisés pour acheter des terrains nécessaires en Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis et dans Paris intra-muros.

Pour faciliter les déplacements des Franciliens, le comité abonde de 220 millions de francs les crédits déjà prévus pour la réalisation de trois grands projets : la ligne Eole qui doit relier l'Est parisien à la gare Saint-Lazare en passant par les gares de l'Est et du Nord ; la ligne de métro Météor qui desservira le futur quartier Seine-Rive gauche et notamment la grande bibliothèque de France (projet cher au chef de l'Etat) ; la ligne D du RER qui traversera la capitale en diagonale en passant par Châtillon et la gare de Lyon. Enfin, 200 millions de francs vont servir à accélérer l'achèvement de la fameuse rocade A 86, si difficile à faire passer dans l'Ouest parisien et qui devrait être bouclée en 1993. En répartissant ainsi le produit de la taxe sur les bureaux, le comité présidé par M. Quilès a préparé l'application du futur SDAU de l'Île-de-France, à tout le moins celui qui est souhaité par le gouvernement.

MARC AMBROISE-RENDU
Lire en première page le « Point de vue » de M. Paul Quilès

Le jamboree des Scouts de France

Les exploits des « chemises bleues »

A pied, à vélo, en péniche, en roulotte, venus de toute la France, ils ont rallié le château de Jamboree, dans les Yvelines, pour le grand rassemblement national des scouts de France : le deuxième jamboree depuis 1985, qui se tient du 26 au 29 juillet. Dans la grande tradition, les « chemises bleues » pénétrant dans le parc, chaque troupe précédée d'une bannière aux emblèmes de la région d'origine. Ceux et celles du Nord-Pas-de-Calais ont pénétré depuis Amiens. Voilà l'exploit qui ouvre les portes du jamboree. Les scouts de Nice, de Besançon ont réalisé dans l'année un exploit à caractère humanitaire : un relais au bénéfice du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), chaque kilomètre étant payé par un sponsor.

Dix-huit mille garçons et filles se sont donné rendez-vous pour ces quatre jours, au cours desquels ils exploreront des « terres d'aventures », présenteront leurs exploits et joueront leur « sort », autre terme pour les SA ou bonnes actions. C'est-à-dire qu'ils rassembleront, scouts, pionniers et compagnons ? On apprend à se débrouiller tout seul, à vivre avec les autres, avec la nature aussi !, explique Alexandre, treize ans. D'une patrouille à

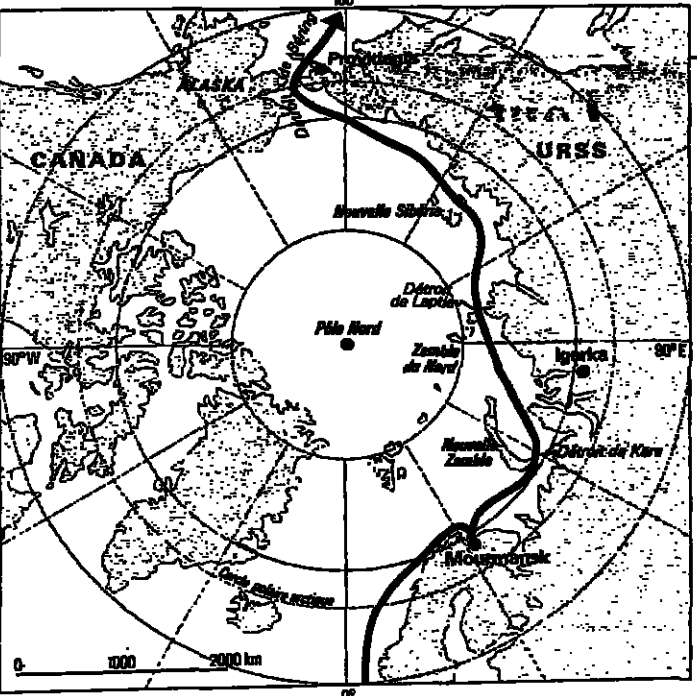
l'autre, les réponses reviennent en leitmotiv. « Chez les scouts, on a plus de responsabilité que chez nous ou à l'école », ajoute Marc, douze ans. Le projet pédagogique du scoutisme tient en ces quelques mots, et à en juger par la réussite du mouvement (220 000 membres dans le pays, 110 000 pour les seuls Scouts de France, d'obédience catholique), et son regain de vigueur dans les dernières années, enfants, adolescents et parents y trouvent leur compte.

François, âgé de vingt-quatre ans et animateur pour le département du Nord, a parcouru toutes les étapes de la vie d'un scout. « Cela m'a appris à avoir de l'assurance, affirme-t-il, et à m'ouvrir sur le monde. » La religion ? Beaucoup de jeunes entrent chez nous sans être catholiques », explique Bertrand Chanzy, commissaire général des Scouts de France. « Nous leur proposons un cheminement spirituel, sans jamais les obliger à se faire baptiser. » Education par le jeu et réflexion religieuse cohabitent : ainsi, sur l'aire de prière, devant la chapelle bâtie en deux jours par des pionniers, des « chemises bleues » jouent au base-ball. En attendant le coup d'envoi de cet « événement unique dans la vie d'un scout », le jamboree.

S. D.

SCIENCES

L'« Astrolabe » sera le premier navire occidental à réutiliser la voie maritime du nord



Le navire polaire français l'« Astrolabe » devait partir, samedi 27 juillet, du Havre, à destination du « passage du nord-est ». C'est la première fois depuis plus de soixante ans qu'un navire non soviétique va emprunter la route maritime qui, de Mourmansk au détroit de Béring, permet d'aller du nord de l'Atlantique au nord du Pacifique.

L'« Astrolabe », le navire polaire français de la société Flota (filiale de la Compagnie nationale de navigation) qui assure, depuis 1988, la relève et l'approvisionnement de la base antarctique française de Dumont-d'Urville - donc libre pendant l'été boréal - a été loué par l'association Mers magnétiques. Arrivé à Mourmansk le 3 août, il en repartira le 5 pour atteindre le port japonais d'Hokkaido (au sud de la grande île d'Hokkaido) le 2 septembre. A temps donc pour revenir au Havre et en repartir le 12 ou le 13 octobre à destination de l'Australie et de la Terre-Adélie.

La route du passage du nord-est - entièrement située au nord du cercle Arctique - est longue de quelque 5 000 kilomètres. Elle suit d'assez près la côte septentrionale de Sibérie. Elle est jalonnée de plusieurs passages rendus difficiles par la glace de mer : le détroit de Kara (entre la Nouvelle-Zélande et le continent asiatique), le cap Tchoulioukine (pointant vers les îles

de Zemle du Nord) et le détroit de Laptev (entre la Sibérie et l'archipel de Nouvelle-Sibérie). En dépit de ces difficultés, les Soviétiques l'« empruntent » huit fois par an, souvent d'ailleurs en la faisant parcourir par des convois de bateaux polaires navigant à la queue leu leu derrière des brise-glace.

Au mois d'août, la route du passage du nord-est est, en général, assez praticable. Mais l'« Astrolabe » pourra avoir recours, si besoin est, à des brise-glace stationnés en permanence en divers points de la côte de Sibérie. Le voyage de l'« Astrolabe » prévoit, si les autorisations arrivent à temps, de remonter l'océan Arctique jusqu'à Igarka, une ville située à deux jours de navigation de l'estuaire du fleuve, ainsi qu'une escale à Provideniya, un port situé au débouché du détroit de Béring.

L'association Mers magnétiques voulait faire ce voyage pour montrer que la recherche en Antarctique n'était pas tout, et que la recherche en Arctique devait être relancée, en particulier, par la France. Mais les Soviétiques n'ont pas donné l'autorisation de faire de la recherche à bord de l'« Astrolabe » pendant le voyage dans le passage du nord-est. Même si la Compagnie nationale de navigation prend à sa charge une partie des frais du voyage, l'association n'a pu trouver de sponsors français pour payer le complément du prix fort élevé d'un tel voyage dont le principal contributeur est le groupe de presse japonais Asahi Shimbun.

Y. R.

SPORTS

CYCLISME : le 78^e Tour de France

Transition soviétique

La vingtième étape, Aix-les-Bains-Mâcon, a été remportée, vendredi 26 juillet, par le Soviétique Viatcheslav Ekmov devant son compatriote Djamilidine Abdouparov. Le coureur Espagnol Miguel Indurain était toujours porteur du maillot jaune avant le contre-la-montre, disputé samedi dans le vignoble mâconnais.

MÂCON
de notre envoyé spécial
Lors d'une étape dite de « transition », comme celle qui a

été disputée vendredi 26 juillet entre Aix-les-Bains et Mâcon, il ne se passe rien d'exceptionnel. Les équipiers du maillot jaune contrôlent la course et chacun se prépare à l'épreuve contre la montre prévue samedi. L'occasion est donc offerte aux sangs du peloton pour faire, enfin, parler d'eux ou de leur employeur.

Le Néerlandais Rob Harmeling, un coureur solidement accroché à la dernière place du classement général, en a donc profité pour pousser une petite pointe de vitesse à 4 kilomètres de l'arrivée. Quel joli pied de nez au sort aurait pu s'offrir cet homme de

vingt-sept ans, novice porteur d'un maillot de couleur, victime de cinq chutes depuis le départ de Lyon, habitué de l'autobus, ce peloton qui regroupe les attardés dans les routes en pente ! M. Larmer rouge, comme on l'appellera dans les critiques à venir, a tenu sa chance. Hélas ! pour lui un coureur soviétique a pris sa route.

Que pouvait-il le pauvre Rob Harmeling contre le champion olympique de poursuite Viatcheslav Ekmov ? Il a serré à droite sur le pont qui enjambe la Saône, et son adversaire est parti à gauche, de la même façon que sur les pistes où il a longtemps exercé ses talents d'amateur. Après la victoire

de Dimitri Konyshev, jeudi 25 juillet, et les deux sprints gagnés de Djamilidine Abdouparov, lors de la première semaine de course, les Soviétiques s'adjugent une quatrième consécration dans ce Tour peu ordinaire.

Au moment où M. Mikhail Gorbatchev propose au Parti communiste soviétique l'abandon de la lutte des classes, les sportifs de ce pays, qui ont choisi de s'expatrier, jouent aussi les vedettes. Ils ont assimilé, depuis leur arrivée en Occident il y a deux ans, les règles du cyclisme professionnel et savent profiter des étapes de transition pour s'illustrer. « Pour un coureur soviétique, il est très important de gagner une étape du Tour de France », explique Viatcheslav Ekmov. Pour le prestige, bien sûr, et les quelques lignes dans le quotidien *Sovetski Sport*, mais aussi pour négocier avec les responsables des équipes professionnelles de nouveaux contrats.

Les « camarades amateurs » sont vite devenus des « pros » de la compétition. En abandonnant les canons du sport officiel, ils ont appris à gérer leur carrière. Ainsi Viatcheslav Ekmov a-t-il été nommé, en 1990, son entrée dans l'équipe néerlandaise Panasonic pour 500 000 dollars. Certes, une partie de cette somme a été versée à son entraîneur de toujours, Alexandre Koznetsov, responsable de l'école de cyclisme de Leningrad, pour aider les jeunes sportifs du pays. Des futurs rouleurs pour le Tour de France, qui, pour autant, plus facilement que lui, au vu de l'évolution de la situation politique, obtiennent un visa pour venir tenter leur chance sur les routes d'Europe, et gagner des courses et de l'argent.

SERGE BOLLOCH

Vingtième étape
Aix-les-Bains-Mâcon (180 km)
Classement de l'étape. - 1. Viatcheslav Ekmov (URS) 4 h 12 min 52 s ; 2. Djamilidine Abdouparov (URS) à 7 s ; 3. Oleg Ludvig (AUS) ; 4. Jean-Claude Colini (FRA) ; 5. Laurent Jalabert (FRA) 15 m.
Classement général. - 1. Miguel Indurain (ESP), en 95 h 05 min 59 s ; 2. Gianni Bugno (ITA) à 3 min 09 s ; 3. Claudio Chiappucci (ITA) à 4 min 48 s ; 4. Charly Mottet (FRA) à 5 min 57 s ; 5. Luc Laibane (FRA) à 6 min 53 s.

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

(1) : Citations extraites d'un entretien publié par l'Équipe le 24 juillet.

Lyon

projets locaux.
pas...

L'effacement du jamboree de la région parisienne de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, et en présence de M. Christian Sautter, préfet de région, le comité de gestion du Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France a décidé, jeudi 25 juillet, d'affecter 560 millions de francs supplémentaires à la construction de logements sociaux. Cette somme représente 4 400 appartements qui devraient être mis en chantier principalement à Paris, dans les Hauts-de-Seine et dans la petite couronne.

Le Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France a été créé en 1990. Il est alimenté par une taxe prélevée sur les nouveaux immeubles de bureaux : 50 francs par mètre carré à Paris et dans les Hauts-de-Seine, 30 francs dans la petite couronne, 15 francs dans la grande couronne. L'objectif est double : décourager l'installation de bureaux dans les secteurs où ils sont déjà surabondants et se donner les moyens financiers d'accroître la construction de logements sociaux là où ils sont à la fois le

Tout s la tête

Le navire polaire français l'« Astrolabe » devait partir, samedi 27 juillet, du Havre, à destination du « passage du nord-est ». C'est la première fois depuis plus de soixante ans qu'un navire non soviétique va emprunter la route maritime qui, de Mourmansk au détroit de Béring, permet d'aller du nord de l'Atlantique au nord du Pacifique.

L'« Astrolabe », le navire polaire français de la société Flota (filiale de la Compagnie nationale de navigation) qui assure, depuis 1988, la relève et l'approvisionnement de la base antarctique française de Dumont-d'Urville - donc libre pendant l'été boréal - a été loué par l'association Mers magnétiques. Arrivé à Mourmansk le 3 août, il en repartira le 5 pour atteindre le port japonais d'Hokkaido (au sud de la grande île d'Hokkaido) le 2 septembre. A temps donc pour revenir au Havre et en repartir le 12 ou le 13 octobre à destination de l'Australie et de la Terre-Adélie.

La route du passage du nord-est - entièrement située au nord du cercle Arctique - est longue de quelque 5 000 kilomètres. Elle suit d'assez près la côte septentrionale de Sibérie. Elle est jalonnée de plusieurs passages rendus difficiles par la glace de mer : le détroit de Kara (entre la Nouvelle-Zélande et le continent asiatique), le cap Tchoulioukine (pointant vers les îles

SOCIÉTÉ

CATASTROPHES

A la suite des typhons et des inondations

L'aide aux millions de sinistrés s'organise en Chine

Un nouveau typhon, le huitième de la saison en Chine méridionale, a fait quinze morts, mercredi 25 juillet, dans la province de Guangdong, et un orage torrentiel a paralysé Shanghai dans la journée de vendredi 26 juillet, tandis que la dégringolade continue lentement dans les provinces orientales inondées depuis plusieurs semaines. L'association humanitaire française Médecins du monde a envoyé, vendredi 26 juillet, une mission exploratoire dans les quatre provinces les plus touchées.

PÉKIN

de notre correspondant

Hongkong et la province de Guangdong remettaient tout juste du passage du typhon Amy, qui avait fait cent morts sur la Chine continentale au début de la semaine. Le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, a lancé un appel à toute l'armée pour redoubler d'efforts dans les opérations de secours aux populations sinistrées, alors que les ravages de la catastrophe saison

des pluies s'étendent. Les autorités ont annoncé des départs d'inondations en Mandchourie (nord-est) et y ont mobilisé la population en vue de renforcer les dispositions préventives, de nouvelles précipitations menaçant la Chine du Nord, après les déluges endurés par celle de l'Est. Ces dernières, où l'on a dénombré près de deux mille morts, bénéficient depuis quelques jours d'une accalmie. Le lac Taïhu continue, depuis plusieurs jours, à descendre de quatre à cinq centimètres par vingt-quatre heures, mais se trouve toujours à près d'un mètre au-dessus de la cote d'alerte. Certaines des régions inondées sont maintenant frappées par une chaleur qui accroît les risques d'épidémies.

Dispositifs insuffisants

Les dégâts sont très importants. La province de l'Anhui, une des plus touchées, signale ainsi que sa récolte de céréales d'été sera de plus de 70 % inférieure à celle de l'an dernier. L'eau n'ayant pas commencé à redescendre, celle d'automne paraît très compromise. Comme toujours, les chiffres des populations affectées sont colossaux : 1,5 million d'habitants détruits dans l'Anhui et près de 9 millions de personnes isolées dans des villages inondés.

Le premier ministre, M. Li Peng, a évoqué, au cours d'une réunion de la cellule de crise, à Shanghai après

une tournée des zones sinistrées, la nécessité de lever certaines barrières de contrôle anti-inondations, afin de permettre à l'eau retenue de s'échapper. Cela a-t-il précisé, « exige de renforcer l'idée que l'intérêt général prévaut sur l'intérêt local », une phrase qui laisse entendre que des districts entiers vont être, à leur tour, inondés afin de soulager les zones les plus gravement affectées.

Le chef du gouvernement a reconnu que les dispositifs anti-inondations actuels étaient insuffisants pour résister à des crues aussi importantes que celles des dernières semaines et qu'il convenait de les améliorer. Le ministre des affaires civiles, M. Cui Nanfu, a promis que l'aide intérieure et internationale serait utilisée « avec précision, efficacité et sans erreurs » et bénéficierait intégralement aux sinistrés.

La presse officielle a jugé utile de rappeler que le code pénal prévoit une peine minimale de sept ans de prison en cas de détournement de fonds destinés à l'aide aux sinistrés. Un fonctionnaire du Jiangsu, directeur des transports d'une petite localité, ayant « détourné » les opérations de secours pour sa propre poche, a été privé de sa fonction, a été mis à pied et risque l'exclusion du parti. Ces précisions visent à répondre à ceux qui n'hésitent pas à mettre en cause la probité des responsables chargés d'aider la population sinistrée.

F. D.

ENVIRONNEMENT

Difficile cohabitation à Marigny-le-Grand (Marne)

L'outarde et les Tziganes

L'armée française prête volontiers ses terrains militaires inemployés. Mais, en voulant faire plaisir en même temps aux écologistes et aux Tziganes, elle a déclenché un imbroglio administratif qui oblige à de délicates négociations.

C'était pourtant une belle idée : disposer à Marigny-le-Grand (Marne) d'un ancien aérodrome de 280 hectares, pratiquement jamais utilisé depuis son aménagement pour l'OTAN, l'armée de l'air avait décidé de le « prêter » à une association de protection de la nature, le Conservatoire du patrimoine naturel de Champagne-Ardenne. Les écologistes champenois, en effet, constatent avec amertume que l'agriculture intensive a presque complètement anéanti l'environnement naturel de la Champagne pouilleuse, et en particulier les « savans », ces immenses prairies sèches où paissaient les moutons, et où l'on rencontrait des orchidées rares, comme l'ophras de Mangin, et un grand oiseau pratiquement disparu aujourd'hui en France, l'outarde canepetière. Or le terrain militaire de Marigny, au dernier décompte des ornithologues, recèle encore trois mâles et une femelle.

Le 27 mai, une convention de

« dévolution » est signée en grande pompe à la préfecture de Châlons-sur-Marne par le général Lartigue, commandant la Force aérienne locale et la 1^{re} région aérienne, et par le préfet de la Marne, M. Yves Bonnet. Aux termes de cette convention, le Conservatoire est érigé en conseiller scientifique de l'armée de l'air, qui s'interdit toute activité susceptible de nuire à la faune et à la flore sur sa base. Le même jour, le colonel Jelenkiewicz, commandant la base aérienne 112 (Reims), inaugure sur le site un panneau officielisant la création d'un nouvel « espace naturel protégé », estampillé par le Conservatoire et la direction départementale de l'équipement. Tout le monde est heureux de cette entreprise désintéressée.

« Une situation absurde »

Dans la foulée, le Conservatoire décide d'organiser un « camp de jeunes », du 10 au 25 août, pour faire du « génie écologique de terrain », avec la bénédiction des ministères de la jeunesse et des sports, de l'environnement et du conseil régional.

Las ! Les écologistes ignorent que, simultanément, le ministère de la Défense a promis de prêter le même terrain pour le grand rassemblement annuel des Tziganes du mouvement

pentecôtiste Vie et Lumière, affilié à la Fédération protestante de France. Plusieurs milliers de caravanes, totalisant plus de vingt mille personnes, sont attendues à Marigny, entre le 27 et le 25 août. Le beau terrain est donc « coupé » de canif dès sa signature.

Devant le tollé des écologistes, l'administration fait le gros dos. « Nous ne faisons qu'appliquer des décisions prises à Paris », dit-on à la préfecture de Châlons. Au ministère de l'environnement, on regrette l'imbroglio de conventions apparentement contradictoires, mais on estime que « l'accueil des gens du voyage peut aller de pair avec la protection de la nature. De toute façon, il est trop tard pour annuler une manifestation organisée pour des populations nomades ».

Au ministère de la Défense, on reconnaît que « c'est une situation absurde, mais les premiers responsables sont les gens du sur-place, qui connaissent parfaitement la convention passée en février dernier avec le secrétariat général à l'intégration ».

Au secrétariat général à l'intégration, aujourd'hui rattaché au ministère des affaires sociales, on s'étonne du tohu-bohu, à commencer par la cheville ouvrière de l'opération Tziganes, M. Arsène Delamont, préfet honoraire, auteur d'un rapport sur « les gens du voyage ». « La décision de louer le terrain de Marigny a été prise dès la fin de 1989, dit-il. Je ne vois pas en quoi la venue des Tziganes sur un terrain déjà au tiers dévolu peut porter préjudice à l'environnement. » Pourtant, on multiplie les initiatives pour « limiter les dégâts ». Plusieurs réunions ont été tenues à la sous-préfecture d'Épernay afin de mettre au point une stratégie d'accueil compatible avec les engagements pris envers le Conservatoire.

Les Tziganes pourront s'établir sur la centaine d'hectares qui ne sont pas « naturels », comme les pistes d'atterrissage et les zones viabilisées. Les 180 hectares restants seront neutralisés avec des clôtures, que les gens du voyage se sont engagés à respecter. L'équipe organisatrice de « Vie et Lumière », déjà sur place, a même accepté de faire une tournée « portes ouvertes », afin que la population riveraine et les écologistes puissent contrôler le bon déroulement de la manifestation.

Toutes ces mesures ne suffisent pas les écologistes champenois. « Comment peut-on prétendre protéger une nature fragile en laissant des milliers de gens la piétiner ? », disent-ils. Certains proposent, en guise d'alternative, le terrain militaire de Chambley, près de Metz. D'autres, pour ne pas être taxés de racisme anti-gitan, demandent que les Tziganes parquent leur caravanes dans les champs moissonnés qui ceinturent le terrain de Marigny. Ce qu'exécute naturellement l'administration pour des raisons « d'ordre public ».

ROGER CANS

Une commission d'experts propose une réglementation plus stricte des dépôts de matières radioactives

Après les polémiques surgies en 1990 autour des dépôts de déchets nucléaires de deux sites de l'Essonne (Bouchet-léveillé et Saint-Aubin), le gouvernement avait confié à une commission d'experts, présidée par M. Pierre Desgraupes, le soin de présenter des propositions pour la gestion des matières radioactives. Le rapport, destiné à trois ministères (environnement, industrie et santé), a été présenté jeudi 25 juillet.

La commission d'experts, après avoir enquêté dans divers sites où sont manipulées des matières radioactives (centre de Saclay, université d'Orsay, hôpital Cochin), constate qu'il n'y a pas actuellement de définition claire des substances radioactives. « Tout est radioactif », précise M. Henri Jammet, directeur du Centre international de radioprotection, y compris le corps humain et le moindre objet de la vie courante. De ce fait, même une décharge d'ordures ménagères recèle de la radioactivité.

La commission propose donc, dans un premier temps, de fixer des

« seuils d'exemption », qui permettent de préciser à partir de quel taux de radioactivité un dépôt doit être surveillé. Ces seuils devront être fixés par les pouvoirs publics. Elle demande que l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) voit ses missions étendues aux sites qui échappaient jusque-là à ses compétences, comme les usines nucléaires d'uranium où subsistent des stériles faiblement radioactifs et surtout les usines de concentration de l'uranium.

La commission demande que soient déclassés les sites de Saint-Aubin, l'Institut du radium d'Arceville, les installations de Gif-sur-Yvette, Bando, Besançon, etc., car « il n'est pas souhaitable de laisser un trop grand nombre de sites de stockage de déchets radioactifs qui font surveiller à plus ou moins long terme ». Enfin, la commission Desgraupes demande « une politique claire d'information du public de la part des pouvoirs publics comme des principaux exploitants d'installations nucléaires ».

R. C.

PHILOSOPHIE

Le cynisme dans tous ses états

Un colloque du CNRS a permis de décrire la riche histoire et les prolongements contemporains de la plus controversée des philosophies antiques

Ce fut un moment rare, délicieux : Jacques Chirac parlant bravement dans les salons immenses de son Hôtel de Ville de Paris, le temps d'accueillir les participants à un colloque très savant, du cynisme. Pas du cynisme vulgaire, on s'en doute, « devenu chez nous synonyme (...) d'impudence et d'effronterie ». Du cynisme ancien et de ses prolongements — tel était le thème du collo-

Seul passa un ange. Aucun cynisme impudent n'entreprit d'expliquer au maire de Paris que son sujet le rattrapait fatalement. Même au détour de ces phrases qui n'engagent à rien en apparence, produit ordinaire de la machine à fabriquer des discours à tout propos : « Derrière la causticité, derrière la volonté de choquer, les cyniques démontrent d'une préoccupation philosophique sérieuse. Et l'on ne saurait méconnaître la puissance et l'originalité d'une école qui marque une évolution de la pensée grecque et qui tient une place importante dans l'histoire de la philosophie ».

Après tout, Jacques Chirac aurait pu tout aussi bien nous livrer son interprétation de la réponse de Diogène à Alexandre lui demandant s'il avait besoin de quelque chose : « — Entends-tu un tout petit peu de mon soleil ? Mais, pour le reste, on ne pouvait mieux dire. À l'inspiration et sous la responsabilité de l'une des rares spécialistes françaises de ces questions, Marie-Odile Goulet-Cazé, qui organisait cette rencontre internationale du 22 au 25 juillet, le CNRS s'était au fond assigné l'exploration d'une double actualité du cynisme : actualité de cette « puissance » et de cette « originalité ».

Tâches d'une redoutable difficulté. L'originalité éclate, en effet, et, à tout moment, se dérobe. Que se passe-t-il à partir du cinquième siècle avant J.-C., d'abord en Grèce antique autour du personnage énigmatique de Socrate, et, surtout, après lui ? Dans ce foisonnement de disciples, d'écoles, à côté d'un Platon, de tant de « petits » socratiques, comment naît le cynisme, extraordinaire d'intensité, de force provocatrice, tout en n'ayant pas produit de théorie au sens courant ?

Ce bon nimbé, en premier lieu Antisthène (environ 445-360 avant J.-C.), répète par la suite les fondements du cynisme, mais aussi disciple du sophiste Gorgias. On a longtemps crédité Antisthène d'un anti-hédonisme, d'une volonté de lier vie plaisir et ascèse personnelle, qui en faisait le père putatif rêvé du cynisme antique. À partir de lui se dégageait une école de successeurs : le fameux Diogène de Sinope, figure-

deviendra stoïcien).

Cette belle construction est aujourd'hui bien fragile. Plusieurs exposés du colloque de Paris, et en particulier celui consacré par Aldo Braccacci (Rome) à l'érotisme et à la théorie du plaisir chez Antisthène, réinstallent ce dernier dans une sorte de socialisme enrichi, qu'on ne saurait guère qualifier que d'antisthénisme.

De plus, comme l'a redit un autre représentant de la recherche italienne, fortement et brillamment représentée, Gabriele Gianantoni (Rome), de nombreux indices remettent en question la filiation de maître à disciple entre Antisthène et Diogène.

Diogène le « chien »

En sorte que l'on verrait à la fois quelque chose de la thématique cynique pointer immédiatement autour de Socrate, et cette constatation philosophique radicale, impulsive, paradoxale, voire obscène, éclater avec d'autant plus de singularité scandaleuse grâce au seul Diogène.

Car c'est bien lui le « chien » par excellence. Sa vie précaire, dépourvue de tout confort, errante, n'est pas le seul trait de cette analogie canine. Avec une violence de paroles ou de comportements dont le non-conformisme et la force provocatrice nous laissent encore aujourd'hui interdits, Diogène « aboie » contre toute forme d'hypocrisie, d'abandon de soi à des règles du jeu trop faciles.

Point de théorie — il faut redire cette originalité du cynisme — mais une série de comportements démonstratifs : mendicité, ironie généralisée, ascèse personnelle, auto-mutilation, subversion de toutes les codes, dénonciation de toutes les hypocrisies, qui remettent violemment en question toute forme de servitude à une règle à laquelle le cynisme oppose imperturbablement la nature.

Un épisode du premier siècle avant J.-C., Philodème, nous a, sans intention polémique, livré la description la plus sulfureuse qui soit du cynisme. Plus tard, le compilateur Diogène Laërce, l'un des sources principales pour la connaissance des cyniques, en reprendra sous une forme plus vague certains traits, en ajoutant d'autres. Écoutons Philodème : « Il plaît à Diogène et à Zénon de revêtir le mode de vie des chiens ; d'employer ouvertement tous les mots sans limite ; de se masturber en public ; d'abuser des mâles qui sont amoureux d'eux et, ceux qui se sont pas disposés à céder avec

plaisir, de les contraindre à le faire. (...) Il faut avoir des rapports sexuels avec ses propres sœurs, mères, consanguins... »

Il est au moins deux raisons de garder en mémoire une telle évocation, si rude soit-elle. D'abord parce qu'elle nous conduit tout droit, à travers tant de siècles, à un cynisme nommé Donatien-Alphonse, marquis de Sade. Mais aussi parce que le cynisme ancien superpose à cette image d'autres non moins intenses, quelquefois cohérentes avec la première, quelquefois franchement contradictoires.

Il y a plus. Ce cynisme qui sent le soufre et la subversion ne va cesser d'être polémié par certains de ses commentateurs, d'être présenté sous des formes de plus en plus idéalisées. Avec le temps et ces diverses idéalisations, rien d'étonnant si, au moment de l'apparition du christianisme, s'installe une certaine parenté entre la nouvelle religion et un certain cynisme populaire (Gerald Downing). Au point même de laisser supposer une inévitable concurrence, à certains moments, entre des « sectes » si voisines (Gilles Dorival, Aix-Marseille).

Pas de grand esprit sans folie

On doit à Heinrich Niebuhr-Pröbsting (Münster) l'histoire passionnante et très éclairante de la réception du cynisme à l'époque moderne. Dans son dictionnaire historique et critique (publié à partir de 1695), Pierre Bayle trace de Diogène, ce « Socrate devenu fou » dont avait parlé Platon, un portrait saisissant : « Diogène le cynique a été un de ces hommes extraordinaires qui ont vu tout, sans exception la raison, et qui vérifient la maxime qu'il n'y a pas de grand esprit dans le caractère d'un être un peu de folie ».

Raison plus folie et, quelquefois, raison plus folle plus comportements sexuels anormaux : ces équations cyniques modernes vont fasciner les Lumières, avant de hanter notre époque.

Une œuvre comme le *Nouveau Rameau* de Diderot est tout entière placée sous le signe d'un Diogène explicitement invoqué au début du dialogue et dans son cours, mais en qui peuvent se reconnaître tantôt le narrateur (« Moi »), tantôt le personnage de parasite, de rat, avec lequel il converse.

Plus près de nous, le philosophe-philosophe Nietzsche, attentif dès débuts à la subversion cynique du style traçé, à sa force « caustique », (« Naissance de la tragédie »), ponctuera son œuvre de références éloquentes. Dans le *Gai Savoir*, l'insouciant alchimiste, Diogène, une lanterne en plein midi pour annoncer la mort de Dieu.

Dans la période la plus récente, un débat important sur le cynisme s'est développé d'abord et surtout en Allemagne, après la parution, en 1979, du livre de Heinrich Niebuhr-Pröbsting, *Le Cynisme de Diogène et le Concept de cynisme* et, en 1983, de la *Critique de la raison cynique* de Peter Sloterdijk. La langue allemande dispose de deux termes pour désigner, l'un (Kynismus), le cynisme antique ; l'autre (Zynismus), le cynisme vulgaire au sens contemporain.

Sloterdijk en est venu dans son livre à une critique de l'échec des Lumières et de la Raison. Échec qui débouche, selon lui, sur le cynisme vulgaire et sa « fausse conscience éclairée ».

Si l'on voit mal, comme l'ont fait remarquer en Allemagne divers critiques et, en France, le philosophe Jacques Bouveresse, sur quoi peut déboucher le retour au cynisme authentique (Kynismus) prôné par Sloterdijk, il n'en reste pas moins que la critique du cynisme vulgaire touche juste et mérite réflexion.

L'authentique et le vulgaire

Il n'est pas indifférent, dès lors, d'élucider une typologie comparée des deux inclinations : cynisme « authentique » (si complexe et ambigu que soit la notion) et cynisme vulgaire. Heinrich Niebuhr-Pröbsting souligne, lors du colloque de Paris, que « la différence essentielle réside dans le rapport au pouvoir : le cynisme [authentique] est la sédition, l'impertinence et la critique par ceux qui ne participent pas au pouvoir et, par conséquent, ne sont pas corrompus ». Par contre, le cynisme [vulgaire] est dans un sens éminent le cynisme des Maîtres (...), c'est ce qui rend suspect et lui ôte toute justification morale. Le cynisme [authentique] libère ; le cynisme [vulgaire] asservit ».

Les cyniques authentiques sont, écrit Diderot dans l'article correspondant de l'Encyclopédie, « indépendants mais très vertueux ». Le portrait du cynisme vulgaire apparaît aussitôt en creux : décent mais sans vertu.

MICHEL KAJMAN

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5572

HORIZONTALLEMENT

I. Réduit en pâte. Un jeu qui se déroule d'une façon très cavalière. — II. Morceau de Ravel. Cet air est très connu. — III. Pour faire l'air. Donné à des gens qu'on veut faire chanter. — IV. Sur la Drôme. N'admettent pas de « barons » à leur table. — V. Dans la banlieue de Bruxelles. En liesse. — VI. Un coup du sort. Pouvaient être complétés par une bonne salade. — VII. Relation de voyage. Bon quand il n'y a rien de cassé. — VIII. De vulgaires chevaux. N'avait peut-être qu'une cervelle d'oiseau. — IX. Presque la dizaine. Son voyage est en rapport avec son plumage. — X. Quand il est d'Amérique, peut laisser quelques choses. Rend les dents moins longues. — XI. Qui peut percer. Peut être fourni par une barre. Joli couvert. — XII. Un poème qui a laissé des suites. Qui va très bien. — XIII. N'est parfois qu'un fillet. Peut-être assimilé aux rêves. Pas imaginaire. — XIV. Boie. Repaire d'une hydre. Protège une phalange. — XV. Qui suffit pour passer. Bien venu.

VERTICALEMENT

1. Mélodie de « fol ». Ce n'est pas le moment de perdre le fil. — 2. Quand il est rond, peut être appelé coco. Une femme qu'on rencontre souvent dans les foires. — 3. Faire des coupures. Pour l'air. — 4. Un air à plein les tubes. Est le plus pour élargir. — 5. Un homme qui a bien mérité d'avoir la paix. Mettant à plat. — 6. Peut porter le chapeau. Qui aurait besoin d'un peu de liquide. Donné des bisas. — 7. Préparation. Est loin d'avoir la tête sur les épaules. Pour tirer la soie. — 8. Tape dans la caisse comme un Suisse. Placé. Bastille. — 9. Nous soumet à des épreuves. Dans le mouvement d'ade. Préparation. — 10. Fleuve côtier. Relève des affaires. — 11. Se fait en passant. Mineure, autrefois. — 12. C'est parfois être dans les choux. Qui peut faire transpirer. — 13. Permettent aux vieilles de respirer. Très pressées. — 14. Une pour nettoyer un conduit. Un ensemble d'harmones. — 15. Un homme désagréable. On peut y brûler beaucoup d'essence. Éléments d'un train.

Solution du problème n° 5571

Horizontallement

I. Facteur. — II. Isout. Osa. — III. Golfeuses. — IV. Tréva. — V. Reine. Eau. — VI. Apeur. Na. — VII. Nord. Pl. — VIII. Tu. Ière. — IX. Eau. Tenu. — X. Entrant. — XI. Orde. Rêre.

Verticallement

1. Figure. — 2. Aso. Epouse. — 3. Celler. Une. — 4. Tuf. Nudité. — 5. Estier. — 6. Ur. Epater. — 7. Rose. Irène. — 8. Seven. Ente. — 9. Rasseuse.

GUY BROUTY

• **Papa**, jusqu'au 31 juillet, 20 h 30, au CHS de Montfavet. **Comme il faut**, jusqu'au 28 juillet, 22 h 30, dans les fouilles au parking de l'Oratoire, à Avignon. **Deux histoires de Valletti**, jusqu'au 28 juillet, 23 h 30, aux Gradins thaïphoïns, gymnase du lycée Mistral, à Avignon.

CULTURE

CINÉMA

Triste et tropical

Un polar inquiétant sous les palmiers de Floride

MIAMI BLUES
de George Armitage

D'un côté un joli jeune homme (blond, regard clair, sourire avenant, tête de GI sur une affiche de recrutement) psychopathe. De l'autre, un fils édenté, laid, balourd et pauvre. Leurs vies se croisent brutalement. Le tueur vole l'arme et l'insigne du policier, son âme donc. Dans les bas-fonds de Miami, le fils court après son double. Charles Willeford avait fait de cette histoire (parue en français sous le même titre, chez Rivages) la première d'une série consacrée à Floke Mosley, le policier en voie de clochardisation. George Armitage en a tiré un film qui reprend

tous les mécanismes de l'intrigue en les raccourant au personnage de Junior, le psychopathe incarné par Alec Baldwin.

Baldwin accède en ce moment au statut de jeune star. Il lui faut prouver qu'il sait jouer dans des films sérieux (il était le fantôme du premier amour d'Alice de Woody Allen) et qu'il peut se rendre antipathique : malin, il joue son Junior sans forcer, en insistant plus sur la banalité du mal que sur la violence. Fred Ward, qui joue Mosley, abuse un peu des effets de dentier et manque de temps à l'écran pour dessiner plus qu'une silhouette. Finalement, c'est Jennifer Jason-Leigh, dans le rôle d'une prostituée qui s'accroche à Junior, qui tient le film.

Avec sa voix de souris de dessin animé, elle donne à son personnage une bêtise pure et enfantine, étonnante.

Produit par Jonathan Demme (la société fondée pour la circonstance a été baptisée Tristes Tropiques, ce qui rend assez bien l'atmosphère de *Miami Blues*), le film retrouve certains procédés du réalisateur, les sautes d'humeur, le souci du détail absurde. Mais George Armitage filme de loin, à froid. Il se préserve ainsi des clichés du genre, mais prive aussi le film de l'énergie dont il aurait eu besoin pour passer du statut de curiosité inquiétante à celui de polar tout à fait réussi.

THOMAS SOTINEL

Autocritique
du cinéma soviétique

Suite de la première page

C'était judicieux, mais insuffisant : cinq ans après l'effacement de la glasnost dans le cinéma soviétique et la période d'euphorie et de révélation qui s'ensuivit, c'est toute l'industrie cinématographique qui est moribonde.

Malade, le festival lui-même l'est. Prétendre à un rang qui n'est pas, ou en tout cas n'est plus, le sien, vouloir rivaliser avec les compétitions de Cannes, Berlin et Venise est proprement suicidaire, quand ces manifestations influentes peinent à réunir un programme d'œuvres du monde entier.

Le festival n'a pas d'argent, d'où peu d'invités et guère de faste, mais encore beaucoup trop aux yeux d'une population harassée de misère et qui trouve que ces quelques millions de roubles auraient pu être plus utilement dépensés.

Boycottage
américain

Le festival manque, aussi, de films : parce que les meilleurs ont préféré une autre vitrine, mais aussi, et c'était la grande affaire de cette année, du fait du boycott américain. Depuis qu'à l'automne dernier les pontes hollywoodiens venus assister à la première soviétique (cinquante ans après...) d'*Autant en emporte le vent* ont eu la surprise de découvrir Scarlett O'Hara sur les écrans vidéo de la ville, les majors ont juré qu'elles ne mettraient plus ni pieds ni films en URSS tant que ne sera pas combattue une piraterie quasi institutionnelle.

Déficit, même, dans le choix de films soviétiques : il est significatif que les deux titres retenus pour la sélection officielle aient déjà été montrés en France, au Festival de Quimper, il y a plusieurs mois : l'excellent et austère *Chien qui court au bord de la mer* couronné par le Grand Prix, comme le médiocre *Fils de pute*. Un déficit qui traduit sur les écrans le désarroi des réalisateurs depuis que les studios ont été libérés de la tutelle étatique pour passer sous la férule, guère plus élémentaire, des lois du marché.

Pourtant la production, estimée à trois cent cinquante titres, a doublé en moins de trois ans. Mais ce sont essentiellement des petits polars épiques d'un peu d'érotisme et de beaucoup de violence, tournés à la va-vite et dont le public se lasse déjà (les entrées ont chuté de 30 % à Moscou depuis le début de l'année).

Rien, pour l'instant, n'a remplacé l'ancien système. Le ministère du cinéma, Goskino, a perdu son monopole mais conserve des prérogatives aussi vastes que floues, compliquées encore par sa lutte désormais

ouverte avec sa propre branche d'import-export, Sovexport. Côté privé, le richissime Tagi-Zade, prétendant à la mainmise totale sur le circuit de distribution (*Le Monde* du 9 mai), a fait des émules. Les « compagnies de production » poussent dans la plus totale anarchie : il en existait cent soixante aux dernières estimations.

L'ancienne Union des cinéastes, qui fut depuis son congrès « révolutionnaire » de mai 1986 le moteur du changement, est devenue lors de son plénum de mai dernier une « confédération » à laquelle adhèrent (ou pas) les unions de chaque République, unions elles-mêmes éclatées en guildes par corps de métier. Malgré l'impensable bonne volonté de son président, Davlat Khoudonazarov, la fatigue, les rancœurs et les particularismes ont pris le dessus. Et les relations entre la confédération et Goskino sont au plus bas.

Le système du cinéma soviétique a cessé de fonctionner en vase clos. Parmi les premiers, des Français - d'ailleurs soutenus par les ministères de la culture et des affaires étrangères - se sont installés à ce réservoir de talents, à la possibilité de tournages bon marché et à cet immense marché potentiel (officiellement, 2,8 milliards de spectateurs en 1990). En créant une société de coproduction et de distribution, Paris-média (*Le Monde* du 20 décembre 1990), et en ouvrant à grands frais une salle à Moscou, le Mir, et une autre plus modeste à Saint-Petersbourg, c'est UGC qui avait mis le plus haut.

Les offensives
françaises

Il semble aujourd'hui que la société française ait mal choisi son partenaire, l'agence officielle Sovexport : celle-ci a fermé à Paris-média les marchés intérieurs, qu'elle se réserve. Et, alors que la salle de Saint-Petersbourg serait bien en peine de financer de nécessaires travaux, le Mir parvient tout juste à couvrir ses frais en se louant pour des opérations de prestige à de grandes sociétés d'Europe de l'Ouest, tant que son stock de films, souvent de qualité moyenne, s'épuise sans avoir fidélisé un public suffisant.

Sur des bases plus modestes, le distributeur Ciné-Classic et l'exportateur Jacques Legou tentent un pari comparable avec, cette fois, un partenaire soviétique privé. Ils disposeront de certains titres du catalogue Gaumont, et sont en négociation avec le producteur Jean-François Lepetit. Mais eux non plus n'ont pas résolu le problème de fond : en cas où la distribution en URSS rapporterait de l'argent, que faire des roubles ainsi récoltés - en attendant la très espérée convertibilité de la monnaie soviétique ?

La réponse tient en un maître mot, répété comme une formule magique par tous les acheteurs, vendeurs, producteurs et responsables divers : la coproduction. Bon nombre d'entre elles sont en cours, en particulier pour le nouveau film de Kira Mouratova (avec Paris-média) et pour celui de Vitali Kanevski, l'auteur de *Bouge pas, meurs, resuscite*. Mais, si les Soviétiques sont friands de coproduction, c'est bien pour avoir des devises : ils n'ont que faire de partenaires dotés de roubles.

Reste la solution du troc : Marin Karmitz aurait ainsi « offert » les droits de distribution en URSS de *Madame Bovary* comme participation au prochain film d'Alexis Guerman - Karmitz

a, en revanche, renoncé à coproduire le deuxième film de Pavel Lounguine, malgré leur collaboration réussie sur *Taxi Blues*.

Dans cette dégradation artistique et ce galimatias commercial, on trouve quand même à Moscou quelques lueurs d'espoir, venues de diverses générations. C'était la découverte d'un beau film lituanien d'un inconnu de vingt-six ans, Serunas Bartas, qui, faute de pouvoir se payer un logement, a sacrément installé ses pénates dans les locaux du VGK (l'institut du cinéma), où il termine la bande-son de son *Trois jours*.

Quelques
lueurs d'espoir

C'était, d'une imperturbable urbanité, Naoum Kleiman, qui en a vu d'autres : il fut au pire temps de la grisaille brejnévienne le gardien jaloux des trésors du grand cinéma classique soviétique, retranché dans l'appartement même d'Eisenstein. Aujourd'hui à la tête du Musée du cinéma, il organise des panoramas de films venus des plus lointaines Républiques : guère de coups de foudre, mais plus de promesses que n'en peut faire le cinéma russe.

Kleiman veut encore croire en un sursaut, quand les autorités du pays avertissent le temps de se préoccuper d'une législation *ad hoc*, notamment dans le domaine du droit d'auteur et celui du contrôle des recettes : « *Le temps du cinéma revient* », affirmait-il. Il faisait sans le savoir écho à cette citoyenne anonyme qui, se plaignant des dépenses « inconsidérées » du festival, proclamait que « ce n'était pas le moment de s'occuper de cinéma ».

JEAN-MICHEL FRODON

A la recherche
des années 60

Depuis le printemps dernier, UGC Vidéo, département audiovisuel de la grande firme française, a pris une place importante sur le marché du film en vidéo-cassette avec un certain nombre de succès de vidéo-club. Mais ce sont les collections conçues pour la vente qui doivent retenir l'attention. « Hommage » est consacré à Simone Signoret et Romy Schneider. Pour Simone, *le Chat, la Vierge Coudée, l'Étoile du Nord*, trois grandes adaptations de Simone par Pierre Granier-Deferre, et les *Granges brûlées*, solide étude de mœurs de Jean Chapot. Pour Romy, des « classiques » de Claude Sautet - *les Choses de la vie, Max et les ferrailleurs, le Train*, de Pierre Granier-Deferre, bouleversant récit de l'année 1940, d'après Simone (c'était la grande période du réalisateur), et deux œuvres beaucoup moins célèbres, plus secrètes, qu'il faut redécouvrir : *Qui, de Leonard Keigel*, un suspense psychologique, et *un amour de pluie*, chronique mélancolique réalisée par Jean-Claude Brialy.

« Années 60 », c'est le gros morceau. Douze titres pour rendre hommage à la nouvelle vague et à des cinéastes qui ont marqué cette époque et ont conquis à la fois les cinéphilas et le grand public. Mettons de côté les *Parisiennes*, film à sketches boulevardiers de 1962 qui prête aujourd'hui à rire autant qu'un roman des décennies précédentes. A part cela, tout est remarquable. *A bout de souffle* et *Mépris*, de Jean-Luc Godard, *Lola*, le premier chef-d'œuvre poétique de Jacques Demy, *Pail du Malin* et *Londra*, de Claude Chabrol, qu'on ne revient pas souvent à la télévision.

La Religieuse, de Jacques Rivette qui fit autrefois scandale pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec le cinéma et dont on peut admirer la pureté de mise en scène, *Léon Morin prêtre et le Diable*, deux aspects (adaptation littéraire et film noir) de l'inspiration de Jean-Pierre Melville, *L'Enfermeuse* de Maurice Pialat, cet admirable premier long-métrage sur un garçon de l'Assistance publique qui fut soutenu, moralement et financièrement, par Mag Bodard, François Truffaut, Claude Berri, Jo et Samy Sztrybel. Les deux surprises de cette sélection sont des œuvres dont on n'a même parlé : *Le Vampire de Düsseldorf*, de et avec Robert Hossein, recréant à travers le cas du criminel qui inspira à Fritz Lang, d'une façon très différente, *M le maudit*, le climat de l'Allemagne nazie (le film est tourné en noir et blanc), et *Lamie*, une adaptation de Stendhal par Jean Aurel.

JACQUES SICHER

► Vente en vidéo-clubs et grandes surfaces. Environ 159 francs la cassette.

COMMUNICATION

Le budget des chaînes publiques de télévision

M. Kiejman réplique à M. Bourges

M. Georges Kiejman, ministre de la communication, a vivement réagi après les propos de M. Hervé Bourges, président commun d'Antenne 2 et de FR 3, demandant au gouvernement de tenir ses engagements financiers (*le Monde* du 26 juillet). Le PDG, nous a indiqué le ministre, avait été informé avant son intervention que ces engagements seraient tenus (*le Monde* du 27 juillet). M. Kiejman nous a adressé à ce sujet la lettre que nous publions ci-dessous.

« Je suis extrêmement étonné par le contenu de l'article du

Monde intitulé « M. Bourges demande au gouvernement de tenir ses engagements ». Et cela pour plusieurs raisons :

« 1. - Il doit être possible au ministre, représentant l'Etat, actionnaire unique d'une entreprise publique, de discuter d'un problème avec le président de cette entreprise sans que ses propos, plus ou moins déformés, soient communiqués par ce dernier. A fortiori, il n'est pas d'usage de révéler les procédures d'arbitrage budgétaire qui se déroulent au sein du gouvernement.

« 2. - En l'occurrence, la publication de ces propos anciens était d'autant plus inopportune que M. Bourges avait été « informé » par mes soins, le matin même, que le gouvernement entendait bien respecter ses engagements à l'égard d'Antenne 2 et de FR 3. 1 milliard avait été promis, 1 milliard sera prélevé sur les fonds publics pour Antenne 2 et FR 3, alors même qu'une discussion pouvait légitimement s'instaurer sur la nature des recettes nouvelles ainsi mises à disposition, compte tenu de l'imprécision de l'engagement initial.

« 3. - Il me plaît de rendre hommage à l'action difficile menée par M. Bourges pour mettre en œuvre le plan de restructuration qui lui a été demandé par le gouvernement. Une action difficile pour lui mais difficile aussi... pour les personnels concernés.

« Que le président d'Antenne 2 et FR 3 continue à exercer ses compétences comme il l'a fait jusqu'à maintenant et je m'en réjouis. Mais de grâce, que personne ne s'aventure sur un terrain qui n'est pas le sien et menace de « tirer la conclusion » d'une situation qu'il sait d'ores et déjà parfaitement dépassée. Ce serait vaine redondance. »

« Précision de Télédiffusion de France sur son déficit en 1990. - Après la publication du rapport d'activité de sa maison mère, France Télécom (*le Monde* du 27 juillet), Télédiffusion de France (TDF) précise que son déficit s'est élevé en 1990 à 276 millions de francs et à 202 millions après consolidation des comptes. Le document de France Télécom annonçait que TDF avait enregistré l'an dernier « des pertes exceptionnelles » de 650 millions de francs résultant « pour la quasi-totalité des incidents survenus sur les canaux du satellite TDF 2 ». Une information exacte mais incomplète, selon TDF, car « ces pertes ont été compensées en partie par des bénéfices dus aux autres activités » de la société.

CARNET DU Monde

Mariages

- M. et M^{me} Daniel LONDECHAL, M. et M^{me} CHAMONIX,

ont le plaisir d'annoncer le mariage de

Viviane et Hervé,

le samedi 27 juillet 1991, à Chanteloup-en-Brie.

Décès

- M. Hubert DELAC, M. Michel Zaks

ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard DELAC,

survenu à l'Hôpital américain de Neuilly-sur-Seine, le 25 juillet 1991, dans sa soixante et unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Honoré d'Eylas, place Victor-Hugo, à Paris-16^e, le mardi 30 juillet, à 10 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

3, avenue Foch, 75116 Paris.

- Les proches collaborateurs, l'ensemble du personnel et le conseil d'administration de la SFICA,

ont la profonde tristesse d'annoncer la disparition de leur président-fondateur,

M. Bernard DELAC,

HCC,

Master of Queen's,

survenu le 25 juillet 1991.

44, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

L'Association nationale pour le

livre vivant et le Festival de Fougères

ont le plaisir de faire part du décès brutal, le 24 juillet 1991, à l'âge de cinquante ans, de

Michel ESTIER,

comédien et metteur en scène.

L'inhumation s'est déroulée à Hédé (Ille-et-Vilaine) le 26 juillet.

M. et M^{me} Serge Findji, M^{me} Françoise Verdel, M. Michel Findji,

M. et M^{me} Gilbert Findji, ses enfants,

Isabelle, Vincente, Julie, Laurent, Christine, Laurent et Thomas,

ses petits-enfants, Marie et Camille,

ses arrière-petites-filles, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Edouard FINDJI,

survenu le 26 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 juillet, à 14 h 15, en l'église Saint-Martin d'Herblay, où l'on se réunira.

Condoléances sur registre.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Herblay dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, rue d'Argenteuil, 95220 Herblay.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-45-29-94

Tarif : la ligne HT.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes étudiants : 50 F

Anniversaires

- Mercredi 31 juillet, premier anniversaire du rapport à Dieu de

Gérard AUBERT.

De nombreuses messes seront dites, ce jour-là et toute la semaine, à son intention.

Une pieuse pensée est recommandée à ceux qui l'ont tant aimé et entouré dans sa lourde épreuve.

- En souvenir.

Il y a cent quatre-vingt-dix-sept ans, le 28 juillet 1794, mouraient

Georges COUTHON, Philippe LEBAS, Augustin ROBESPIERRE, Maximilien ROBESPIERRE, Louis-Antoine SAINT-JUST.

« Tous les Français seront admis à tous les emplois publics sans autre distinction que celle des vertus et des talents. »

Robespierre.

- Il y a un an déjà, le 21 juillet, nous quittait

Robert, Louis, Sébastien MANENT.

Ceux qui l'ont aimé et estimé se souviennent.

Ses fils François, Jean-Claude, Yves, Jean-Luc, Jean-Pierre,

Ses petits-fils Alexis et Vladimir,

Et leurs proches.

Le Monde
EDITIONS

Les mutations de
l'économie mondiale
1975-1991
par le Service économique
du Monde
et Alain Gélédan

هنا من الاصل

سورة الاحقاف

SPECTACLES

SAMEDI 27 JUILLET

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

SAMEDI

Aspects du cinéma français : années 60 : la ligne de démarcation (1960), de Claude Chabrol, 15 h ; la 317e Section (1985), de Pierre Schoenber, 17 h ; Rock and Movie : One PM (1989, v.o. s.t.f.), de Jean-Luc Godard, D. A. Pennebaker, 19 h ; The Stones in the Park (v.o. s.t.f.), de Jo Durden-Smith, Leslie Woodhead, 21 h.

DIMANCHE

Aspects du cinéma français : années 60 : les Carabiniers (1962), d'Alain Resnais, 15 h ; les Carabiniers (1962), de Jean-Luc Godard, 17 h ; Rock and Movie : One PM (1989, v.o. s.t.f.), de Jean-Luc Godard, 19 h ; Performance (1968), de Nicolas Roeg, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Miracle en Alabama (1962, v.o. s.t.f.), d'Arthur Penn, 18 h ; le Fleuve sauvage (1980, v.o.), d'Elia Kazan, 20 h.

DIMANCHE

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Eddie Seche à Indianapolis (1961, v.o.), de Richard Leacock, Albert Mayais, Robert Drew, 18 h ; Four la suite du monde (1963), de Pierre Perault, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Le Cinéma australien : Lonely Hearts (1982, v.o. s.t.f.), de Paul Cox, 14 h 30 ; Pique-nique à Hanging Rock (1975, v.o. s.t.f.), de Peter Weir, 17 h 30 ; Passionnés Moments : recorded in Sydney Australia (1984, v.o. s.t.f.), de Jane Campion, Gerard Lee, Mad Max (1979, v.o. s.t.f.), de George Miller, 20 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma australien : les Volontaires qui ont mangé Paris (1974, v.o. s.t.f.), de Peter Weir, 14 h 30 ; Kokoda Front Line (1942, v.o. s.t.f.), de Damien Parer, Héro et Salopards (1984, v.o. s.t.f.), de Bruce Beresford, 17 h 30 ; la Dernière Vague (1977, v.o. s.t.f.), de Peter Weir, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

Les abonnés programment la séance du spectacle : Bande-annonce de la séance d'été - la nuit américaine (1973), de François Truffaut, 14 h 30 ; l'Asile Sainte-Anne (1988), d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delamare - Léon la Lune (1972), d'Alain Jessua - Urgence (1988), de Raymond Depardon, 16 h 30 ; Bande-annonce d'Assassins et Voleurs (1987) de Sacha Guitry - Tu m'as sauvé la vie (1950), de Sacha Guitry, 18 h 30 ; Duras Interroge Jeanne Moreau (1985), de Roger Pilé - les Amants (1985), de Louis Malle, 20 h 30.

DIMANCHE

Les abonnés programment la séance du spectacle : la Outille (1963), de Jean Herman - Adieu Philippine (1963), de Jacques Rozier, 14 h 30 ; le Ballon rouge (1966), d'Albert Lamorisse - la Maternelle (1948), de Henri Diamant-Berger, 16 h 30 ; Spot Eram (1988) Grotto (1988), de Gérard Pirès, 18 h 30 ; Erich von Stroheim (1985), de Robert Valey, 20 h 30.

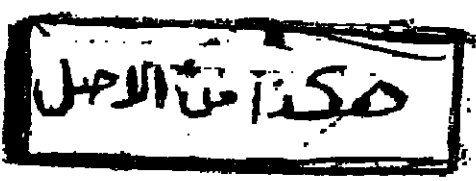
LES EXCLUSIVITÉS

ACTE D'AMOUR (R.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-36-43).
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-58).
ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-66).
AN ANGEL AT MY TABLE (Austral., v.o.) : Les Trois Loups, 8 (43-37-57-47).
LES ANGES DE LA NUIT (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-66).
BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Latine, 4 (43-27-82-37).
CE CHER INTRUS (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-36-43).
CELLINI (R., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58).
CHER (Fr.-Alg.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LE CID (A., v.o.) : Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-00-30-33).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; Dancin' Thru the Dark (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (47-70-33-88) ; Utopia, 5 (43-26-84-66).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

DANS AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 8 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 9 (47-70-33-88) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES DOORS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-10-30) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gode, 19 (40-06-80-00).
F X 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
FRÈRES DE SANG (Aust., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gode, 19 (40-06-80-00).
F X 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
FRÈRES DE SANG (Aust., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

pernasse, 8 (45-74-83-63) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (48-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (47-70-33-88) ; République Cinéma, 11 (48-06-51-33) ; Danfort, 14 (43-21-41-01).
HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-52-91-88).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (48-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gode, 19 (40-06-80-00).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).
JIMI HENDRIX (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (47-70-33-88) ; Max Linder Panorama, 9 (46-24-89-58).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-10-30) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'APPROCHE FINALE. Film américain d'Eric Steven Stahl, v.o. : Forum Horizon, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
DESIGNÉ POUR MOURIR. Film américain de Dwight H. Little, v.o. : Forum Horizon, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'ÉCOLE DES HÉROS. Film américain de Daniel Petrie Jr., v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58).
LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (48-33-10-82).
LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-84-66).
MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16).
LA MANIÈRE PORTE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gode, 19 (40-06-80-00).
F X 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
FRÈRES DE SANG (Aust., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gode, 19 (40-06-80-00).
F X 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
FRÈRES DE SANG (Aust., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

01-59) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-84).
NIKITA (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-82-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
LA NOTE BLEUE (Fr.) : Elysées Lincoln, 11 (48-06-51-33) ; Danfort, 14 (43-21-41-01).
L'OEIL DE LA VEUVE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chn.) : La Gode, 19 (40-06-80-00).
PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 11 (48-06-51-33) ; Danfort, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-52-91-88).
LA REINE BLANCHE (Fr.) : George V, 8 (45-52-41-48).
LA RELÈVE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 2 (42-00-30-33) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
REVENGE (A., v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'APPROCHE FINALE. Film américain d'Eric Steven Stahl, v.o. : Forum Horizon, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
DESIGNÉ POUR MOURIR. Film américain de Dwight H. Little, v.o. : Forum Horizon, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-52-41-48) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'ÉCOLE DES HÉROS. Film américain de Daniel Petrie Jr., v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58).
LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinépolis, 8 (48-33-10-82).
LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-84-66).
MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16).
LA MANIÈRE PORTE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gode, 19 (40-06-80-00).
F X 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
FRÈRES DE SANG (Aust., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-63) ; 14 Juillet Bastille, 15 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-58) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gode, 19 (40-06-80-00).
F X 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; U



ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 28 - Lundi 29 juillet 1991 13

BILLET

Hausse des prix de 1 % en juillet

Inflation forte et croissance nulle

Un métro français pour Turin

C'est un beau succès que vient de remporter Matra Transport en Italie. Le conseil municipal de Turin a décidé de retenir le VAL (véhicule automatique léger) sans pilote, développé par la firme française, pour équiper une première ligne de métro de 14 kilomètres et vingt-cinq stations, d'une capacité de 17 000 passagers par heure et par sens. Matra avait pris soin de trouver un allié dans la Péninsule, Fiat en l'occurrence, et c'est leur filiale commune, Transfiat, qui réalisera la ligne. Indéniablement, le métro entièrement automatique s'impose. Il n'est pas la panacée et coûte trop cher pour les pays en voie de développement ou les trop petites cités. En revanche, il répond parfaitement aux besoins des villes que la thrombose automobile menace et qui veulent redorer le blason des transports en commun en proposant un service souple et fréquent. Avec le métro sans pilote, plus d'horaires de service à respecter : le VAL de Lille peut fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant la Grande Braderie de septembre sans déclencher de grève des conducteurs. La surveillance par caméra et interphone ainsi que les portes palières des stations, qui empêchent les voyageurs de tomber sur la voie, ont au moins des pendants sûrs ici ou là par l'absence de pilote. Matra Transport a su se placer sur ce créneau du transport en commun haut de gamme. C'est désormais plus de 100 kilomètres et cinq cents véhicules dont la réalisation lui a été confiée, car, après la ville pionnière, Lille, en 1983, d'autres villes ont choisi le VAL pour concurrencer la voiture : Toulouse (mise en service en 1993), Bordeaux (1996), Rennes (date indéterminée), Paris (Métro : 1996) et la desserte de l'aéroport d'Orly. Le contrat de Turin vient conforter les percées de Matra aux États-Unis, à Jacksonville (1989) et sur l'aéroport de Chicago (1992), ainsi qu'à Taipei (1992). Son alliance avec Fiat peut valoir à Matra d'autres métros dans des villes italiennes. Désormais leader mondial des transports urbains automatisés devant le japonais Mitsubishi, le canadien UTEC ou le franco-britannique GEC-Alsthom, il a de belles références pour séduire Honolulu, La Mecque, Madrid ou Budapest. Avoir transporté plus de 250 millions de personnes depuis 1983, à Lille, à raison d'une rame toutes les 72 secondes aux heures de pointe et sans aucun accident, lui donne quelques arguments.

ALAIN FAUJAS

Une inflation de 4,5 % en Allemagne en un an ravive les craintes d'un relèvement des taux d'intérêt

Les chiffres du Bade-Wurtemberg et de la Rhénanie-du-Nord ont donné la tendance (Le Monde du 26 juillet) : les prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest ont augmenté de 1 % en juillet par rapport à juin et de 4,5 % par rapport à juillet 1990, a indiqué, vendredi 26 juillet, l'Office fédéral des statistiques. La hausse s'explique « pour l'essentiel », selon l'Office des statistiques, par le relèvement de la fiscalité destiné à payer la facture de l'unification allemande, intervenu le 1^{er} juillet. Le gouvernement allemand a relevé massivement à cette date les taxes sur les produits pétroliers et les assurances, ainsi que les impôts sur le revenu et sur les sociétés. Le prix de l'essence à la pompe a augmenté d'environ 30 % au mois de juillet. Désormais l'inflation allemande inquiète la Bundesbank comme le gouvernement. Un relèvement du taux de l'escompte en Allemagne est ouvertement envisagé alors que les partenaires de l'Allemagne au G 7 avaient cru en avoir écarté l'éventualité il y a quelques semaines. M. Helmut Schlesinger, qui prend ses fonctions de président de la Bundesbank début août en remplacement de Karl-Otto Poehl, est pessimiste sur la future hausse des prix. A ses yeux, les taxes n'expliquent pas toute l'inflation : il dénonce la forte progression des salaires en Allemagne de l'Ouest, mettant en garde contre une spirale inflationniste salaires/prix. La plupart des accords salariaux conclus au printemps prévoient des augmentations pour 1991 de 6 à 7 %.

Le spleen des commerçants ouest-allemands

FRANCFORT
correspondance
Le nouveau président de l'Association fédérale des plus grosses entreprises de détail de l'Ouest (BAG), M. Walter Duss, qui est aussi le chef du groupe Karstadt d'Essen, numéro un des grands magasins à l'Ouest, a été le premier à tirer la sonnette d'alarme. L'affaiblissement du deutschemark par rapport au dollar, qui rend les achats à l'étranger plus onéreux, les coûts salariaux supplémentaires après les accords tarifaires intervenus en avril dans le commerce de détail ainsi que l'augmentation de la taxe sur l'essence à compter du 1^{er} juillet vont pousser les prix de détail vers la hausse au cours du deuxième semestre, a-t-il annoncé récemment. Les prix à l'achat pour l'ensemble des quelque 1 800 entreprises membres de BAG (d'une valeur hors taxe estimée à 35 milliards de deutschemarks sans les produits frais) devraient ainsi augmenter de 3 % lors du second semestre par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse avait été de 2 % au premier semestre, avec les produits alimentaires caracolant en tête, à cause de la très forte hausse sur les vins et spiritueux, suivis par les vêtements, le linge de maison et les chaussures. Même si le commerce ouest-allemand a continué à bien se porter au cours du premier semestre, avec une progression du chiffre d'affaires de 8,4 % jusqu'en mai, dont la moitié due aux achats des Allemands de l'Est, les prévisions pour le second semestre sont beaucoup plus pessimistes. Principale raison : les nouveaux impôts et la série de hausses décidées par le gouvernement de Bonn, peu propices comme chacun sait à la consommation des ménages.

Andreas Lamla, fondateur des magasins Park-Markt Un entrepreneur de l'Est

Andreas Lamla, trente-six ans, n'est pas un rêveur. Expulsé de RDA en 1982 après avoir passé près de deux ans dans les geôles d'Erich Honecker pour avoir tenté de s'évader à bord d'un sous-marin de fabrication artisanale, il est revenu dans son quartier de Prenzlauerberg, à Berlin-Est, un jour seulement avant l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire entre les deux Allemagnes, le 1^{er} juillet 1990. C'est ainsi que l'idée de Park-Markt, un magasin dans lequel on vient acheter exclusivement des produits de l'Est, est née. Avec un succès foudroyant puisque le premier magasin a été ouvert à Berlin-Est en janvier et que, début juillet, Andreas Lamla en était déjà à sa quatorzième ouverture, au rythme d'un nouveau magasin inauguré par semaine. A cette cadence, il compte se retrouver à la tête de soixante-dix magasins d'ici à la fin de l'année, y compris dans la région de Cottbus et de Magdebourg. « Le temps est un cadeau », dit-il avec beaucoup plus de poésie et de conviction que le célèbre Time is money américain. « Si on attend trop longtemps, tout risque d'être gâché. » C. H.-M.

La Suisse découvre la stagflation

Avec une stagnation marquée de la croissance et une hausse des prix relativement élevée, l'économie helvétique accuse depuis le début de l'année une tendance assez nette à la stagflation. Sans doute n'y a-t-il rien d'alarmant pour un pays connaissant, dans l'ensemble, une situation encore privilégiée ; mais ce tassement conjoncturel est d'autant plus vivement ressenti qu'il intervient après une longue période ininterrompue de prospérité.

BERNE

de notre correspondant
Pour la première fois depuis 1983, la croissance en Suisse aura été légèrement négative durant le premier semestre, alors que le produit intérieur brut avait encore augmenté de 2,6 % l'année précédente. Le niveau des prix à la consommation a, lui, augmenté de 1,1 % en un an. A la fin de juin, 35 253 demandeurs d'emploi étaient officiellement recensés, soit 20 000 de plus que douze mois auparavant, tandis que le nombre de places vacantes se maintenait au-dessus de 10 000. Le taux de chômage n'en demeure pas moins inférieur aux 8,7 % de la CEE. En revanche, la Suisse fait moins bien que la plupart de ses voisins, notamment la France, dans la lutte contre la hausse des prix. Le temps paraît revêtu d'un caractère éternel, car la Confédération suisse ne parvient pas à enrayer l'inflation, qui se situe à 5,5 %, soit le plus élevé depuis une dizaine d'années. D'après les analystes, le creux de la vague serait en passe d'être atteint et un recul sensible de l'inflation se profilerait à l'horizon. Pour l'année en cours, la croissance restera probablement inférieure à 1 % et il faudra probablement attendre jusqu'en 1992 avant de voir s'amorcer un début de reprise. Continuant d'accorder la priorité à la lutte contre l'inflation, la BNS ne souhaite pas un redémarrage économique trop rapide, estimant que seul un affaiblissement de la croissance réelle devrait permettre de maîtriser une forte hausse des prix. De même, les responsables de l'industrie d'exportation ont averti qu'il « ne fallait pas pousser trop grand esporters quant à un fléchissement du niveau des prix d'importation en Suisse ». JEAN-CLAUDE BUHRER

REPÈRES

SOCIAL

Une association de soutien aux chômeurs en redressement judiciaire à Rouen

Le tribunal de grande instance de Rouen a placé, le 12 juillet, l'Association de soutien à l'initiative locale pour l'emploi (ASILE) en redressement judiciaire. Cette association « intermédiaire » et de formation, qui venait en aide aux chômeurs de longue durée, avait enregistré un déficit consolidé de 1,4 million de francs pour un chiffre d'affaires de 9,5 millions en 1990. Des erreurs de gestion auraient été commises et, à la fin juin, les formateurs n'ont pas été payés, les 270 chômeurs n'ayant reçu que des avances. L'association ASILE avait été créée en 1985 par M^{me} Paulette Thicollent, qui la dirigeait. Elle avait reçu le soutien actif de M. Laurent Fabius, qui en était le président d'honneur jusqu'à sa démission en avril dernier. (Correspondance.)

CHEMIE

Hanson ne lancerait pas d'OPA sur ICI avant six mois

Selon le Financial Times, le conglomérat britannique Hanson ne lancerait pas avant six mois d'OPA sur ICI, quatrième chimiste mondial et premier groupe industriel de Grande-Bretagne. Lord Hanson, son président, a solennellement annoncé, assure le quotidien économique, le 27 juillet. C'est la première fois que le célèbre « raider » britannique parle ouvertement d'attaquer la « First Lady » de la City. La publication des résultats d'ICI pour la deuxième trimestre (Le Monde du 26 juillet) a été pour lui l'occasion de critiquer la gestion de la firme de Millbank, une affaire, selon lui, « sous-performante et sur-managée ». Lord Hanson est décidé à garder le groupe sous haute surveillance et à l'aiguillonner pour faire mieux au nom des actionnaires. Au moindre dérapage, il devrait lancer l'assaut.

Hausse du PNB de 0,4 % au deuxième trimestre

La reprise américaine est « tirée » par les Etats du centre du pays

NEW-YORK

de notre correspondant

Le pays des Pères pèlerins, la Nouvelle-Angleterre, devrait encore perdre cinquante mille emplois d'ici à la fin de l'année et le taux de chômage devrait dépasser 8,2 % de la population active. Cette région a été durement éprouvée par la crise immobilière et bancaire et par les graves déficits budgétaires qui, à l'exception du Massachusetts (à la suite d'arbitrages comptables), affectent la totalité des six « États yankés » qui la composent. Mais, si l'on en croit les spécialistes de DRI/McGraw-Hill, le pire sera peut-être passé après encore quelques mois d'abstinence. Le diagnostic est confirmé par la Conférence Board, un organisme économique privé new-yorkais qui constate actuellement « une phase de stabilisation » en Nouvelle-Angleterre après la descente aux enfers de ces trois dernières années. De son côté, dans la livraison à fin juin, le Beige Book de la Réserve fédérale, qui passe en revue la situation économique dans les douze juridictions géographiques adhérentes au système du Fed, escompte, en s'inspirant des milieux économiques de Boston, une amorce de timide reprise au premier trimestre 1992 dans cette région qui a tellement souffert. Un peu plus au sud, le reste de la côte Est des États-Unis, qui a tant tiré profit des go-go years avant de subir le contrechoc du double krach boursier, se remet lentement du choc. Tant à New-York qu'à Washington, à Baltimore qu'à Philadelphie, l'industrie manufacturière n'a pas encore pris le relais des services. De son côté, la consommation tarde à jouer l'aiguillon, mais les indications des mois de mai et de juin sont assez encourageantes, estime la Fed. Faisant le pendant à la côte Est, la Californie, qui a été touchée plus tard – mais aussi plus profondément – par la récession, devrait logiquement redémarrer, mais avec un certain décalage. Pourtant, à aussi, certaines heures d'apogée se sont manifestées récemment, constatent les auteurs de ce rapport semestriel. La Californie reste ancrée sur le bassin pacifique et continue à faire preuve d'un « optimisme déterminé », souligne de son côté la Conférence Board, indiquant que des créations d'emplois recommencent à être enregistrées dans cet État où le taux de chômage a dépassé la moyenne nationale (7 % selon les dernières statistiques).

Les Etats

heureux

Mais l'ouest des États-Unis ne se limite pas à la Californie, éprouvée par la réduction du budget du Pentagone et par la crise de l'informatique. Les États de l'Oregon (Portland) et de Washington (Seattle) ont beaucoup moins souffert de la récession, de même que le centre-sud du pays, qui, ayant échappé à la crise, devrait constituer le véritable fer de lance d'une reprise que l'on annonce généralement modérée. L'Alabama, le Kentucky, le Tennessee et le Mississippi enregistrent ainsi des taux de croissance supérieurs aux quelque 2,5 % escomptés par l'administration américaine pour le pays en 1992. A cette liste d'États heureux qui témoignent, si besoin était, de la grande diversité régionale du pays, il faut ajouter l'Iowa, le Kansas, le Dakota du Sud et le Nebraska, régions agricoles traditionnelles qui bénéficieraient notamment des accords passés avec l'Union soviétique et avec la Chine. Enfin, si l'on se penche sur le centre manufacturier formé en partie par l'Indiana et surtout par l'Illinois, le Michigan et l'Ohio, où la reprise n'est pas encore au rendez-vous, il se confirme que le Texas et la Louisiane, longtemps embourbés dans les problèmes immobiliers et pétroliers, refont surface. La Réserve fédérale de Dallas constate notamment un mieux dans la construction résidentielle et dans les dépenses de consommation. Autant d'informations recueillies à la mi-juin et qui conduisent la banque centrale à faire état d'une « modeste amélioration », mais amélioration tout de même, des conditions économiques dans de nombreuses régions par rapport à sa précédente étude, publiée six mois plus tôt.

SERGE MARTI

Identité chez les militaires

ernement rde » des officiers ontrôle de l'armée

Le ministre de la Défense, M. Michel Riolu, a exprimé en sourdine, lors d'un grand jour à Pâques, son mécontentement au sujet de la démission au préalable de la République, de M. Michel Riolu. Le chef de l'armée, M. Michel Riolu, a exprimé en sourdine, lors d'un grand jour à Pâques, son mécontentement au sujet de la démission au préalable de la République, de M. Michel Riolu.

Un affrontement prévisible

Le ministre de la Défense, M. Michel Riolu, a exprimé en sourdine, lors d'un grand jour à Pâques, son mécontentement au sujet de la démission au préalable de la République, de M. Michel Riolu. Le chef de l'armée, M. Michel Riolu, a exprimé en sourdine, lors d'un grand jour à Pâques, son mécontentement au sujet de la démission au préalable de la République, de M. Michel Riolu.

LES MICHEL RIOLU

Le ministre de la Défense, M. Michel Riolu, a exprimé en sourdine, lors d'un grand jour à Pâques, son mécontentement au sujet de la démission au préalable de la République, de M. Michel Riolu. Le chef de l'armée, M. Michel Riolu, a exprimé en sourdine, lors d'un grand jour à Pâques, son mécontentement au sujet de la démission au préalable de la République, de M. Michel Riolu.

La fin de l'obligation des phares jaunes

Pour mettre la France en règle avec la norme européenne en matière de phares d'automobiles, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a demandé une révision des articles R-83 et R-84 du code de la route qui oblige, depuis 1936, à utiliser des phares jaunes sous peine d'une amende de 450 francs. Comme dans le reste de l'Europe, à l'exception de l'Allemagne qui impose des phares blancs, les automobilistes français auront le choix entre les deux solutions. Le phare blanc est plus lumineux de 15 à 30 % que le jaune et coûte 15 francs de moins en moyenne.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 22 AU 26 JUILLET

PARIS

Avantage au vert

INDICE CAC 40

+0,25%

Jamais deux sans trois. Retenue depuis le 9 juillet dernier par des courants porteurs, la Bourse de Paris a continué cette semaine de s'avancer prudemment, tous moteurs réduits. Mais au dernier moment, sa dérive vers les eaux troubles de la baisse faillit bien changer la marque. L'avantage est resté au vert. Mais il fut bien symbolique, témoignant que les capacités de la place à maintenir le cap s'émoussent dangereusement.

Une bien pauvre semaine au demeurant, sur un marché gagné par l'engourdissement, conséquence de l'anémie des échanges et du gel à peu près complet des initiatives. Si la hausse n'a pas réussi à vraiment s'imposer, la baisse non plus. Au départ du moins. Lundi, un premier effritement (-0,33 %) était rapidement contrôlé (-0,04 %). Toutes les traces d'oscillation devaient même disparaître le lendemain pour la liquidation générale de juillet, perdante pour la deuxième fois de suite (-1,38 %). O surprise! La bride sur le cou, le marché ce jour-là, contre toute attente, s'enleva de 0,35 %. Le monde à l'envers en quelque sorte. Les anciens, qui avaient prévu tous les cas de figure, disaient qu'« la liquidation ferme » correspond presque tou-

jours « un premier jour faible ». La tendance n'avait pas été vraiment forte, elle ne fut pas réellement faible. Mais à quelques nuances près, l'adage en sortit indemne. Sans ressort, et malgré un passage à 0,85 % au-dessus de son niveau précédent, la Bourse ne devait pas mercredi réussir en effet à progresser de plus de 0,52 %. Une bien piètre performance pour saluer un nouveau mois boursier.

Jedui, ce fut bien pis avec un entassement à peu près total des cours et des indices jouant à cache-cache, un instant dans le rouge, l'autre dans le vert et vice versa, pour finir par tenir la tête juste hors de l'eau (+0,11 %). A la veille du week-end, le marché fut très près de boire une bonne tasse (-1,09 %). Finalement, le CAC40 réduisit l'écart à 0,69 %. Bref, d'un vendredi à l'autre, les valeurs françaises se sont encore appréciées, mais de façon insignifiante (+0,25 %). Elles auraient tout aussi bien pu se déprécier.

La reprise n'est pas en vue

« Pénible » quand même, fit remarquer un gérant de portefeuille. Aurait-il pu en être autrement? Pour commencer, la Bourse manque de liquidités. Contrairement aux années précédentes, les sommes versées au titre des dividendes n'ont pas

été toutes réinvesties (37,8 milliards de francs pour 1990). Il s'en faut de loin. Les échanges en ont terriblement souffert.

La deuxième raison est d'ordre conjoncturel. La situation est fluctuante et la visibilité très mauvaise. La reprise américaine a de sérieux ratés. La baisse des commandes de biens durables pour juin (-1,6 %), la première depuis mars, et la faible hausse du PNB pour le deuxième trimestre (+0,4 %) le prouvent. Quelques analystes américains vont jusqu'à prétendre que la croissance est définitivement arrêtée outre-Atlantique. Même son de cloche en Grande-Bretagne, où après le quart d'heure d'enthousiasme soulevé par le soudain bond des ventes au détail en juin et le premier excédent depuis quatre ans de la balance des paiements courants, la Chambre de commerce britannique a remis les pendules à l'heure... de la récession. Pas de reprise, au mieux, avant le second semestre de 1992. Vu l'imbrication des économies, les chances de la France de retrouver la voie de l'expansion s'amenuisent sérieusement.

En croyant déceler des signes de reprise derrière les très mauvais résultats du commerce extérieur pour juin, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a fait sourire les boursiers. Les « charlatans » de Salomon Brothers sont catégoriques, la France n'a pas

encore touché le creux de la vague. Pessimisme excessif? Possible. Mais la baisse des taux d'intérêt sur laquelle tablent les milieux industriels pour relancer les affaires est, elle aussi, très compromise. M. Hilmer Kopper, président du directoire de la Deutsche Bank, a clairement annoncé la couleur : une hausse des taux allemands est inévitable d'ici à l'automne. M. Helmut Schlesinger, tout prochain président de la Bundesbank, a renchérit en affirmant qu'il emploierait l'arme des taux si le dérapage des salaires était trop important. Un handicap supplémentaire pour les pays à faible inflation, comme la France, pronostique encore Salomon Brothers.

Difficile dans ces conditions d'y voir clair, surtout de tirer des plans sur la comète avec un chômage parvenu à de nouveaux sommets. Les investisseurs s'y refusent. « Je ne sais plus que faire », avouait l'un d'entre eux, complètement découragé, en ajoutant : « Béré fait de l'intox. Et ce n'est pas 0,50 point en moins sur les prêts consentis aux PME qui changera grand chose. » Il n'est pas même le choix d'attendre. L'obligation du rendement peut les contraindre à trouver d'autres voies. L'état menace d'être agité sous les lambris.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Déception

INDICE DOW JONES

-14%

Quatre séances de baisse sur cinq. Le score de cette semaine boursière est à la mesure de la déception éprouvée par Wall Street à la publication de certains résultats semestriels et, surtout, à l'annonce de statistiques confirmant que la fin de la récession sera marquée par une croissance plus faible que prévu. En clôture, vendredi, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles accusait une baisse de 7,60 points, à 2 972,50, après que les valeurs américaines eurent cédé environ 1,4 % pour l'ensemble de la semaine.

Même si les analystes anticipent déjà des résultats de sociétés favorables pour le troisième trimestre qu'ils escomptent placé sous le signe de la reprise, force est de constater que toutes les entreprises, si l'en faut, ne sont pas sorties de la récession. Certes, Time Warner a réussi à diminuer ses pertes trimestrielles tandis que Goodyear annonçait un retour discret aux bénéfices, mais plusieurs sociétés d'informatique, d'aviation, du secteur bancaire et, naturellement, de l'automobile, ont encore affiché des contre-performances.

Au plan des indicateurs d'activité, quarante-huit heures après l'annonce d'une chute de 1,6 % des commandes de biens durables en juin, laquelle a fait mauvaise impression en Bourse, l'information selon laquelle le PNB a progressé de 0,4 % au deuxième trimestre a fait l'effet d'une douche

froide. Tout le monde s'attendait à un indice positif après deux trimestres de baisse consécutive mais la modestie du sursaut a surpris les boursiers qui tablent sur un taux de croissance voisin de 1 %. Le seul espoir que caressent les familiers de Wall Street est de voir la Réserve fédérale, préoccupée également par cette reprise molle, essayer de lui souffler dans les voiles en pesant sur les taux d'intérêt. Une mesure qui devrait regonfler définitivement les résultats des sociétés pour les mois à venir.

De notre correspondant SERGE MARTI

	Cours 19 juillet	Cours 26 juillet
Alcoa	72 1/4	71
ATI	39 7/8	39 7/8
Boeing	43 5/8	43 5/8
Chase Man. Bank	20	19 1/2
Du Pont de Nemours	46 3/4	46 3/4
Eastman Kodak	40 5/8	39 1/2
Exxon	59 3/8	58 3/4
Ford	34 3/8	33 3/4
General Electric	73 3/8	72 5/8
General Motors	42 3/8	40 5/8
Goodyear	38 7/8	38 1/8
IBM	100 1/2	100 1/2
ITT	58 3/8	57
Mobil Oil	67 3/4	66 3/8
Pfizer	60 5/8	60 1/8
Schlumberger	68 3/4	66 5/8
Texas	65 3/8	62 7/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	142 1/4	138 3/8
Union Carbide	20 3/8	20 1/8
United Tech.	48 3/8	48
Westinghouse	75 5/8	75 3/8
Xerox Corp.	57 1/4	57

TOKYO

INDICE NIKKEI

+2,85%

La Bourse de Tokyo a terminé la semaine sur une hausse substantielle. Le Nikkei a de nouveau franchi la barre des 23 000 points qu'il avait délaissée la semaine précédente. Vendredi, il s'est inscrit en clôture à 23 519,07 points gagnant ainsi 652,71 points, soit une progression de 2,85 % par rapport au niveau de clôture de vendredi dernier. En l'absence de nombreux investisseurs institutionnels se tenant en marge pour cause de scandales boursiers, le volume des transactions est resté peu important. Il s'est échangé en moyenne 241,5 millions de titres contre 239,2 millions la semaine précédente, avec une nette contraction au cours de la séance de lundi où seulement 164,2 millions de titres ont été échangés (le plus faible montant traité en une séance depuis le 27 août 1984).

Le marché avait mal débuté la semaine, perdant 161,07 points lundi sur des ventes de petits lots. Mardi, il récupérait 53,69 points

dans un marché toujours terne. Mercredi, dynamisé par le fléchissement des taux d'intérêt à court terme, il gagnait 538,49 points. La tendance haussière se tarissait jeudi. Vendredi, le « marché » entamait la séance sur une note baissière mais la session de l'après-midi a viré à la hausse - pour terminer avec 186,36 points de gain - après l'annonce par la Long-Term Credit Bank de la réduction de son taux de base bancaire de 0,2 %. Selon les analystes, d'autres banques devraient l'imiter d'ici peu. Sera-ce suffisant pour susciter une reprise estivale? Indices du 26 juillet : Nikkei 23 519,07 (c. 22 866,36); Topix 1 833,60 (c. 1 794,84).

	Cours 19 juillet	Cours 26 juillet
Akai	1 120	1 130
BridgeStone	1 020	1 050
Canon	1 550	1 560
Fuji Bank	2 480	2 520
Honda Motor	1 520	1 480
Matsushita Electric	1 690	1 680
Mitsubishi Heavy	698	727
Sony Corp.	6 150	6 170
Toyota Motor	1 630	1 640

LONDRES

Nouveau sommet +1,2%

Le London Stock Exchange s'est littéralement envolé cette semaine, et de nouveaux records d'altitude ont été atteints. En cinq séances, le Footsie a monté de 1,2 %. Depuis le début juillet, sa hausse atteint 7,2 %.

L'euphorie a été déclenchée par l'annonce inespérée d'un excédent mensuel de la balance des paiements courants, le premier depuis quatre ans, et d'une hausse tout aussi inattendue des ventes au détail pour juin. La chambre de commerce britannique a toutefois tempéré cet optimisme en affirmant qu'aucune reprise n'était prévisible avant le second semestre de 1992. En publiant des résultats trimestriels bien moins mauvais que prévu, ICI, la « First Lady » de la City, a relancé la hausse, qui se délitait.

Indices « FT » du 26 juillet : 100 valeurs, 2 589,3 (c. 2 541,6); 30 valeurs, 2 003,3 (c. 1 959,3); mines d'or, 1 83,8 (c. 212,9); Fonds d'Etat, 84,86 (c. 84,94).

	Cours 19 juillet	Cours 26 juillet
Bowater	5,77	6,63
BP	3,48	3,43
Charter	4,95	4,95
Courtauld	4,32	4,32
De Beers	16,75	15,78
Gazco	12,71	12,48
GUS	15,50	16
ICI	12,83	13,18
Reasers	7,72	7,86
Shell	5,32	5,35
Unilever	7,43	7,68
Vickers	1,89	2,02

FRANCFORT

Nouvelle baisse -1,13%

Pour la deuxième semaine consécutive, les places allemandes se sont repliées, Francfort, la première d'entre elles, en tête. D'un vendredi à l'autre, l'indice DAX a baissé de 1,13 %.

La trêve estivale n'a, bien sûr, pas été étrangère à ce mouvement. Mais le dérapage s'est surtout accentué après l'annonce d'une hausse des prix de 4,5 % sur une base annuelle, qui porte les germes d'un renchérissement des taux. Tour à tour, M. Hilmer Kopper, président de la Deutsche Bank, puis M. Helmut Schlesinger, nouveau patron de la Bundesbank, ont déclaré qu'une hausse des taux d'intérêt était inévitable. Pour le premier, l'événement a de bonnes chances de se produire d'ici à l'automne. L'activité a diminué avec seulement 18,42 milliards de transactions sur les huit places.

Indices du 26 juillet : DAX, 1 605,64 (c. 1 623,99); Commerzbank, 1 895,10 (c. 1 915,10).

	Cours 19 juillet	Cours 26 juillet
AEG	189,20	189
BASF	239,70	237
Bayer	278,70	277,80
Commerzbank	243	241,50
Deutschebank	627,50	621
Hoechst	246,70	240,40
Karstadt	648	620
Mannesmann	272,50	270
Siemens	644,50	643,30
Volkswagen	371,40	357,20

Alors que l'ONU reconnaît être un client de la BCCI en Afrique

M. Perez de Cuellar se voit reprocher d'avoir emprunté l'avion privé de M. Gaith Pharaon pour ses déplacements officiels

Chaque jour apporte de nouvelles mises en cause dans l'affaire de la BCCI, dont les avocats ont été gelés le 5 juillet. Ce sont maintenant les Nations unies et leur secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, qui sont accusés, les premières d'avoir eu des comptes dans cette banque et le second d'avoir utilisé pour ses déplacements officiels un avion privé de M. Gaith Pharaon, milliardaire saoudien dont le nom est fréquemment cité depuis que l'affaire a éclaté.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), dont les retombées éclaboussent aussi bien les autorités monétaires occidentales que les pays du tiers-monde, n'épargne pas les organisations internationales, et la première d'entre elles, l'ONU, est désormais concernée. A double titre. D'une part pour avoir détenu deux comptes, totalisant moins de 500 000 dollars, ouverts auprès de la BCCI au Cameroun et en Sierra Leone, lesquels ont été gelés le 5 juillet dernier après la décision simultanée de plusieurs gouvernements de suspendre les activités de la banque. D'autre part, selon le *New York Times*, pour avoir permis au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, d'emprunter à deux reprises un Boeing 727 appartenant à M. Gaith Pharaon, le milliardaire saoudien dont le nom est fréquemment cité depuis qu'a éclaté le scandale de la BCCI, banque aujourd'hui convaincue de blanchir l'argent de la drogue et soupçonnée d'avoir entretenu des liens peu clairs avec des milieux terroristes, notamment en Grande-Bretagne, et des services secrets, y compris aux Etats-Unis.

□ Mitsubishi rachète les parts de Chrysler dans Diamond Star. - Mitsubishi Motors Corp. détendra bientôt l'intégralité de Diamond Star. Le constructeur japonais va racheter à son associé américain Chrysler la totalité de sa participation (soit 50 % des parts) dans cette société commune, fondée en 1985 et basée dans l'Illinois. Un accord de principe qui vient d'être conclu par les deux partenaires devrait être officialisé à la mi-août.

Sur le premier point, M. François Giuliani, porte-parole du secrétaire général, a précisé que l'ONU avait effectivement ouvert des comptes au Cameroun au nom du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et de la Commission économique pour l'Afrique, dépendant du Conseil économique et social des Nations unies, dont le solde représentait des sommes minimes au moment du gel des avoirs de la BCCI. A savoir environ 12 000 dollars pour le compte du HCR. En Sierra Leone, l'UNICEF détenait aussi un compte auprès de cette banque, sur lequel figurait moins de 400 000 dollars lors de l'interdiction de ses activités. Le porte-parole a expliqué que, si l'ONU avait choisi cet établissement, c'est en raison de la pénurie de banques commerciales dans certains pays africains.

M. Giuliani a encore confirmé que M. Perez de Cuellar avait emprunté à deux reprises un avion

appartenant à M. Gaith Pharaon, pour des déplacements officiels. Le premier vol a été effectué en 1986 lorsque M. Perez de Cuellar s'est rendu en voyage à Hatt, accompagné de journalistes, ce qui l'avait contraint à emprunter un avion plus grand qu'initialement prévu. Le second déplacement avait eu lieu l'année suivante lors d'une mission au Pérou, son pays d'origine. Répondant personnellement aux accusations selon lesquelles cet avion aurait été mis à sa disposition pour permettre aux dirigeants de la BCCI d'utiliser son prestige et son influence dans plusieurs pays en voie de développement, notamment en Amérique centrale, le secrétaire général a catégoriquement réfuté ces rumeurs, reprises par un quotidien populaire new-yorkais, le *New York Newsday*.

« Tout ceci est complètement faux », a-t-il déclaré, d'un ton agacé, le 26 juillet, en pénétrant dans l'en-

ceinte de l'ONU. « Cet avion n'a été fourni par un de mes assistants. M. Hrusovsky, qui m'a fait valoir le danger de prises d'otages sur les avions de ligne qui prévalait à l'époque », a-t-il ajouté. De son côté, le porte-parole de M. Perez de Cuellar a expliqué que cette occasion avait été saisie pour des raisons d'économie, l'ONU éprouvant alors de graves difficultés financières.

Selon certaines sources non identifiées dont les propos sont repris par le même quotidien, ce geste de générosité de la BCCI aurait aussi visé à obtenir du secrétaire général qu'il soutienne les positions arabes dans l'enceinte des Nations unies. Une suspicion également rejetée par M. Perez de Cuellar, âgé de soixante et onze ans et dont le mandat s'achève à la fin de l'année, après dix années passées à la tête de l'organisation.

SERGE MARTI

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 juillet 1991

Nombre de contrats : 51 304

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier.....	104,52	104,60	104,58	-
+ haut.....	104,60	104,66	104,58	-
+ bas.....	104,34	104,46	104,46	-
Dernier.....	104,34	104,46	104,50	-
Compensation.....	104,66	104,70	104,62	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	19-7-91	22-7-91	23-7-91	24-7-91	25-7-91
RM.....	1 902 584	1 582 649	3 237 499	-	2 070 647
R. et obl.	6 344 365	7 316 816	4 493 519	-	4 987 286
Actions.....	234 167	360 647	73 878	-	142 634
Total.....	8 481 116	9 260 112	7 804 896	-	7 200 567

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	114,1	113,9	114,2	114,6	114,9
Françaises.....	114,1	113,9	114,2	114,6	114,9
Etrangers.....	122,9	122,3	121,7	120,6	119,2

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	22-7-91	23-7-91	24-7-91	25-7-91	26-7-91
(base 100, 28 décembre 1990)					

Général.....	466,80	468,10	467,20	467,20	469,70
(base 1 000, 31 décembre 1987)					

CAC 40.....	1 762,78	1 768,93	1 778,07	1 780,01	1 776,66
-------------	----------	----------	----------	----------	----------

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Baisse %	Valeurs	Haussé %
Inst. Mexico	-10,4	Cainco	+10,8
Midland Bank	-8,8	Radiochaque	+10,8
Prudential	-8,4	SCA	+7,8
Domestic Electric	-7,8	BWP	+6,7
Petrol	-7,6	SPIE	+6,7
UIF	-6,2	SEI	+6,0
URS	-6,2	Changurs	+5,9
Lys East	-5,8	COIC	+5,9
Pechos	-5,5	Alanco Sup.	+5,9
SPEP	-5,5	Cap Gemini	+5,7
ESN	-4,9	COL	+5,5
Immat. Phosin	-4,9	COIP	+5,5
Metrolog	-4,9	Plastic Omnium	+5,3
CMB Packaging	-4,8	BIS	+5,1

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Havas.....	1 729 415	879 289 896
Elf-Aquitaine.....	1 551 919	549 034 210
Paribas Act. A.....	1 253 845	523 484 635
Alcatel Alsth.....	889 782	514 815 371
Eaux (Gén.).....	1 909 940	451 659 160
Total cat. B.....	435 570	370 639 374
LMVH.....	87 912	369 063 253
BSN.....	391 374	352 117 526
Suez (C de).....	1 032 582	345 253 634
Lyon, Duntet.....	582 506	310 518 654
Laf. Coppée.....	858 355	298 861 817
Saint-Gobain.....	617 616	281 863 899
Peugeot SA.....	480 082	280 494 365
Société Gén. A.....	532 714	232 313 439

(*) Du vendredi 19 juillet 1991 au jeudi 25 juillet 1991 inclus.

هكسان الثقل

Après dix-huit mois de négociations

Les Douze acceptent d'ouvrir à partir de l'an 2000 la CEE aux automobiles japonaises

Le comité des représentants des Douze, réuni le 26 juillet à Bruxelles, a accepté un compromis sur les importations de voitures japonaises entre 1993 et la fin de 1999 (le Monde du 27 juillet). Cet accord, qui prévoit l'ouverture du marché européen aux véhicules nippons à compter de l'an 2000, doit encore être approuvé par Tokyo.

Après un an et demi de négociations - et de dissensions - les Douze se sont mis d'accord, le 26 juillet à Bruxelles, pour ouvrir progressivement le marché de la CEE aux automobiles japonaises, acceptant ainsi le scénario présenté en début de semaine par la Commission. Le projet d'accord, qui prévoit l'ouverture totale du marché européen à partir du 1^{er} janvier de l'an 2000, sera soumis prochainement au Japon lors d'une réunion extraordinaire des ambassadeurs des Douze.

Entre le 1^{er} janvier 1993 et la date fatidique de l'an 2000, les constructeurs nippons devraient accepter de limiter leur pénétration dans la Communauté. Leur part de marché, qui atteint 11,2 % actuellement, ne dépassera pas 16 % en 1999. Pour respecter cet engagement, le Japon accepterait un « quasi-gel » de ses exportations vers le Marché commun pour qu'elles ne dépassent pas 1,23 million de voitures en 1999. On estime officiellement qu'à cette date la France laissera entrer 150 000 voitures nippones (contre environ 80 000 actuellement), l'Italie 138 000, la Grande-Bretagne 190 000, l'Espagne 79 000 et le Portugal 23 000. Seule augmenterait fortement la fabrication en Europe des automobiles japonaises - les « transplants », - qui passerait de 269 000 unités aujourd'hui à 1,2 million d'unités en 1999.

Une clause de non-ciblage par laquelle les Japonais s'engagent à répartir leurs ventes sur l'ensemble de la CEE et à ne pas « envahir » en priorité les marchés actuellement les plus fermés, comme la France et l'Italie.

Une surveillance de l'accord qui sera assurée deux fois par an conjointement par la Commission de Bruxelles et par Tokyo.

Dans un article publié samedi 27 juillet, le quotidien britannique *The Independent* révèle que le gouvernement de Londres a autorisé des exportations de matières chimiques et nucléaires soumises à des contrôles sévères (produits de base pour le gaz moutarde, uranium et plutonium) jusque trois jours après l'invasion du Koweït par Bagdad.

Les affirmations du journal britannique se fondent sur la liste présentée en annexe d'un rapport du ministère du commerce et de l'industrie (*Products Licensed for Export to Iraq*) soumis, à la veille des vacances, à une commission parlementaire. Ce document, qui porte sur une période d'envoi de matières allant de janvier 1987 au 5 août 1990, détaille les matières exportées. Pêle-mêle, on trouve, selon *The Independent*, de l'uranium, de l'acétate d'uranium, de l'uranium appauvri, du thorium, de l'oxyde de thorium, du zirconium, des barres de zirconium et bien sûr du plutonium.

Tous ces produits sont bien connus des spécialistes du nucléaire. Mais ils à destination leur utilisation exacte, civile ou militaire, il y a un pas que les informations révélées par le quotidien de Londres ne permettent pas de franchir. On en est réduit

Selon le journal britannique « The Independent »

Londres a vendu des matières nucléaires à l'Irak

Les affaires nucléaires irakiennes n'ont pas fini de révéler des scandales les pays européens. Après l'Allemagne et la Suisse (1) dont les industriels n'ont pas toujours été très regardants sur la destination et l'utilisation à venir des matériels et des matières exportés, c'est au tour de la Grande-Bretagne d'être aujourd'hui sur la sellette.

Dans un article publié samedi 27 juillet, le quotidien britannique *The Independent* révèle que le gouvernement de Londres a autorisé des exportations de matières chimiques et nucléaires soumises à des contrôles sévères (produits de base pour le gaz moutarde, uranium et plutonium) jusque trois jours après l'invasion du Koweït par Bagdad.

Les affirmations du journal britannique se fondent sur la liste présentée en annexe d'un rapport du ministère du commerce et de l'industrie (*Products Licensed for Export to Iraq*) soumis, à la veille des vacances, à une commission parlementaire. Ce document, qui porte sur une période d'envoi de matières allant de janvier 1987 au 5 août 1990, détaille les matières exportées. Pêle-mêle, on trouve, selon *The Independent*, de l'uranium, de l'acétate d'uranium, de l'uranium appauvri, du thorium, de l'oxyde de thorium, du zirconium, des barres de zirconium et bien sûr du plutonium.

Tous ces produits sont bien connus des spécialistes du nucléaire. Mais ils à destination leur utilisation exacte, civile ou militaire, il y a un pas que les informations révélées par le quotidien de Londres ne permettent pas de franchir. On en est réduit

aux suppositions. Ainsi, l'uranium peut être chimiquement transformé, puis utilisé à des fins d'enrichissement dans les « calutrons » et les centrifugeuses découverts en Irak par les missions d'experts de l'AIEA.

De même, l'uranium appauvri peut être irradié dans des réacteurs nucléaires pour produire du plutonium (matière fissile entrant dans la fabrication des armes) ou utilisé comme blindage antimissile sur les tanks. Le zirconium entre, quant à lui, dans la fabrication de gaines de combustible nucléaire. Le plutonium enfin fait frémir car c'est un composant de base des armements atomiques : quelques kilos seulement sont nécessaires. Reste à savoir quelle quantité a été livrée et surtout quelle qualité de plutonium a été fournie. Et l'on n'ose penser que les autorités britanniques aient fait preuve de laxisme dans ce domaine. Beaucoup préfèrent croire que les quantités de ce produit étaient infimes et destinées à des expériences de laboratoire.

A l'enquête, réclamée par le porte-parole travailliste pour le commerce et l'industrie, M. Gordon Brown, de le préciser et d'expliquer pourquoi, encore en 1989, le gouvernement a autorisé l'exportation de thiodiglycol, une substance chimique nécessaire à la fabrication de gaz moutarde, et de chlorure de thionyl connu, souligne *The Independent*, comme un précurseur de gaz innervant.

J.-F. A.

(1) La Belgique, l'Italie, le Portugal et, en son temps, la France ont été « impliqués » dans le passé dans des affaires de prolifération nucléaire.

Le processus de paix au Proche-Orient

Le président Moubarak estime qu'il y a « une chance sur deux » pour la conférence israélo-arabe

A l'issue d'un entretien avec M. François Mitterrand, le chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Moubarak, de passage à Paris, a estimé vendredi 26 juillet que la conférence de paix sur le Proche-Orient avait « une chance sur deux » de se tenir. Il a accusé Israël de bloquer le processus de convocation de cette conférence en refusant la participation de Palestiniens de Jérusalem-Est.

Il a réaffirmé par ailleurs que le statut de Jérusalem, dont la partie orientale a été annexée par Israël en 1967, serait négocié en dernier. Mais il a souligné que contrairement à ce que soutient Israël, tous les territoires occupés par l'Etat hébreu en 1967, y compris Jérusalem, devaient faire partie de la négociation.

De son côté, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a déclaré vendredi qu'Israël voulait entamer des négociations « maintenant » bien qu'il estime que « de nombreux obstacles » subsistent encore. A Washington, un haut responsable américain a affirmé que les présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev pourraient lancer les invitations à une conférence de paix pour le Proche-Orient lors de leur rencontre la semaine prochaine à Moscou.

A Jérusalem, un porte-parole du ministère de la défense a révélé que le gouvernement avait décidé en novembre dernier de céder gratuitement des terres aux colons qui s'installent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le journal israélien *Davar* affirme que cette décision avait été délibérément tenue secrète, ce qu'a démenti le porte-parole. (AFP)

L'OLP prête à « entamer un dialogue sérieux et immédiat »

TUNIS

de notre correspondant

« Le désir des Palestiniens de soutenir le processus de paix est réel et nous sommes prêts à entamer un dialogue sérieux et immédiat en vue de trouver les meilleurs voies et moyens de le mener à bien », a déclaré, vendredi 26 juillet, à Tunis, un porte-parole de l'OLP. Cette déclaration faite en marge des délibérations que poursuit depuis quarante-huit heures le comité exécutif de la centrale se veut une réponse aux propos tenus la veille à Washington par le président Bush, qui avait invité Palestiniens et Israéliens à « faire tout leur possible » pour saisir la chance qu'offre son projet de conférence de paix. Mais elle ne paraît pas pour autant de nature à débloquer la situation.

En effet, même si l'OLP considère « d'une très grande importance » l'appel du chef de la Maison Blanche et veut continuer à « tendre la main à une paix juste basée sur la légalité et les résolutions internationales », elle n'en continue pas moins de maintenir ses conditions en ce qui concerne la représentation de Jérusalem-Est au sein de la délégation palestinienne qui serait appelée à participer à la conférence de paix.

« Aucun Palestinien ne saurait imaginer un instant Jérusalem, symbole de sa foi et berceau des prophètes, absente, judaïsée et annexée, a souligné le porte-parole. De même, aucun Palestinien ne pourrait accepter qu'on ignore ses droits nationaux fondamentaux, particulièrement son droit à l'auto-détermination, ni qu'on ignore la nécessité d'un retrait total de ses terres et des lieux saints islamiques « chrétiens ».

MICHEL DEURÉ

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Madagascar : « La révolution tranquille », par Aubert Rabenoro... 2

ÉTRANGER

La crise yougoslave
L'inquiétude des émigrés en France... 4

POLITIQUE

Les ennemis de M. Carignon
La Cour d'appel de Paris est saisie du dossier de l'association Animation Grenoble... 6

SOCIÉTÉ

Le Tour de France
Indurain, un champion sans légende... 7

CULTURE

Paris
Quartiers d'été
La Trilogie antique, mise en scène par André Serban, un événement théâtral... 9

COMMUNICATION

M. Kiejman
réplique
à M. Bourges
Une lettre du ministre de la communication... 10

ÉCONOMIE

Le VAL à Turin
Maire et son allié Fiat construiront le futur métro automatique... 13

Le scandale de la BCCI

Le secrétaire général de l'ONU répond aux accusations... 14

Revue des valeurs

Changes, Crédits
Grands Marchés... 15

Services

Abonnements... 2
Carnet... 10
Météorologie... 12
Mots croisés... 8
Radio-Télévision... 12
Spectacles... 11

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 27 juillet 1991
a été tiré à 473 373 exemplaires.

Une panoplie de protections

Les négociations entamées depuis dix-huit mois entre Bruxelles et Tokyo visaient à laisser suffisamment de temps aux constructeurs automobiles européens (qui emploient directement 1,9 million de personnes) pour s'adapter à la concurrence japonaise. L'accord en cours de conclusion prévoit ainsi une panoplie de protections.

Une clause de sauvegarde destinée à ralentir la progression des ventes nippones en cas de crise du marché automobile européen.

Deux ministères et la Banque de France portent plainte contre SMT Goupil

Le ministère de l'économie et celui chargé de la poste et des télécommunications, ainsi que la Banque de France, ont décidé vendredi 26 juillet de porter plainte contre la société de micro-informatique SMT Goupil. La forme juridique de la plainte des ministères n'est pas encore connue, mais on estime qu'elle devrait être portée contre X. De son côté, l'Institut d'émission s'orienterait vers une plainte pour faux et usage de faux. Selon une source proche du dossier, le chiffre d'affaires des années 1989 et 1990 aurait été gonflé au moyen de commandes fictives rédigées sur papier à en-tête de la Banque de France et des deux ministères. Les malversations porteraient sur 200 millions de francs. Le parquet de Créteil devrait ouvrir une information judiciaire lundi.

Goupil, dernier constructeur informatique privé français, présidé par M. Claude Perdrillat, a été mis en liquidation judiciaire le 11 juillet dernier. La firme, qui employait 750 salariés, avait accumulé des dettes de 700 millions de francs. Son chiffre d'affaires avait chuté de 33 % entre 1989 et 1990 pour s'établir à 830 millions de francs sur un exercice exceptionnellement porté à quinze mois.

La constitution d'un groupe France unie à l'Assemblée nationale

Les radicaux de gauche demandent des « garanties »

Les députés membres du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), qui ont été présentés par M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative, pour former un groupe France unie à l'Assemblée nationale, veulent obtenir des « garanties à la fois politiques et numériques » avant de se prononcer définitivement en septembre. Cette mise au point du MRG intervient au lendemain des déclarations de M. Soisson sur la forte probabilité de la création d'un groupe France unie « dès la prochaine session parlementaire » (le Monde du 26 juillet).

Les radicaux de gauche souhaitent que les membres du groupe s'engagent sur « un contrat politique » précisant l'appartenance à la majorité présidentielle, l'obligation de vote du budget et le refus de s'associer à une motion de censure. Les députés MRG revendiquent également la présidence du groupe.

Près de 1 200 hectares détruits

Plusieurs incendies ravagent les massifs boisés du Var

Plusieurs incendies, attisés par le mistral et favorisés par la sécheresse, ont ravagé, vendredi 26 juillet, les massifs boisés du centre et du haut Var, où ils ont parcouru, selon un premier bilan, 1 150 hectares de forêts de pins et de chênes.

NICE

de notre correspondant régional

Cinq pompiers ont été légèrement blessés et quelques cabanons, ainsi que des caravanes et des véhicules, ont été la proie des flammes. Malgré l'engagement d'importants moyens aériens et la présence sur le terrain de près de mille deux cents hommes disposant de plus de deux cent cinquante véhicules, l'un de ces sinistres était toujours menaçant au début de la matinée de samedi, dans le secteur de Brignoles. L'atténuation du vent, annoncée par la météo, laissait cependant espérer une amélioration de la situation dans le courant de la journée.

Une vingtaine de feux, au total, se sont déclarés vendredi dans le département, où depuis la veille, les risques de sinistres, un dispositif de surveillance renforcé avait été mis en place. La plupart ont pu être éteints dans l'après-midi, mais l'un d'eux, qui s'est déclaré, en début d'après-midi, sur la commune de Bras, dans le centre Var, a pris une rapide extension en raison d'un fort mistral soufflant en rafales de 70 à 80 kilomètres à l'heure. En fin d'après-midi, après avoir pris en écharpe le massif des Bragues, au nord-ouest de Brignoles, il a franchi en deux endroits l'autoroute la Provence, qui a été fermée à la circulation jusqu'au milieu de la nuit.

Malgré l'intervention massive des moyens aériens - jusqu'à seize avions, dont huit Canadair et deux Hercules C-130 gros porteurs renforcés par plusieurs hélicoptères bombardiers d'eau - il a progressé jusqu'à environ 1 kilomètre de Brignoles, où les pompiers ont pu le contenir. Entre-temps, il avait traversé en partie le camp Couderc, base d'une unité d'instruction de la Sécurité civile, détruisant plusieurs véhicules.

A lui seul, ce sinistre a parcouru plus de 800 hectares, et il restait encore actif samedi matin. Grâce au retour des avions et à l'utilisation de plusieurs bulldozers pour tracer des pistes dans un massif très difficile d'accès, les pompiers

espéraient, toutefois, le maîtriser dans la journée. Trois autres incendies étaient en passe d'être circonscrits, sur les communes de Sainte-Anastasia-sur-Issole (à une douzaine de kilomètres au sud-ouest de Brignoles), Salernes et de Villecroze (dans le haut Var).

Selon certains témoignages, rendus publics par un magistrat du tribunal de grande instance de Draguignan, ces incendies auraient une origine criminelle. Celui de Sainte-Anastasia-sur-Issole, qui a détruit 150 hectares, a semblé, en particulier, très suspect aux pompiers qui ne s'expliquent pas comment il a pu prendre naissance spontanément, aux alentours de 23 heures, dans une zone inhabitée et au bas d'une pente, dans les conditions les plus favorables à son développement.

GUY PORTE

En attendant l'évacuation, des squatters du quai de la Gare

Les travaux de la Bibliothèque de France sont interrompus

Accédant à la demande de la mairie de Paris, le secrétaire d'Etat aux grands travaux, M. Emile Biassini, a informé M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire, vendredi 26 juillet, que les travaux sur le chantier de la Bibliothèque de France seraient interrompus tant que le terrain du quai de la Gare restera occupé par plusieurs familles de mal-logés (le Monde du 25 juillet). M. Jean Tiberi avait précisé que cette demande « n'avait rien à voir avec un éventuel conflit entre la mairie de Paris et l'Etat » et qu'elle ne remettait pas en cause l'engagement de la ville de céder gratuitement le terrain, dont elle est propriétaire, à l'Etat pour la construction de la Bibliothèque.

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a déclaré que la Grande Bibliothèque risquait de devenir « un gouffre financier », alors qu'elle pouvait se faire à « un coût moindre d'investissement et de fonctionnement ». Sans contester l'intérêt et la nécessité de doter la France d'un tel établissement, M. Méhaignerie a regretté que soit ainsi « sacrifié l'aménagement du territoire et le logement social » au profit « des choix du Prince pour qui rien n'est trop beau ni trop grandiose ».

A Genève

Israël admis à la Commission économique des Nations unies pour l'Europe

GENÈVE

de notre correspondant

Placé au même rang que le Conseil de sécurité dans la hiérarchie onusienne, tout de suite après l'Assemblée générale, le Conseil économique et social (ECOSOC), qui a tenu sa session d'été du 3 au 26 juillet au Palais des Nations, vient d'entériner l'admission d'Israël en qualité de membre à part entière à la Commission économique pour l'Europe (CEE/ONU).

La demande israélienne était présentée sous forme d'un projet de résolution parrainé par une vingtaine de pays en majorité européens. Elle a été approuvée le 26 juillet, par 32 voix contre 14 et 5 abstentions. Il eût été plus normal qu'Israël fasse partie de la Commission économique de l'ONU pour l'Asie occidentale (CESAO), laquelle représente en fait le Proche-Orient, mais, pour des raisons politiques évidentes, Israël y était d'autant plus indésirable que cette commission a choisi pour siège... Bagdad.

Bien qu'Israël soit membre de plein droit de l'ONU et de toutes les institutions qui en dépendent, la décision de l'ECOSOC est considérée comme un succès diplomatique pour l'Etat hébreu.

I. V.

Le Conseil d'Etat et l'affaire Diouri. - Le Conseil d'Etat a enregistré, vendredi 26 juillet, l'appel interjeté par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, contre la décision du tribunal administratif de Paris de surseoir à l'exécution de l'expulsion en « urgence absolue » de M. Abdelmoumen Diouri. La date de l'examen de cet appel n'est pas encore fixée. L'opposant marocain était rentré du Gabon après que le tribunal administratif eut jugé, le 10 juillet, qu'il y avait eu, de la part du gouvernement, « excès de pouvoir ».

TOUT POUR REUSSIR en MEDECINE ou PHARMACIE

Clauses préparatoire d'un an après le bac D ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1^{re} année « à blanc ».
70% à 80% de réussite au 1^{er} concours
CIPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19